

MOUVEMENT COMMUNISTE/KOLEKTIVNE PROTI  
KAPITALU

**SUR L'OPPRESSION  
PLURIMILLÉNAIRE DES FEMMES,  
LEUR CONDITION DANS LE  
CAPITALISME ET LEUR RÔLE  
DANS LA RÉVOLUTION  
PROLÉTARIENNE**

9

MARS 2025

5 €

4,5 £

5 US\$

100 CZK

500 ₹

### *AVERTISSEMENT*

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

### *PRÉSENTATION*

Ce document sort en même temps en plusieurs langues. Non parce que nous aurions été très efficaces pour la traduction, mais parce qu'il est le fruit d'un travail commun dès le début de sa conception. Travail mené conjointement par les camarades de Kpk, MC et d'autres. Ceci confirme ce que nous avons commencé il y a plusieurs années et qui tend vers l'unification et la centralisation des communistes.

### *CONTACTS*

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Contact : [kpk@kapitalu.org](mailto:kpk@kapitalu.org)

Mouvement Communiste

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

Pour toute correspondance : [postmaster@mouvement-communiste.com](mailto:postmaster@mouvement-communiste.com)

## Contenu

<b>LISTE DES SIGLES</b>	<b>3</b>
<b>LA QUESTION DES FEMMES</b>	<b>4</b>
<b>QUELQUES POINTS FERMES</b>	<b>6</b>
<b>L'OPPRESSION DES FEMMES EST SPÉCIFIQUE ET FONDÉE SUR DES BASES MATÉRIELLES</b>	<b>7</b>
Division naturelle du travail de procréation	7
La famille, le mariage, la propriété privée	8
<b>LA SITUATION DES FEMMES DANS LE MPC</b>	<b>9</b>
La famille capitaliste, la prison des femmes	9
Travail domestique et capital	10
Exploitation ou oppression	11
L'idéologie maternelle	13
Femmes au travail	15
Les femmes sont exploitées dans des conditions plus défavorables que les hommes	18
<b>LA SEXUALITÉ, NOYAU DUR DE L'OPPRESSION DES FEMMES</b>	<b>21</b>
Libération sexuelle, année zéro	21
L'amour et la violence	23
Viol et justice d'État	25
<b>CONTRE CERTAINS DOGMES DU FÉMINISME CONTEMPORAIN</b>	<b>29</b>
Exposé du problème	29
Rappel concernant la méthode matérialiste et l'idéologie	29
Sexe et genre	30
Subjectivisme et oppression	32
<b>DE LA NÉCESSITÉ DE L'ALLIANCE STRATÉGIQUE ENTRE FEMMES ET PROLÉTARIAT</b>	<b>36</b>
Une révolution des relations sociales	36
L'organisation des femmes	37
<b>ANNEXE LE MOUVEMENT DES FEMMES EN ITALIE</b>	<b>40</b>
Présentation	40
Quelques dates	41
Le Collectif féministe international, 1972-1977	41
Le salaire contre le travail domestique	42
<i>La porte du potager et du jardin</i>	44
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>53</b>
En français	53

En italien

54

En anglais

54

## LISTE DES SIGLES

Nous avons, pour faciliter la lecture, laissé dans le corps du texte uniquement les sigles. Le lecteur se reportera donc au tableau ci-dessous.

Sigles	Nom en autre langue	Nom en français	Durée d'existence
BRCA1/2	<i>Breast Cancer 1 and 2</i>	Cancer du sein, 1 et 2 <sup>1</sup>	
CNRS		Centre National de la Recherche Scientifique	1939-
FAO		Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	1949-
INSERM		Institut national de la santé et de la recherche médicale	1964-
MLF		Mouvement de libération des femmes	1970-
MPC		Mode de production capitaliste	
PCI	<i>Partito Comunista Italiano</i>	Parti communiste italien	1926-1991
UDI	<i>Unione Donne in Italia</i>	Union des femmes en Italie	1945-

---

<sup>1</sup> Il s'agit de deux gènes humains servant à protéger le corps humain des tumeurs cancéreuses.

## LA QUESTION DES FEMMES

Résumons-nous : la chose la plus importante est justement cette explosion du mouvement des femmes en tant qu'expression de la spécificité des intérêts féminins jusqu'ici niés et réprimés par l'organisation capitaliste de la famille, intérêts qu'il faut mettre en avant en tout lieu qui repose sur la négation de ces intérêts, puisque toute l'exploitation de la classe a pu être construite grâce à la médiation spécifique de l'exploitation féminine. Ainsi, en tant que mouvement des femmes, nous devons récupérer la spécificité de tous les moments de cette exploitation, c'est-à-dire récupérer l'entière spécificité de l'intérêt féminin dans la gestion de la lutte. » Dalla Costa, 1972, *Femmes et subversion sociale*<sup>2</sup>.

Le communisme se distingue de tous les mouvements qui l'ont précédé jusqu'ici en ce qu'il bouleverse la base de tous les rapports de production et d'échanges antérieurs et que, pour la première fois, il traite consciemment toutes les conditions naturelles préalables comme des créations des hommes qui nous ont précédé jusqu'ici, qu'il dépouille celles-ci de leur caractère naturel et les soumet à la puissance des individus unis. Marx & Engels, 1845, *L'idéologie allemande*<sup>3</sup>.

À chaque stade de développement des forces productives, les femmes ont été soumises à des injonctions, limitations et violences imposées à leur sexe, assorties d'idéologies naturalisantes, le plus souvent sacralisées par la religion, concernant la supériorité masculine et la personnalité féminine. Les femmes endurent, jusque dans leur corps et leur conscience, leur réification sous la dictature sexuelle des mâles. Si les femmes sont d'abord des êtres sexués dotés de capacités reproductives spécifiques, elles sont femmes socialement parce qu'elles subissent une oppression spécifique, elle-même ancrée dans les tâches de reproduction de la vie en l'absence d'une séparation socialement organisée entre l'enfantement et l'éducation et d'une socialisation des tâches domestiques.

Suivant notre méthode d'analyse des bases matérielles de cette oppression, les fondamentaux de la question des femmes sont à rechercher très profondément dans la société humaine depuis ses origines. L'oppression des femmes est la plus ancienne et la plus durable des oppressions. Elle est ancrée dans la reproduction de l'espèce, qui est le terrain de base des rapports entre les sexes. Depuis les origines de l'humanité, l'activité spécifique des femmes est de produire et reproduire la vie, que ce soit en la donnant ou en accomplissant les tâches et les soins qui lui sont nécessaires, en particulier l'éducation des enfants et le service sexuel aux hommes.

Cette particularité a réduit et confiné les femmes dans la sphère familiale. Leur travail reproductif a été accaparé par les hommes dans le cadre du mariage – propriété des femmes, première marchandise, hétérosexualité obligatoire – et plus largement au sein de la famille – premier esclavage, première unité de production – au service de la filiation en vue de la transmission du patrimoine. De plus, la première division organique et fonctionnelle à l'espèce a trouvé un prolongement social dans la division sexuelle du travail. L'ensemble des activités sociales est non seulement spécialisé mais également hiérarchisé selon le sexe. Les femmes sont confinées dans les activités reproductives, et les tâches assurées par les femmes (et par extension les femmes elles-mêmes) sont systématiquement situées en bas de la hiérarchisation sociale.

Révolutionnant l'organisation sociale, le MPC a désintégré, sans pour autant l'abolir, la famille précapitaliste et avec elle l'économie domestique. Corrélativement à l'émergence d'une sphère productive extérieure à la famille, se perpétue une sphère soi-disant privée où les femmes assurent des activités par lesquelles la vie humaine est produite et reproduite, ainsi que par extension la force de travail. Cela inclut le ménage et les repas, l'éducation des enfants, l'assistance aux aînés et les soins affectifs et services sexuels au mari. Dans le MPC, la division sexuelle du travail sert la valorisation. D'une part, le travail domestique contribue largement à la reproduction de la force de travail, et, puisqu'il est très faiblement rémunéré, il permet d'en diminuer sa valeur. D'autre part, comme armée de réserve, la main d'œuvre féminine –

<sup>2</sup> Voir Mariarosa Dalla Costa, *Femmes et subversion sociale*, éditions Entremonde, Genève, 2023, in : <https://entremonde.net/women-and-the-subversion-of-the>

<sup>3</sup> Voir Karl Marx & Friedrich Engels *L'idéologie allemande* « Feuerbach. Opposition de la conception matérialiste et idéaliste. Section C Communisme production d'échanges lui-même », 1845, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000e.htm>

affaiblie dans son rapport avec le capital du fait de la charge des enfants – joue à accroître la concurrence entre prolétaires et donc également à faire baisser les salaires.

Aujourd'hui, dans le monde, les femmes restent pour moitié d'entre elles des sans-salaires dans une société dominée par le salariat. La plupart est confinée à la sphère étriquée de la famille, dépendant des revenus de leur mari et assumant très souvent seules les tâches de l'éducation des enfants et du ménage. Lorsque les femmes intègrent le travail social, elles gagnent en indépendance économique – toute relative – mais elles sont exploitées dans des conditions plus défavorables que les hommes. Si les femmes ne dépendent plus autant qu'avant du salaire de leur mari, elles ne gagnent souvent pas assez d'argent pour pouvoir s'en détacher totalement, et ce d'autant plus qu'elles ont des enfants. Le sur-chômage et les bas salaires (sinon l'absence de salaire) renforcent l'appropriation sexuelle des femmes par les hommes, que ce soit dans le mariage ou dans la prostitution. Les femmes subissent de longues doubles journées, une fois de retour au foyer, dès lors que les charges du travail domestique n'ont pas ou peu été socialisées. Les femmes sont restées des esclaves sexuelles, quand elles doivent céder leur corps aux mâles dans le cadre sacré de la famille et des serves, quand elles nourrissent, lavent, soignent les mâles et les enfants de tous sexes.

Les femmes « en tant que femmes », leur situation spécifique dans l'organisation sociale capitaliste, tel est le sujet de ce texte. Et non pas les femmes en tant que supposée fraction du prolétariat, car les femmes prolétaires sont partie intégrante du prolétariat, même si leurs conditions d'exploitation par le capital diffèrent sensiblement de celles des hommes. Le capitalisme n'est pas plus sexué qu'il n'est raciste, immoral, nationaliste, etc. Il est aussi tout ceci et son contraire. Le capitalisme est un rapport social, ce n'est pas une idéologie et encore moins une sorte de personne morale. Le capitalisme se sert des divisions, des oppositions qui traversent encore et toujours sa société civile pour les mettre, quand le besoin se fait sentir et que ses interprètes le perçoivent, au service de sa domination et de la transformation de tout rapport social productif, indirectement productif et reproductif en rapport d'échange, en production et en circulation de marchandise. Les corps des êtres humains suivent ce processus de réification et de marchandisation y compris quand les êtres humains se perçoivent comme des agents économiques des échanges marchands – acheteur et vendeurs.

Dans les pays capitalistes avancés – malgré l'intégration des femmes dans la production sociale et les luttes féministes, avec des variations importantes selon les contextes – la domination masculine perdure. Et si elle s'affaiblit quelque peu sur certains aspects, elle revêt en même temps des formes inédites, par exemple l'exposition systématique du corps féminin. L'assise matérielle de la subordination des femmes, inscrite dans la nature sexuée de la reproduction de l'espèce et dans l'organisation des rapports sociaux de reproduction, fait d'elles un sujet politique, alliées indispensables de la classe ouvrière. Les femmes aspirent à un monde réuni où l'homme cesse d'être une menace pour elles et où leur sexualité et leurs affects peuvent se déployer. C'est pourquoi elles doivent regarder du côté du prolétariat révolutionnaire et fonder sans compromission une alliance solide en vue d'une libération complète de l'humanité.

## QUELQUES POINTS FERMES

Ces points ont été rédigés, en 2016, après les attaques commises, dans la nuit du 31 décembre 2015, à Cologne – mais également dans d'autres villes d'Allemagne, d'Autriche, de Finlande et de Suisse –, lorsque des groupes d'hommes ont assailli des centaines de femmes, déroband leurs effets personnels et les agressant sexuellement. Ces points, très synthétiquement formulés, sont présentés ici en guise d'introduction au long texte qui les suit et les développe.

L'oppression des femmes dépend étroitement de la division naturelle du travail de reproduction de l'espèce. L'enfantement est son fondement objectif. Cette division est l'une des prémisses de la division sociale entre travail manuel et travail intellectuel, de la hiérarchisation sociale.

La division naturelle du travail de reproduction de l'espèce se fige dans la structure sociale élémentaire de reproduction (puis de production) qu'est la famille, le clan, la tribu, etc. Le moyen pour reproduire la famille est le même que pour toute autre structure sociale : la violence. Une violence exercée sur les femmes, premier « trésor » de l'homme, première manifestation de réification de l'être humain. Une violence le plus souvent sacralisée par la religion.

Les femmes ont presque toujours exercé deux types d'activité : le travail concret et non socialisé, encadré dans la famille, de reproduction de l'espèce (enfantement, éducation des enfants, objet sexuel et affectif de l'homme ; travail domestique pour la tenue de la demeure) et le travail social aux côtés de l'homme, mari ou pas.

Le capitalisme a posé les jalons de la destruction de la famille en mobilisant les femmes dans le travail social à une échelle incomparable avec les autres sociétés divisées en classes qui l'ont précédé. Le capital a transformé une partie du travail domestique en travail social (mécanisation et externalisation de plusieurs éléments entrant dans la reproduction naturelle de l'espèce ; socialisation explicite des femmes comme objet sexuel par la prostitution et implicite par l'assimilation de la vie sexuelle des femmes à celle des hommes aliénés ; éducation des enfants en partie déléguée à l'État).

Mais le capitalisme ne détruit pas le noyau dur de l'oppression des femmes : la subordination de l'enfantement au travail de reproduction de l'espèce et la réification du corps féminin par l'homme. Quoique ébranlée, la famille monoparentale, recomposée, disséminée, etc. se reforme et se restructure sans cesse sur ces bases. À mesure du mûrissement du capitalisme, la famille cesse progressivement d'être une structure productive et se voit spoliée de certaines fonctions reproductives. Mais la division naturelle du travail de reproduction de l'espèce continue dans la négation du corps féminin, sa réification et sa transformation en marchandise pour l'homme, ainsi que dans l'éducation des enfants.

La socialisation des femmes par le travail salarié n'est pas, en soi, un gage d'émancipation de la domination masculine. En revanche, cette socialisation renforce quantitativement et qualitativement les rangs du prolétariat. Qualitativement, car elle introduit en son sein la question de la relation de l'homme à la femme (ou plus correctement de la femme à l'homme). Mais poser la question de l'oppression de la femme dans le cadre du travail salarié n'implique pas nécessairement sa résolution. Les femmes sont loin de connaître les mêmes conditions que les hommes y compris dans le salariat. Sans compter que la revendication égalitaire des femmes par rapport aux hommes salariés peut revêtir la forme aliénée de la récompense à l'adhésion au salariat (avec par exemple des objectifs de présence dans la hiérarchie).

Le renforcement qualitatif et quantitatif du prolétariat dans le capitalisme est utile à la cause des femmes uniquement s'il se manifeste dans la lutte indépendante contre le capitalisme ainsi que contre toutes les sociétés divisées en classes ET contre la domination du mâle. Ce qui ne va pas de soi eu égard à l'histoire du prolétariat moderne.

La révolution prolétarienne ne règle pas non plus, comme par enchantement, la question féminine. Elle doit être couplée à une révolution sociale des relations entre individus qui soit capable d'attaquer de front le noyau dur de l'oppression des femmes en isolant définitivement l'enfantement de l'éducation des enfants confiée à la société et en libérant les sentiments et le corps féminin de la dictature sexuelle du mâle.

Les femmes ont donc tout intérêt à ce que la révolution prolétarienne advienne. Mais leur libération ne dépend que d'elles, de leur force et de leur capacité en tant que sexe d'imposer leurs raisons y compris à la révolution. La dialectique qui s'instaurera n'aura rien d'évident et d'inéluctable. Il y a fort à parier au contraire qu'elle sera teintée de rouge sang tant les hommes ont à perdre en tant qu'individus qui ne sont pas encore pleinement socialisés. L'homme nouveau naîtra de la lutte des femmes, de toutes les femmes.

La lutte des femmes est une constante des sociétés divisées en classes. Trop longtemps cantonnée au foyer domestique, pour autant, la résistance des femmes n'a pas été faible et a souvent pris la forme radicale d'une guerre des sexes permanente<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Voir MC/KpK, *Cologne : les attaques contre les femmes sont le produit du patriarcat et font le jeu des racistes anti-immigrés*, Bulletin n°9, février, 2016, in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1602FRVF.pdf>

# L'OPPRESSION DES FEMMES EST SPÉCIFIQUE ET FONDÉE SUR DES BASES MATÉRIELLES

## Division naturelle du travail de procréation

La première division du travail est celle entre l'homme et la femme pour la procréation. (Engels, 1884, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*)<sup>5</sup>

Le rapport immédiat, naturel, nécessaire de l'homme à l'homme est le rapport de l'homme à la femme. Dans ce rapport générique naturel, le rapport de l'homme à la nature est immédiatement son rapport à l'homme, de même que le rapport à l'homme est directement son rapport à la nature, sa propre détermination naturelle. » (Marx, *Manuscrits de 1844*)<sup>6</sup>

Les relations femmes/hommes trouvent leur fondement historique et objectif dans la division naturelle du travail de reproduction, lequel est irréductiblement inscrit dans le corps des femmes en raison de leur rôle spécifique dans la grossesse, l'enfantement et l'allaitement. Ainsi, la première relation naturelle-sociale de l'être humain, correspondant à l'impératif de sa reproduction, ce rapport élémentaire, dépourvu d'une médiation sociale déployée, est celui de la femme à l'homme, correspondant à l'état de nature.

La nature existe indépendamment de toute philosophie ; elle est la base sur laquelle nous autres hommes, nous-mêmes produits de la nature, avons grandi ; en dehors de la nature et des hommes, il n'y a rien, et les êtres supérieurs créés par notre imagination religieuse se sont que le reflet fantastique de notre être propre<sup>7</sup>.

Au stade précoce de développement de l'être humain, sa nature se présente comme immédiatement sociale, quoique exprimée par une socialité étriquée, car elle coïncide avec sa survie en tant qu'espèce. En même temps, cette nature sociale ne peut s'enraciner que dans sa détermination en tant qu'être de nature. La nature est sa détermination première, sa dimension sensible, son horizon indépassable. La nature n'est donc pas autre que l'être humain. Elle est l'être humain.

La présupposition première de toute existence humaine, partant de toute histoire, à savoir que les hommes doivent être à même de vivre pour pouvoir « faire l'histoire ». Mais pour vivre, il faut avant tout boire, manger, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore. Le premier fait historique est donc la production des moyens permettant de satisfaire ces besoins, la production de la vie matérielle elle-même, et c'est même là un fait historique, une condition fondamentale de toute histoire que l'on doit, aujourd'hui encore comme il y a des milliers d'années, remplir jour par jour, heure par heure, simplement pour maintenir les hommes en vie. [...] Le second point est que le premier besoin une fois satisfait lui-même, l'action de le satisfaire et l'instrument déjà acquis de cette satisfaction poussent à de nouveaux besoins, — et cette production de nouveaux besoins est le premier fait historique. [...] Le troisième rapport, qui intervient ici d'emblée dans le développement historique, est que les hommes, qui renouvellent chaque jour leur propre vie, se mettent à créer d'autres hommes, à se reproduire ; c'est le rapport entre homme et femme, parents et enfants, c'est la famille. Cette famille, qui est au début le seul rapport social, devient par la suite un rapport subalterne [...], lorsque les besoins accrus engendrent de nouveaux rapports sociaux et que l'accroissement de la population engendre de nouveaux besoins ; par conséquent, on doit traiter et développer ce thème de la famille d'après les faits empiriques existants et non d'après le « concept de famille ». [...] Produire la vie, aussi bien la sienne propre par le travail que la vie d'autrui en procréant, nous apparaît donc dès maintenant comme un rapport double : d'une part comme un rapport naturel, d'autre part comme un rapport social, — social en ce sens que l'on entend par là l'action conjuguée de plusieurs individus, peu importe dans quelles conditions, de quelle façon et dans quel but. Il s'ensuit qu'un mode de production ou un stade industriel déterminés sont constamment liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminés, et que ce mode de coopération est lui-même une « force productive » ; il s'ensuit également que la masse des forces productives accessibles aux hommes détermine l'état social, et que l'on doit par conséquent étudier et élaborer sans cesse l'« histoire des hommes » en liaison avec l'histoire de l'industrie et des échanges<sup>8</sup>.

<sup>5</sup>Voir Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* « la famille. La famille monogamique », 1884, in : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000h.htm>

<sup>6</sup> Voir Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, « Troisième manuscrit », in : [https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000\\_5.htm](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000_5.htm)

<sup>7</sup> Voir Friedrich Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, « I. De Hegel à Feuerbach », 1888, [https://www.marxists.org/francais/engels/works/1888/02/fe\\_18880221\\_1.htm](https://www.marxists.org/francais/engels/works/1888/02/fe_18880221_1.htm)

<sup>8</sup> Voir Karl Marx & Friedrich Engels, *L'idéologie allemande* « Feuerbach », *op. cit.*, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000c.htm>

## La famille, le mariage, la propriété privée

La division entre femmes et hommes, établie à partir de l'acte sexuel reproducteur, s'est figée en une relation normalisée et oppressive, la famille – le clan, la tribu –, fondée sur une hiérarchie interne. La famille est ensuite devenue la première forme stabilisée de polarisation sociale. Elle n'induit pas nécessairement le développement de la propriété privée mais en est le présupposé incontournable puisque la concentration de la richesse s'affirme le plus souvent sur la base de la propriété collective au sein du cercle étroit de la famille.

La première forme de famille (fut) basée non sur des conditions naturelles, mais sur des conditions économiques à savoir : la victoire de la propriété privée sur la propriété commune primitive et spontanée. Souveraineté de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne pussent être que de lui et qui étaient destinés à hériter de sa fortune, tels étaient, proclamés sans détours par les Grecs, les buts exclusifs du mariage conjugal<sup>9</sup>.

La première forme de la propriété est la propriété de la tribu. Elle correspond à ce stade rudimentaire de la production où un peuple se nourrit de la chasse et de la pêche, de l'élevage du bétail ou, à la rigueur, de l'agriculture. Dans ce dernier cas, cela suppose une grande quantité de terres incultes. À ce stade, la division du travail est encore très peu développée et se borne à une plus grande extension de la division naturelle telle que l'offre la famille. La structure sociale se borne, de ce fait, à une extension de la famille : chefs de la tribu patriarcale, avec au-dessous d'eux les membres de la tribu et enfin les esclaves. L'esclavage latent dans la famille ne se développe que peu à peu avec l'accroissement de la population et des besoins, et aussi avec l'extension des relations extérieures, de la guerre tout autant que du troc. [...] Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité ; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques – on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité<sup>10</sup>.

Le moyen pour établir la famille, c'est-à-dire contrôler la capacité de procréation et le travail de reproduction des femmes, est le même que pour toute autre structure sociale : la violence. Une violence exercée sur les femmes, première propriété de l'homme, première manifestation de réification de l'être humain, qu'il échange avec les autres hommes, qu'il exproprie donc d'elles-mêmes et dont il spécialise tout l'être social dans le dévouement aux autres. C'est à cette fonction que répond le mariage. Le plus souvent imposé au cours de l'histoire, il instaure un lien de dépendance personnelle et contraint les femmes au service sexuel. La famille, c'est l'esclavage de la femme, sa première manifestation. Et le mariage est l'acte juridique par lequel s'institue la famille. C'est la prison qui isole et enferme la femme dans la cage d'un rapport perpétuel de subordination despotique complète à son maître mâle, comme l'explique Marx : « *Dans toutes les formes de propriété privée, on trouve pour le moins l'esclavage des membres de la famille, ceux-ci étant utilisés et exploités, ne serait-ce que par le chef de famille.*<sup>11</sup> » Et comme le précise Engels :

Le mariage conjugal fut un grand progrès historique, mais en même temps il ouvre, à côté de l'esclavage et de la propriété privée, cette époque qui se prolonge jusqu'à nos jours et dans laquelle chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif, puisque le bien-être et le développement des uns sont obtenus par la souffrance et le refoulement des autres. Le mariage conjugal est la forme-cellule de la société civilisée, forme sur laquelle nous pouvons déjà étudier la nature des antagonismes et des contradictions qui s'y développent pleinement. [...] Le mariage conjugal n'entre donc point dans l'histoire comme la réconciliation de l'homme et de la femme, et bien moins encore comme la forme suprême du mariage. Au contraire : il apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans toute la préhistoire<sup>12</sup>.

<sup>9</sup> Voir Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, op. cit.

<sup>10</sup> Voir Karl Marx & Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, op. cit.

<sup>11</sup> Voir Karl Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, 1867, p. 150

*in* : [https://classiques.uqam.ca/classiques/Marx\\_karl/capital\\_chapitre\\_inedit/capital\\_chapitre\\_inedit.html](https://classiques.uqam.ca/classiques/Marx_karl/capital_chapitre_inedit/capital_chapitre_inedit.html)

<sup>12</sup> Voir Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, op. cit.

## LA SITUATION DES FEMMES DANS LE MPC

### La famille capitaliste, la prison des femmes

Avec la transformation de toute la production sociale en marchandise, les rapports sociaux précédant le capitalisme se sont désagrégés. L'achat, la vente et le contrat prétendument libre ont remplacé les coutumes héréditaires. De plus, avec la production manufacturière et le commerce mondialisé, les produits domestiques, principalement réalisés par les femmes, qui avaient une valeur d'usage dans un contexte de production à finalité d'autosubsistance, ont acquis une valeur d'échange. En particulier dans les villes, la famille s'est vue progressivement dépossédée de certaines fonctions productives (et reproductives, dans une moindre mesure). Les membres de la famille se sont individualisés à l'égard des liens communautaires à mesure que les prolétaires ont été amenés à coopérer toujours plus étroitement dans le travail social. Dès lors, dans la famille de l'ère industrielle, les rapports de parenté ne sont plus des rapports de production puisque désormais le travail social se réalise en dehors d'elle.

Le capitalisme a de la sorte institué sa propre structure familiale en dissolvant les formes de famille et d'unions conjugales qui lui préexistaient. Dans les sociétés capitalistes avancées, la famille et le mariage ont connu des désagrégations supplémentaires, comme en témoignent le recul des mariages, la montée des divorces et des séparations, et la croissance du nombre de familles monoparentales. Pourtant le caractère de nécessité du mariage est demeuré, y compris sous des formes de seconde zone (pactes d'union civile, cohabitations légales, etc.), formalisant le lien d'appropriation et de dépendance des femmes comme en témoigne, par exemple, le reflux des divorces en période de crise économique.

Quant à la famille, elle ne disparaît pas complètement avec le capitalisme et reste porteuse de liens de solidarité économique entre ses membres, en même temps que source d'aliénation et de servitude. Dans la transition vers le MPC, les femmes sont restées assignées et encore davantage chevillées au rôle reproductif subalterne – sous la forme d'un travail non socialisé, individualisé – qui constitue, depuis toujours, la raison d'être de la famille, institution politique du travail domestique. C'est là un fondement matériel de la situation des femmes dans le MPC. Le travail domestique définit la place des femmes dans la famille et par extension dans la société. Cela ressort du rôle féminin tout entier, tel qu'il a été créé par la division capitaliste du travail. Toutes les femmes sont d'abord des ménagères. Comme l'explique le Collectif de Padoue : « *Les femmes sont femmes au foyer depuis l'adolescence : elles travaillent d'abord dans la maison du père, ensuite dans la maison du mari (parfois aussi dans celle du beau-frère). Le travail domestique est un fardeau partagé par toutes les femmes, mariées ou célibataires, mères ou ouvrières, femmes au foyer ou dactylographes, infirmières ou enseignantes, etc.*<sup>13</sup> »

Certes, aujourd'hui, les femmes dans les pays capitalistes avancés ne consacrent plus la moitié de leur temps de vie à fabriquer et à éduquer des enfants. Par contre, dans beaucoup de pays de la périphérie du capital, il est courant que les femmes aient un grand nombre d'enfants, dans des conditions épouvantables, avec des taux de mortalité des mères et des bébés qui demeurent relativement élevés. Tout le temps consacré à la reproduction de l'espèce, joint à des périodes de mobilité réduite, contribue à cloîtrer les femmes à la maison en leur ôtant tout ou partie de leur être social, de leur vie sociale pleine. Or, pas ou moins de vie sociale signifie subalternité à ceux, les hommes, qui en ont. Pas ou moins de vie sociale signifie moins de moyens pour exercer un travail socialement reconnu.

---

<sup>13</sup> Voir Collectif de Padoue, « Brisons le système, pouvoir aux femmes ! », 1974, Cahiers du GRM, 10/2016, in : <https://journals.openedition.org/grm/833>

## Travail domestique et capital

Le capitalisme a séparé le rôle de la ménagère du reste de la production sociale. Au mieux, le développement des forces productives à l'époque de la domination du capital sur la société permet la réduction du temps de travail domestique et l'élimination de certains de ses aspects pénibles. En aucun cas, en revanche, le mouvement du capital ne dépasse la nécessité du travail des femmes pour la reproduction de l'espèce. Le capitalisme, bien qu'il l'ait sérieusement agressée, n'a pas détruit la famille et il ne va pas de son intérêt d'y parvenir.

Le travail domestique est mis au service de la valorisation du capital dans la mesure où il entretient et reproduit la force de travail à un très faible coût, ce qui diminue d'autant sa valeur traduite dans son équivalent salaire. La fonction du travail domestique pour le capital, c'est la reproduction de la force de travail. Mais, c'est d'abord parce que les femmes reproduisent la vie, l'être humain, qu'elles entretiennent et reproduisent la force de travail. Celle-ci, une fois qu'elle est reproduite, n'est pas encore une marchandise. Elle ne le devient que lorsque l'individu détenteur de cette force de travail la loue à un patron contre un salaire et l'utilise dans le processus productif.

**Soit le travail domestique est inclus dans le salaire**, à hauteur de la valeur de la reproduction de la force de travail à l'échelle du ménage, enfants compris. Dans ce cas, il est littéralement gratuit et le travail de reproduction est considéré comme force productive naturelle par le capital. L'absence de salaire contribue à sa mystification, c'est-à-dire masque sa prise en charge par la classe ouvrière. Le travail de la ménagère, créateur de valeur d'usage, est fondamentalement un travail invisible, qui n'est pas socialement considéré comme travail. Cette occultation du travail des femmes au sein du foyer n'est pas seulement une donnée idéologique. C'est l'organisation capitaliste qui nie le caractère de travail de l'activité ménagère.

Que le travail de la femme au foyer se réalise dans des formes pré-capitalistes ou proto-capitalistes ne signifie pas qu'aujourd'hui il n'est pas capitaliste ou qu'il n'est pas parfaitement fonctionnel à une phase du développement du capital. Dans cette phase, l'aspect central n'est pas tellement la productivité de l'usine c'est-à-dire l'extorsion directe de la plus-value, mais la productivité sociale moyenne. Tabler sur cette énorme quantité de travail non payé – précisément parce qu'on le fait apparaître comme non productif au point de ne pas le considérer comme du travail – permet au capital de réduire énormément les coûts de production de la force-travail, qui est la marchandise fondamentale<sup>14</sup>.

**Soit le travail domestique est socialisé en dehors de la famille**, sous la forme d'un travail salarié exploité de manière directement capitaliste, et productif de profit pour les capitaux individuels engagés dans ces activités. Les salaires dans les secteurs d'assistance et de soins maternels sont d'ailleurs souvent très bas et ces tâches réalisées avant tout par des femmes : ce qui était réalisé à la maison est maintenant rémunéré très chichement. Le plus souvent dans les pays capitalistes avancés, l'État assure la reproduction de la force de travail : gardes d'enfants, éducation et formation, soins de santé, maisons de retraite, assistance à domicile, etc. Mais cette socialisation est réversible : le désengagement de l'État dans ces secteurs correspond chaque fois à un transfert vers les foyers et donc les femmes. C'est éminemment visible dans les pays où l'État subit une crise fiscale.

Le travail domestique est improductif du point de vue du fonctionnement du capital dans son ensemble, car l'accumulation repose sur le travail productif de nouvelles valeurs dans le processus général de valorisation. Dans le MPC, la finalité de la production est la retransformation de plus-value en capital et celle-ci repose sur « *un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital.*<sup>15</sup> »

Le travail productif n'est qu'une expression ramassée pour désigner l'ensemble du rapport et la manière dont l'ouvrier et le travail se présentent dans le procès de production capitaliste. Par travail productif, nous entendons donc un travail socialement déterminé, qui implique un rapport bien précis entre vendeur et acheteur de travail.

---

<sup>14</sup> *Ibidem*.

<sup>15</sup> Voir Karl Marx, *Le Capital - Livre premier* « V<sup>o</sup> section : Recherches ultérieures sur la production de la plus-value Chapitre XVI », 1867, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-1/kmcap1-16.htm>

Ainsi, le travail productif s'échange directement contre l'argent-capital, un argent qui en soi est du capital, ayant pour destination de fonctionner comme tel et de faire face comme tel à la force de travail. Seul est donc productif le travail qui, pour l'ouvrier, reproduit uniquement la valeur, déterminée au préalable, de sa force de travail et valorise le capital par une activité créatrice de valeurs et posant en face de l'ouvrier des valeurs produites en tant que capital. Le rapport spécifique entre travail objectivé et travail vivant qui fait du premier le capital, fait du second le travail productif. Le produit spécifique du procès de production capitaliste – la plus-value – est créé uniquement par l'échange avec le travail productif. Ce qui en constitue la valeur d'usage spécifique pour le capital, ce n'est pas l'utilité particulière du travail ou du produit dans lequel il s'objective, mais la faculté du travail de créer, la valeur d'échange (plus-value). Le procès de production capitaliste ne crée pas simplement des marchandises, il absorbe du travail non payé et transforme les moyens de production en moyens d'absorber du travail non payé. De ce qui précède, il ressort que le travail productif n'implique nullement qu'il ait un contenu précis, une utilité particulière, une valeur d'usage déterminée en laquelle il se matérialise. C'est ce qui explique qu'un travail de même contenu puisse être ou productif ou improductif<sup>16</sup>.

## Exploitation ou oppression

Avec le mariage et l'institution de la famille, la division naturelle du travail inscrite dans l'acte sexuel reproducteur se mue en une opposition permanente et irréductible entre femmes et hommes. Une opposition qui, insérée dans la société actuelle, s'apparente à l'antagonisme de classe entre bourgeoisie et prolétariat.

Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat. [...] La première opposition de classe qui se manifeste dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe, avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin<sup>17</sup>.

Toutefois, sa détermination sociale de classe n'est guère comparable. Dans le cas de la famille, il s'agit d'esclavage domestique, subi entre les murs du domicile conjugal sans rapport direct avec tel ou tel mode de production donné, telle ou telle société divisée en classes opposées. Inversement le rapport social de capital est à la fois le produit et le seul moteur spécifique de la formation économique et sociale moderne. Il s'y identifie et la société est façonnée par ce dernier. C'est la différence entre la famille et l'usine. La famille préexiste au capital tandis que l'usine est le pur produit, la quintessence du rapport social du capital.

De là découle aussi qu'au sein de la famille, les femmes ne sont pas exploitées par les hommes, elles ne sont pas les prolétaires des hommes puisque ceux-ci ne s'approprient pas leur (sur)travail au service d'une valorisation de leur capital, inexistant par ailleurs. L'argent entre les mains des hommes, sous forme de salaire, n'est tout simplement pas du capital. Le mariage est certes un contrat d'appropriation qui formalise la réification des femmes, un contrat où on vend son « moi » pour l'éternité, sa personne, mais pas sa force de travail. Dans les situations où le seul salaire du foyer est apporté par l'homme, ce dernier ne salarie pas sa femme. Il n'échange pas une partie de son revenu contre un service, il consomme son revenu contre des équivalents-marchandises et/ou celui-ci est transformé en valeurs d'usage utiles par le travail domestique des femmes.

Je suis un travailleur, je reçois mon salaire à la fin du mois. Bon, alors la consommation immédiate – Marx a parlé en son temps c'était juste – maintenant si je le dépense immédiatement... alors je vais chez le traiteur pour acheter des aliments déjà préparés, je vais à la blanchisserie pour nettoyer mes vêtements et les faire repasser, etc. En fin de compte, c'est-à-dire, de ce salaire-là ça me suffit pour trois jours parce que tout ça est très cher. La seule façon pour le travailleur de survivre est d'épouser une femme au foyer et de lui donner l'argent. Et par son travail, la ménagère transformait cet argent en steaks tout prêts, en vêtements lavés et repassés à la maison, en une maison propre<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> Voir Karl Marx, *Un chapitre inédit du Capital* «Section H Travail productif et improductif», 1867, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-inedit/kemcapl-6-2H.htm>

<sup>17</sup> Voir Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État op. cit.*

<sup>18</sup> Entretien avec Leopoldina Fortunati, Charlene Calderaro et Andrea Zanotti «Entre féminisme et opéraïsme : penser la reproduction sociale», *Contretemps*, 08 mars 2023, in : <https://www.contretemps.eu/feminisme-operaisme-reproduction-sociale-entretien-leopoldina-fortunati/>

Ceci permet de souligner, au passage, que le travail domestique n'est pas un mode de production indépendant, parallèle, et non-capitaliste, au cœur du capital. Contrairement à ce que Christine Delphy avait appelé dans *L'ennemi principal* (1970) le « mode de production domestique » pour désigner le système patriarcal, considérant que le travail des femmes est exploité par les hommes contre leur entretien.

Par contre, lorsque les femmes travaillent à la maison (ou sont très faiblement rémunérées), elles se retrouvent en relation de dépendance économique vis-à-vis des hommes, source d'un rapport de domination/oppression vu la moindre capacité de négociation au sein du couple, mais aussi de moindres possibilités économiques de sortie du couple.

En réalité les hommes bénéficient du travail domestique car, y compris dans les pays du centre du capital, celui-ci est encore très inégalement réparti. L'égalisation historique apparente du temps de travail domestique repose sur la légère diminution du temps de corvée des femmes du fait de l'introduction massive des appareils électroménagers. En France, par exemple, la contribution moyenne des hommes en couple au travail domestique a « augmenté » de 17 minutes, entre 1986 et 2010. L'écart entre les sexes est du simple au double si l'on compare les temps qui sont consacrés par les pères ou les mères. En 2006, au sein de l'Union européenne<sup>19</sup>, les femmes de 20 à 74 ans consacrent (beaucoup) plus de temps que les hommes au travail domestique, de l'ordre de 50 % en Suède à 200 % en plus en Italie et en Espagne. Ainsi, pour la France, la durée moyenne du travail domestique, par année, pour les femmes et les hommes, est de (en heures/jour) :

Année	Femmes	Hommes
1966	7,3	1,7
1975	40 (inactive) 27,7 (active à temps plein)	16,5 (actif à temps plein)
1986	5,07	2,07
1998	4,7	2,1
2010	3,52 22 (isolée) 34 (couple avec enfant)	2,24 17 (isolé) 18 (couple avec enfant)

Sources collationnées par nos soins provenant principalement de l'INSEE<sup>20</sup>

La prise en charge par les femmes de la santé physique et mentale, de la vie sociale hors travail, et des soins émotionnels au service des hommes, tout cela contribue à rendre les hommes satisfaits du *statu quo*. *A contrario*, la tendance démographique, notable aux États-Unis, est l'augmentation du nombre de femmes célibataires actives : « 45 % des femmes en âge de travailler (âgées de 25 à 44 ans) seront célibataires d'ici 2030 [...] de plus en plus de femmes retardent le mariage, choisissent de rester célibataires ou divorcent dans la cinquantaine et la soixantaine.<sup>21</sup> »

<sup>19</sup> Voir Eurostat, *Comment se répartit le temps des Européennes et des Européens ?*, Numéro 4/2006, in : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-statistics-in-focus/-/ks-nk-06-004>

<sup>20</sup> Voir INSEE, *Enquêtes Emploi du Temps*, 25 février 2025, in : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1224>  
Alain Chenu, « Les horaires et l'organisation du temps de travail » *Économie et statistique* 352-353, 2002, in : [https://www.persee.fr/doc/estat\\_0336-1454\\_2002\\_num\\_352\\_1\\_7397](https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2002_num_352_1_7397)

Alain Chadeau et Annie Fouquet, « Peut-on mesurer le travail domestique ? » *Économie et statistique* 136, 1981, in : [https://www.persee.fr/doc/estat\\_0336-1454\\_1981\\_num\\_136\\_1\\_4521](https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_1981_num_136_1_4521)

INSEE, *Le travail domestique : 60 milliards d'heures en 2010*, N° 1423, 21 novembre 2012, in : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2123967>

<sup>21</sup> Voir Morgan Stanley Research, *Rise of the SHEconomy*, 2019, in : <https://www.morganstanley.com/ideas/womens-impact-on-the-economy>

Cela était anticipé par Alexandra Kollontai :

Qui sont-elles donc ces femmes nouvelles ? Ce ne sont pas les charmantes et « pures » jeunes filles dont le roman s'interrompait par un heureux mariage ; ce ne sont pas des épouses souffrant de l'infidélité du mari ou coupables d'adultère elles-mêmes ; ce ne sont pas de vieilles filles pleurant un amour malheureux de leur jeunesse ; ce ne sont pas des « prêtresses de l'amour », des victimes de tristes conditions de vie ou de leur propre nature « « Non, c'est un nouveau [...] type d'héroïnes, inconnu auparavant, un type d'héroïnes avec ses propres exigences devant la vie, un type qui affirme sa personnalité, qui proteste contre le multiple asservissement de la femme dans l'État, dans la famille, dans la société, un type qui lutte pour ses droits et qui représente le sexe. « Femmes célibataires », tel est le nom qu'on donne de plus en plus souvent à ce type<sup>22</sup>.

## L'idéologie maternelle

Les femmes prennent en charge les tâches ménagères, une tendance qui se renforce lorsqu'elles deviennent mères puisqu'elles effectuent le travail domestique non pas uniquement pour elles, mais pour d'autres et toujours « *au nom de la nature, de l'amour et du devoir maternel*<sup>23</sup> » Cela signifie aussi que « *la maternité est l'instrument idéologique le plus efficace pour contrôler les femmes ; c'est la clé par laquelle on obtient leur adhésion la plus totale au système.*<sup>24</sup> »

Au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la maternité n'est pas conçue en termes de choix, elle constitue une vocation supposément naturelle de la femme, sacralisée et légitimée par les religions comme l'aboutissement du mariage et sa raison d'être. Ce précepte est intériorisé par la majorité des femmes depuis la nuit des temps. « *Point de fille qui ne désire devenir femme, point de femme qui ne désire devenir mère* » affirme le dicton populaire dès la fin du Moyen-Âge<sup>25</sup>.

Devenir mère est donc le passage obligé pour obtenir le statut de femme à part entière, laquelle doit être féconde et donner naissance à au moins un mâle pour perpétuer la lignée et en faire l'héritier du patrimoine familial. Les relations sexuelles en dehors de cette finalité constituaient le péché de chair pour la Chrétienté. La stérilité pouvait être sanctionnée par l'annulation du mariage. Une femme sans enfant était condamnée à un statut social vulnérable. Et ce encore plus chez les nobles lorsque le dauphin se faisait attendre.

Le statut de l'enfant a grandement changé au sein des pays capitalistes du premier cercle. Cette évolution a été lente, pour finalement considérer l'enfant comme un individu à part entière et instituer des mesures législatives de protection. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, la tendance au sein des classes dominantes est de refondre la famille autour de l'enfant, dressant ainsi un mur entre la société et la vie privée pour paraphraser Philippe Ariès<sup>26</sup>.

L'idéologie de la « bonne mère » ou de la « maternité intensive »<sup>27</sup> signifie que la préoccupation première de la mère est l'élevage de l'enfant, avant toute autre chose, et au sacrifice de soi. La bonne mère est celle qui sait ce qui est bon pour ses enfants et à qui l'on fait appel à tout moment de la journée ou de la nuit. L'enfant doit recevoir un amour maternel diffus et inconditionnel qui se traduit par des manifestations d'attention et d'affection permanentes.

---

<sup>22</sup> Voir Alexandra Kollontai, *Marxisme & révolution sexuelle*, « La femme nouvelle » 1918, Petite Collection Maspero, 1973. Republié par La découverte, 2001.

<sup>23</sup> Voir Danièle Kergoat, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe » Dans Jeanne Bisilliat et Christine Verschuor, *Genre et économie : un premier éclairage*, Graduate Institute Publications, in : <https://books.openedition.org/iheid/5419>

<sup>24</sup> Voir Collectif de Padoue, « Brisons le système... » *op. cit.*

<sup>25</sup> Voir Emmanuelle Berthiaud, « Grossesse désirée, grossesse imposée : le vécu de la grossesse aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles en France dans les écrits féminins privés », *Histoire, économie & société*, 4/2009, 35-49, Armand Colin, in : <http://www.revues.armand-colin.com/histoire/histoire-economie-societe/histoire-economie-societe-42009/grossesse-desiree-grossesse-imposee-vecu-grossesse-aux-xviii-xixe-siecles-france>

<sup>26</sup> Voir Philippe Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, 1960, republié chez Points, 2014.

<sup>27</sup> Voir Sharon Hays, *The cultural contradictions of motherhood*, Yale University Press, 1998.

À partir de 1980, la maternité est devenue une des plus grandes obsessions dans les médias : magazines, blogs, sites internet, émissions et livres sur les qualités que doit concentrer une bonne mère sont légion. En conséquence, les besoins de l'enfant sont toujours supérieurs à ceux de la mère. Cela au prix de journées éprouvantes et d'une anxiété alimentée par la crainte du moindre faux-pas provoqué par l'épuisement<sup>28</sup>. Le sentiment d'avoir failli à la tâche induisant l'anathème de la « mauvaise mère » est une crainte bien réelle qui débouche souvent sur la dépression et d'autres problèmes psychiques. Cette nouvelle idéologie constitue une forme moderne de l'imposition de la maternité et de l'élevage des enfants aux femmes, malgré une participation relativement plus grande, selon les couches sociales, des pères.

Cette évolution de la place de l'enfant au sein de la sphère familiale et de l'idéologie de la maternité a été concomitante à la baisse de la démographie en Europe. Par exemple après la Première Guerre mondiale, avec la montée en puissance des mouvements natalistes promouvant la constitution de familles nombreuses, plusieurs pays européens ont adopté des mesures restreignant la liberté reproductive des femmes afin d'augmenter la population, considérée comme un atout stratégique.

En 1920, la France a adopté une loi interdisant la promotion et la vente de contraceptifs, renforcée en 1923 pour inclure des sanctions contre la propagande anticonceptionnelle et abortive. De même, en 1923, la Belgique a modifié l'article 383 du Code pénal pour réprimer la propagande contraceptive et abortive. En Allemagne, sous le régime nazi, des politiques pro-natalistes agressives ont été mises en place, incluant des incitations financières pour les familles nombreuses et des campagnes valorisant la maternité<sup>29</sup>.

De nos jours, le taux de fécondité moyen dans l'UE est de 1,46 enfant par femme ce qui est inférieur au taux de remplacement d'une population (2,1 enfants par femme)<sup>30</sup>. Des politiques publiques diverses visent à encourager la natalité tout en maintenant la force de travail active avec des propositions de type « conciliation travail-famille ».

Dans un contexte de cours vers la guerre, le concept de « réarmement démographique » introduit par le président Emmanuel Macron vise à contrer la baisse de la natalité en France, qui a atteint en 2023 son niveau le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale (indice de fécondité de 1,68 enfant par femme)<sup>31</sup>. Plusieurs mesures ont été annoncées telles que la mise en place d'un congé de naissance rémunéré pendant six mois pour les deux parents ; ou le lancement d'un programme national incluant des bilans de fertilité et une campagne en faveur de l'autoconservation des ovocytes<sup>32</sup>. En somme, le réarmement démographique de Macron veut revitaliser la natalité française par des mesures incitatives, tout en s'inscrivant dans une tradition historique où la démographie est considérée comme un pilier de la force nationale.

---

<sup>28</sup> Voir Eleanora Bianchinin « *“Mamma che hai appena partorito, ti vogliamo sul pezzo”*. Così la maternità intensiva consuma corpo e psiche (« Maman qui viens d'accoucher, on veut que tu sois en forme ». C'est ainsi que la maternité intensive épuise le corps et l'esprit) », *Il fatto quotidiano*, 23 janvier 2023, in : <https://www.ilfattoquotidiano.it/2023/01/23/mamma-che-hai-appena-partorito-ti-vogliamo-sul-pezzo-cosi-la-maternita-intensiva-consuma-corpo-e-psiche/6945204/>

<sup>29</sup> Voir Camille Fauroux. « La politique familiale nazie : une lecture croisée des ouvrages de Michelle Mouton et Lisa Pine. » *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 42 n°1, janvier-mars 2010. Les politiques de la famille dans l'espace germanophone. p. 115-122; in :

[https://www.persee.fr/doc/revai\\_0035-0974\\_2010\\_num\\_42\\_1\\_6105](https://www.persee.fr/doc/revai_0035-0974_2010_num_42_1_6105)

<sup>30</sup> En 2022, le minimum est de 1,08 à Malte et le maximum de 1,79 en France ; la moyenne atteint 1,46 en Allemagne, 1,53 en Belgique, 1,56 en Hongrie et 1,64 en Tchéquie. Eurostat *Fertility statistics*, 15 février 2024, in : [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Fertility\\_statistics](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Fertility_statistics)

<sup>31</sup> Voir Solène Cordier, « Emmanuel Macron annonce un congé de naissance et un plan contre l'infertilité en vue du “réarmement démographique” du pays », *Le Monde*, 10 mai 2024, in : [https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/01/17/emmanuel-macron-annonce-un-conge-de-naissance-et-un-plan-contre-l-infertilite-pour-le-rearmement-demographique-du-pays\\_6211291\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/01/17/emmanuel-macron-annonce-un-conge-de-naissance-et-un-plan-contre-l-infertilite-pour-le-rearmement-demographique-du-pays_6211291_3224.html)

<sup>32</sup> Voir Iris Deroeux, « Six questions sur l'autoconservation d'ovocytes, une pratique de plus en plus demandée en France », *Le Monde*, 10 mai 2024, in : <https://www.espace-ethique-azureen.fr/2024/05/19/six-questions-sur-lautoconservation-dovocytes-une-pratique-de-plus-en-plus-demandee-en-france/>

En guerre depuis février 2022, avec une natalité en chute libre depuis 20 ans, les prévisions en termes de natalité de la Russie suivent une courbe descendante par rapport aux États-Unis. De plus, les pertes en hommes en Ukraine s'élèvent entre 120 000 et 150.000 individus<sup>33</sup> et 500 000 soldats sont revenus blessés du front<sup>34</sup>. Autre cause du dépeuplement du pays, 980 000 individus ont fait leurs bagages entre le début de l'invasion de l'Ukraine jusqu'à juin 2023. Si certains ont finalement regagné la Russie, ladite fuite des cerveaux constitue un problème supplémentaire pour l'économie. Enfin, l'annexion de la Crimée (2,4 millions d'habitants) n'a pas suffi pour inverser la tendance, car le taux de natalité est également en baisse dans la péninsule.

La Russie est donc frappée par une crise démographique que le conflit avec l'Ukraine n'a fait qu'accentuer. Le manque de main d'œuvre et de chair à canon est une véritable épine dans le pied pour l'État. La pénurie de main-d'œuvre pour répondre aux besoins de la guerre entrave la production d'armes et l'industrie plus généralement.

Dès lors, l'exécutif, à l'unisson, prend des mesures pour stimuler la natalité et faire pression sur les femmes et les familles : il exonère du front les hommes ayant quatre enfants ; la pratique de l'avortement a cessé dans des cliniques privées de plusieurs régions à la demande des autorités ; la Douma a voté à l'unanimité, en novembre 2024, l'interdiction de « la propagande d'un mode de vie sans enfant ». Dans le viseur également, les couples de même sexe et les jeunes femmes qui poursuivent des études supérieures. L'État est prêt à financer à hauteur de 5,57 milliards les différentes primes et allocations qui devraient concerner plus d'un million de personnes<sup>35</sup> (primes de naissance pour les étudiantes et augmentation des allocations de maternité en particulier lors de la venue d'un second enfant).

## Femmes au travail

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail, dont le coût varie suivant l'âge et le sexe<sup>36</sup>.

Tout en créant des « femmes d'intérieur », le capitalisme a mobilisé les femmes dans le travail social à une échelle incomparable avec les autres sociétés divisées en classes qui l'ont précédé. Les femmes ouvrières (et les enfants) ont été enrôlées dans le travail salarié dès les débuts de l'industrialisation, tout en étant toujours menottées par l'État à leurs maris et à leurs enfants. En France, le Code civil de 1804 (dit code Napoléon en 1807) affirme l'incapacité juridique totale et la subordination de la femme mariée : interdiction de travailler sans l'autorisation du mari, interdiction de toucher elle-même son salaire, interdiction de signer un contrat, de gérer ses biens, interdiction de voyager à l'étranger sans autorisation, interdiction d'accès aux lycées et aux Universités, exclusion des droits politiques, etc.

Pour rappel, voici quelques dates de l'histoire récente des femmes au plan des droits économiques, politiques et sexuels en France<sup>37</sup> :

1944 Le 21 avril, le droit de vote des femmes est établi par ordonnance. Elles votent, pour la première fois, aux élections municipales d'avril-mai 1945 ;

---

<sup>33</sup> Voir Pjotr Sauer, « *'End justifies the means': high Russian death toll fails to shift opinion on Ukraine war* (la fin justifie les moyens : le taux élevé de mort ne fait pas changer l'opinion sur la guerre en Ukraine) », *The Guardian*, 22 octobre 2024, in : <https://www.theguardian.com/world/2024/oct/22/high-russian-death-toll-fails-shift-opinion-ukraine-war>

<sup>34</sup> *Ibidem*.

<sup>35</sup> Voir « *Russia to Raise Maternity Subsidies in 2025 Amid Population Crisis* (La Russie va augmenter les aides aux maternités au milieu d'une crise de la population) », *The Moscow Times*, 14 octobre 2024, in : <https://www.themoscowtimes.com/2024/10/14/russia-to-raise-maternity-subsidies-in-2025-amid-population-crisis-a86676>

<sup>36</sup> Voir Karl Marx & Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, « Bourgeois et Proletaires », 1847, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm>

<sup>37</sup> Voir *L'évolution des droits des femmes : chronologie*, *Vie Publique*, 23 septembre 2024, in : <https://www.vie-publique.fr/eclairage/19590-chronologie-des-droits-des-femmes>

1965 Le 13 juillet, la loi autorise les femmes à gérer leurs biens propres et exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari dans le cadre du régime légal du mariage sans contrat ;

1967 Le 19 décembre, la loi Neuwirth autorise la contraception ;

1970 Le 4 juin, la loi substitue l'autorité parentale conjointe à la puissance paternelle ;

1972 Le 22 décembre, la loi sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes ;

1975 Le 17 janvier, la loi Veil autorise l'interruption volontaire de grossesse ;

1975 Le 11 juillet, la loi autorise le divorce par consentement mutuel ;

1975 Le 11 juillet, la loi interdit de rédiger une offre d'emploi réservée à un sexe, de refuser une embauche ou de licencier en fonction du sexe ou de la situation de famille ;

1980 Le 23 décembre, la loi définit le viol et le reconnaît comme un crime.

Et en Belgique<sup>38</sup> :

1948 Droit de vote des femmes aux élections parlementaires et provinciales ;

1949 Première participation des femmes aux élections législatives ;

1958 Loi sur l'égalité entre époux, suppression de la puissance maritale et de l'incapacité de la femme mariée ;

1969 Loi sur les contrats de travail interdit aux employeurs de renvoyer les femmes pour cause de grossesse ou de mariage. :

1971 Le principe de l'égalité est appliqué aux allocations de chômage ;

1973 Levée de l'interdiction portant sur la propagation et la publicité pour les contraceptifs 197. La loi sur l'égalité parentale accorde les mêmes responsabilités au père et à la mère dans l'éducation ainsi que dans la gestion des biens des enfants ;

1976 La loi impose l'égalité des hommes et des femmes dans l'exercice des droits sur la propriété matrimoniale et consacre l'égalité de l'homme et de la femme dans le mariage. Les femmes obtiennent l'autorisation d'ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation du conjoint.

Le taux d'emploi des femmes a varié dans le temps<sup>39</sup>. Les travaux de Claudia Goldin<sup>40</sup> sur la participation des femmes au marché du travail aux États-Unis montrent que celles-ci ont travaillé davantage durant le XIX<sup>e</sup> siècle qu'au début du XX<sup>e</sup>. Trois périodes se distinguent :

1 De 1800 à 1910, le taux de participation des femmes diminue, passant de près de 60 % à 10 %. La transition d'une société agraire à une société industrielle, réduit la demande de main-d'œuvre féminine dans les fermes familiales. Les femmes se consacrent davantage aux tâches ménagères et à l'éducation des enfants, tandis que les hommes deviennent les principaux pourvoyeurs du foyer.

2 De 1900 à 1960, le taux de participation des femmes augmente de 10 % à 30 %, mais essentiellement dans des emplois peu rémunérateurs.

3 De 1960 à 1990, le taux de participation des femmes explose, passant de 30% à 60%, et elles intègrent massivement des secteurs plus rémunérateurs.

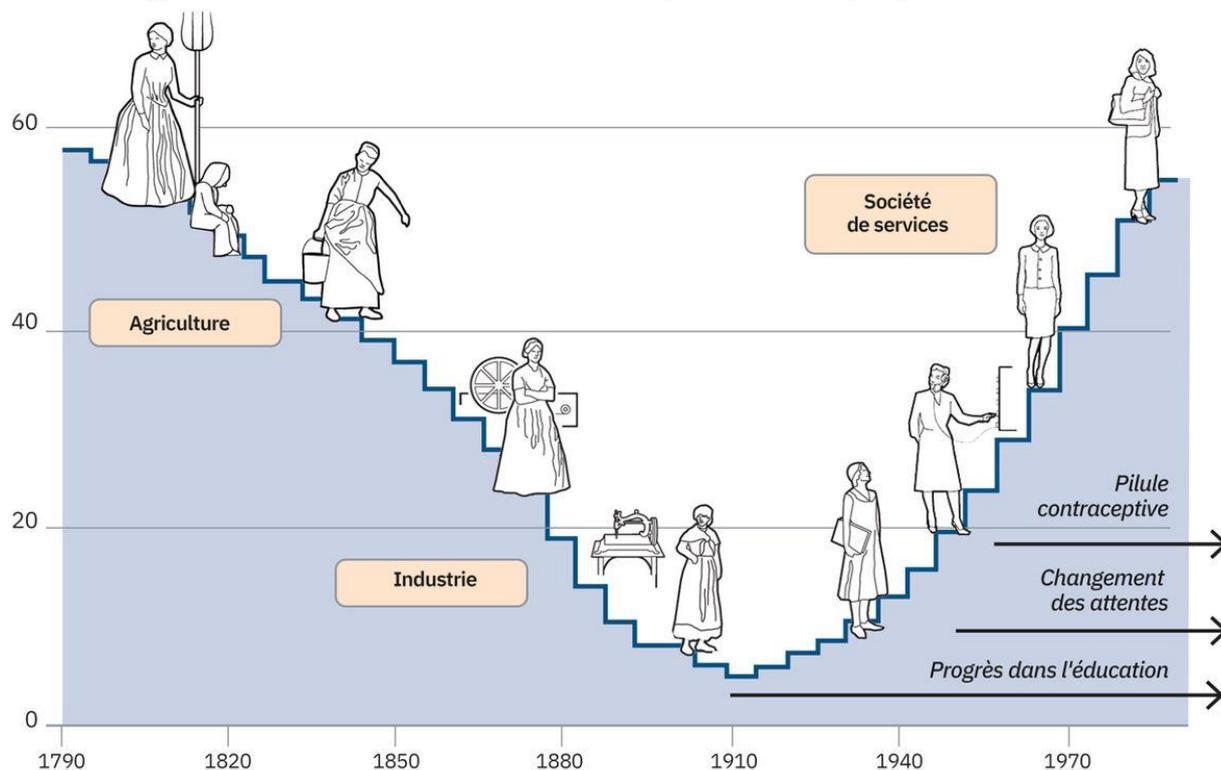
---

<sup>38</sup> Voir « Chronologie du statut des femmes en Belgique », Wikipédia, *in* : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie\\_du\\_statut\\_des\\_femmes\\_en\\_Belgique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie_du_statut_des_femmes_en_Belgique)

<sup>39</sup> Par exemple, lors de la première guerre mondiale, les femmes ont été intégrées dans de nombreux secteurs (armement, mécanique, transport) qui les ignoraient jusque-là. Cependant, dans les années 1920, avec le retour des hommes, la majorité de ces femmes a été expulsée du marché du travail.

<sup>40</sup> Voir Claudia Goldin, « *The U-shaped Female Labor Force function in Economic development and Economic history* (La fonction de la main-d'œuvre féminine en forme de U dans le développement économique et l'histoire économique) », *in* : [https://scholar.harvard.edu/files/goldin/files/the\\_u-shaped\\_female\\_labor\\_force\\_function\\_in\\_economic\\_development\\_and\\_economic\\_history.pdf](https://scholar.harvard.edu/files/goldin/files/the_u-shaped_female_labor_force_function_in_economic_development_and_economic_history.pdf)

## Pourcentage des femmes américaines mariées qui travaillent, depuis 1790



Source graphique: The Royal Swedish Academy of Sciences.

À partir des années 1960, dans les pays du centre du capital, la nouvelle phase d'extension du salariat a fortement concerné les femmes, et davantage celles qui n'étaient pas encore prolétarisées (agricultrices, commerçantes, artisanes). À l'échelle mondiale, aujourd'hui, environ 50 % des femmes participent au marché du travail<sup>41</sup>, contre 80 % des hommes. En France, 60 % des femmes sont salariées (ce chiffre atteint 80 % chez les plus jeunes) contre 40 % en 1945. Pour le capital, la force de travail féminine joue un rôle d'armée de réserve (et de variable d'ajustement, il suffit de penser à l'emploi productif massif des femmes en temps de guerre) ce qui joue à faire baisser le prix du travail.

En ce moment, des femmes sont en train d'être embauchées en grand nombre dans les usines FIAT de Mirafiori, Lingotto et Rivalta. Elles travaillent ensemble avec des hommes sur les chaînes de montage, dans l'atelier de préparation et dans les ateliers de stockage, exécutant les tâches qui avaient auparavant été faites par des hommes. Ces femmes sont utilisées par FIAT comme armée de réserve d'ouvrières ayant un besoin extrême de travail à un moment où les travailleurs venant du Sud sont en train de commencer à refuser de travailler à la FIAT. Depuis janvier 1969, 11 000 hommes ont quitté le travail, et l'arrivée de travailleurs provenant du Sud a considérablement décliné. [...] La plupart des femmes sont récemment embauchées et beaucoup sont encore en période d'essai. Comme la plupart des personnes récemment embauchées, elles ont peur d'être virées et se sentent elles-mêmes dans une position très précaire. Seule une minorité restreinte parmi elles a connu les luttes de l'été et de l'automne 1969, et elles manquent par conséquent généralement d'expérience, d'unité et d'organisation en opposition avec le patron. Cependant, les raisons qui les rendent moins disposées à lutter dérivent de manière ultime de leur condition en tant que femmes<sup>42</sup>.

<sup>41</sup> Voir Groupe de la Banque mondiale, « Taux de participation à la population active, femmes (% de la population féminine âgée de 15 ans et plus) (estimation modélisée OIT) », 2024, in : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.CACT.FE.ZS>

<sup>42</sup> Voir Collectif de Turin, 1970, « Italie : Les femmes à l'usine FIAT », Lotta Continua, février 1970, in : <https://libcom.org/article/italy-women-fiat-factory> traduction nous-mêmes

## **Les femmes sont exploitées dans des conditions plus défavorables que les hommes**

Depuis qu'il a pris son essor, le capitalisme doit gérer cette contradiction entre son besoin du travail domestique et son besoin de main d'œuvre, en particulier féminine. La situation différenciée entre femmes et hommes sur le marché du travail est à mettre en lien avec la dissymétrie des rôles conjugaux et parentaux. Vu la faible socialisation du travail domestique, et parce qu'elles ont la charge des enfants, les femmes sont affaiblies face aux patrons et, plus souvent que les hommes, contraintes d'accepter des salaires moindres, du travail flexible, etc. Cette charge constitue de plus un obstacle à l'entrée et au maintien des femmes dans la sphère productive, et donc une entrave à l'autonomie.

Le sur-chômage féminin en est l'indicateur, tout comme la prévalence du temps partiel. Le capital impose le travail partiel, particulièrement aux femmes, comme forme de gestion flexible de la main d'œuvre. L'État apporte aussi sa pierre à l'édifice de la « conciliation » travail-famille que ce soit avec une politique publique d'incitation au temps partiel ou en allouant des revenus de complément (allocations familiales, parentales, etc.). Ces politiques visent uniquement les femmes, ce qui vise à rendre encore davantage naturel les rôles de genre. Enfin, la division sexuelle du travail social persiste, à l'échelle mondiale<sup>43</sup>, tant horizontalement que verticalement. Les femmes sont toujours concentrées dans certains secteurs fortement féminisés, moins rémunérateurs et socialement dépréciés (éducation, santé, travail social, administration, commerce).

---

<sup>43</sup> Voir ILOSTAT, *Où travaillent les femmes : professions et secteurs à prédominance féminine*, 7 novembre 2023, in : <https://ilostat ilo.org/fr/blog/where-women-work-female-dominated-occupations-and-sectors/>

Secteur d'activité en France en 2020 (en %)	Femmes	Hommes	Part des femmes
<b>Agriculture</b>	<b>1,4</b>	<b>3,2</b>	<b>29,7</b>
<b>Industrie</b>	<b>7,6</b>	<b>18,1</b>	<b>28,5</b>
<b>Construction</b>	<b>1,5</b>	<b>11,5</b>	<b>11,1</b>
<b>Tertiaire</b>	<b>88,1</b>	<b>65,7</b>	<b>55,9</b>
<i>Commerce</i>	12,1	13,0	46,7
<i>Transports</i>	2,7	7,4	25,8
<i>Hébergement-restauration</i>	3,7	3,6	49,3
<i>Information et communication</i>	2,2	4,6	31,1
<i>Finance, assurance, immobilier</i>	5,5	4,1	56,1
<i>Services principalement aux entreprises</i>	9,8	10,1	47,7
<i>Administration publique</i>	10,3	8,4	53,6
<i>Enseignement</i>	11,0	4,8	68,5
<i>Santé</i>	11,5	3,7	74,7
<i>Hébergement médico-social, action sociale</i>	12,0	2,4	82,7
<i>Services aux ménages</i>	7,2	3,6	65,5

Source : INSEE, *Caractéristiques des emplois*<sup>44</sup>.

Seules les femmes possédant un diplôme ont pu conquérir peu à peu des filières réservées jusqu'à aux hommes (essentiellement les professions scientifiques, technologiques, d'ingénierie et mathématiques). Certaines d'entre elles ont même pu crever le « plafond de verre » et gagner leur place dans la hiérarchie, ce qui renforce l'adhésion au salariat et la « caution femmes » des entreprises, émoussant, sans l'entamer franchement, la ségrégation et la hiérarchisation sexuées du marché du travail et l'hégémonie masculine dans les professions qui sont au cœur du pouvoir économique et politique.

On voit ainsi apparaître, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, une couche de femmes dont les intérêts directs (non médiés comme auparavant par les hommes : père, époux, amant...) s'opposent frontalement aux intérêts de celles touchées par la généralisation du temps partiel, les emplois de service très mal rétribués et non reconnus socialement, et plus généralement par la précarité<sup>45</sup>.

<sup>44</sup> Voir INSEE, *Caractéristiques des emplois*, INSEE Références, 03 mars 2022, in : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047735>

<sup>45</sup> Voir Danièle Kergoat, 2001, « Division sexuelle du travail ... », *op. cit.*

### Les dix métiers qui se sont le plus féminisés en France

Part des femmes	1982-1984	2017-2019	Évolution
Cadres de la banque et des assurances	17,0	48,4	31,4
Professionnels du droit	24,0	55,1	31,0
Cadres des services administratifs, comptables et financiers	21,6	52,5	30,9
Techniciens de la banque et des assurances	39,8	68,1	28,4
Techniciens des services administratifs, comptables et financiers	45,7	73,7	28,1
Cadres de la fonction publique	23,4	51,2	27,8
Techniciens et cadres de l'agriculture	5,7	30,9	25,2
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	3,1	26,8	23,7
Cadres commerciaux et technico-commerciaux	9,2	32,4	23,2
Cadres des transports, de la logistique et navigants de l'aviation	5,9	28,7	22,7

Source : Observatoire des inégalités<sup>46</sup>.

<sup>46</sup> Voir Observatoire des inégalités, *La mixité des métiers progresse, mais bien lentement*, 4 mars 2022, in : <https://www.inegalites.fr/La-mixite-des-metiers-progresse-mais-bien-lentement>.

# LA SEXUALITÉ, NOYAU DUR DE L'OPPRESSION DES FEMMES

## Libération sexuelle, année zéro

Dans les sociétés du centre du capital, le travail de la reproduction a été partiellement socialisé et les femmes ont en majorité obtenu un accès à des revenus du travail, fussent-ils faibles. Cette salarisation croissante puis massive est concomitante de la montée en puissance du mouvement des femmes. La combinaison entre l'intégration des femmes dans la production sociale et les luttes féministes et ouvrières a contribué à une transformation majeure de leur situation, c'est-à-dire une plus grande indépendance économique, politique, sociale et sexuelle. En témoignent leur entrée dans les études supérieures, la légalisation du divorce, ou encore la dépénalisation de la contraception et de l'avortement.

Pourtant l'oppression demeure dans un domaine fondamental : les femmes sont plus que jamais réifiées, marchandisées et mises au service sexuel des mâles, que ce soit dans les relations de mariage, de concubinage ou de prostitution. C'est le rôle assigné aux femmes de pourvoir à la satisfaction des besoins des hommes, dans le cadre défini par ces derniers. Ce service est poussé à son paroxysme dans la prostitution, où l'appropriation, même temporaire, de l'individu est totale. Avec cette dernière, le capitalisme a poussé la socialisation sexuelle des femmes jusqu'à son plus haut niveau historique.

Le corps est sexualisé car il est l'objet et la marchandise de multiples industries, la mode, les régimes, le sport, la cosmétique, qui régimentent le corps au travers de sa sexualisation. Et l'expansion de ces industries passe par la sexualisation du corps. Le corps sexualisé est donc une source de revenu considérable pour beaucoup d'industries. Il s'agit de rendre le corps non pas exactement beau, mais attirant sexuellement, ce qui n'est pas forcément la même chose. [...] . Le capitalisme a su faire travailler la subjectivité par le plaisir et par le désir comme aucun autre système économique. [...] Le capitalisme contribue à fortement esthétiser l'espace des interactions en les sexualisant. De mon point de vue, il ne constitue certainement pas une déchéance par rapport au contrôle du corps de la femme par la modestie mais il n'en constitue pas non plus sa libération<sup>47</sup>.

De plus, alors même que l'introduction d'une contraception efficace a radicalement renforcé les conditions de possibilité d'une sexualité décorrélée de la reproduction<sup>48</sup>, l'impératif social d'enfanter continue de hanter la liberté sexuelle des femmes, en particulier au moment où le vieillissement des populations entrave la valorisation du capital et réduit le périmètre de la chair à canon dans le cours vers la guerre. La sexualité est canalisée vers la reproduction dans le cadre conjugal hétérosexuel et les femmes qui s'en écartent s'exposent à des violences interpersonnelles et des sanctions sociales endossées par l'État, que ce soit le meurtre, le viol correctif, ou le stigmatisme de putain. Le célibat ou l'homosexualité sont, dans de nombreuses régions du monde, traités comme des déviations au regard de la contrainte à fonder une famille et des assignations sexuées.

C'est un fait social, socialement géré : c'est naturel de faire des enfants, mais il y a des moyens de contraindre les femmes à les faire, il y a la possibilité de rythmer les naissances, d'imposer la reproduction. Pour le dire très brièvement, l'ovulation c'est biologique, le coït c'est un fait social. La sexualité chez les humains est l'objet de différents types d'intervention. Bien des sociétés font attention à étudier les moments de fertilité des femmes, comment les gérer éventuellement en imposant le coït « quand la femme est fécondable » : elles ne le font pas toutes ni toutes de la même manière, il y a des différences énormes, mais c'est un souci bien présent. D'ailleurs, il suffit de voir ce qu'ont provoqué la possibilité d'avorter légalement et l'introduction des moyens contraceptifs dans les mains des femmes, dans nos sociétés, pour voir comment il s'agit encore maintenant un terrain de luttes<sup>49</sup>.

Non seulement l'ensemble des formations sociales organisent l'appropriation objective, physique et sexuelle, des femmes par les hommes, mais davantage encore, leur subjectivité est définie par rapport

---

<sup>47</sup> Voir Eva Illouz, « Dans le néolibéralisme, toutes les compétences intimes du moi sont exploitées sur le marché », *Marianne*, 14 novembre 2023, in : <https://www.marianne.net/societe/eva-illouz-dans-le-neoliberalisme-toutes-les-competences-intimes-du-moi-sont-exploitees-sur-le-marche>

<sup>48</sup> L'espèce humaine ne connaît pas de cycle reproductif périodique qui enchaîne l'activité sexuelle à la procréation, comparativement aux autres mammifères (comme dans le cas du rut, par exemple).

<sup>49</sup> Voir Paola Tabet, « Creuser des évidences toutes naturalisées », *Nouvelles questions féminines*, 2008/3, in : <https://shs.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2008-3-page-127>

aux hommes, qu'il s'agisse de désir, de plaisir, d'estime de soi ou d'expression de soi. Leur travail au sein du foyer, leur ventre au sein de la famille, leur sexualité avec leurs partenaires, jusqu'à leur regard sur elles-mêmes tout cela ne leur appartient pas sous le règne de la domination esclavagiste masculine.

La femme au foyer n'a donc pas d'autonomie financière et sa dépendance économique l'a rendue également dépendante du point de vue psychologique et émotif<sup>50</sup>.

Le corps des femmes n'existe pas. Il n'est que le prolongement du désir de l'homme tel qu'il s'inscrit dans les comportements privés et dans les structures socio-culturelles, dans la pratique et dans sa représentation. Le corps des femmes est un texte dicté par l'homme. C'est un écran sur lequel se trouvent projetés de manière violente ou courtoise, directe ou indirecte, les fantasmes masculins<sup>51</sup>.

Le rapport de domination qui traverse la relation entre les femmes et les hommes inhibe significativement l'intimité érotique et affinitaire. De fait, la sexualité – l'hétérosexualité avant tout – est difficilement satisfaisante dans un contexte où les femmes sont appropriées, utilisées, usées et abusées, tuées, par les hommes.

Le plaisir est rarement la première raison pour laquelle on a des rapports sexuels avec des hommes. Je dis en rigolant dans le texte que « les hommes hétéros baisent mal », mais ce n'est pas complètement faux : statistiquement, il y a un décalage flagrant dans l'accès à l'orgasme entre hommes et femmes dans les rapports sexuels c'est l'« *orgasm gap* »<sup>52</sup>. Si on a joué, tant mieux pour nous. Si on n'a pas joué, tant pis, ce sera pour la prochaine fois. Le plaisir des femmes est optionnel. On supporte des rapports qui se terminent systématiquement après l'éjaculation parce qu'on attend des choses en retour : des compliments, de l'amour, une paix conjugale, éventuellement des biens matériels ou une tranquillité financière<sup>53</sup>.

L'enquête de l'INSERM sur les sexualités en France, en 2023, montre toutefois des contre-tendances récentes en faveur du recul de l'hétérosexualité obligatoire et pénétrative, autrement dit « *une tendance croissante à l'égalité entre les sexes et entre les sexualités dans la société française* »<sup>54</sup>. Dans les faits, le répertoire des pratiques sexuelles s'est diversifié et les données montrent une diminution de la fréquence des rapports sexuels acceptés par les femmes pour faire plaisir à son ou sa partenaire sans en avoir vraiment envie soi-même – passant de 50,9 % en 2006 à 43,7 % en 2023 ; alors qu'elle est restée stable chez les hommes autour de 24 %. Cela révèle « *un contexte de remise en question de la disponibilité sexuelle des femmes* »<sup>55</sup>. Dans la même veine, l'idée selon laquelle les hommes auraient des besoins sexuels naturellement plus importants que les femmes, idée majoritaire en 2006, ne l'est plus en 2023.

Enfin, les relations sexuelles avec partenaire du même sexe ont augmenté au cours du temps. Plus d'une femme sur cinq (22,6 %) et un homme sur sept (14,5 %) n'est pas strictement hétérosexuel. Les femmes expliquent pour la première fois, en 2023, plus d'expériences avec des personnes de même sexe comparativement aux hommes.

La remise en cause de l'hétérosexualité est aussi plus remarquable chez les femmes : il y a pour elles plus à gagner à s'orienter vers d'autres possibles sexuels en raison notamment des inégalités et des violences persistantes au sein du couple hétérosexuel (et qui sont de plus en plus documentées via la diffusion croissante des idées

---

<sup>50</sup> Voir Collectif de Padoue, « Brisons le système, pouvoir aux femmes ! », *op. cit.*

<sup>51</sup> Voir Françoise Collin, « Le corps v(i)olé », Les Cahiers du GRIF, 1974/3, p. 5-21, in : [https://www.persee.fr/doc/grif\\_0770-6081\\_1974\\_num\\_3\\_1\\_911](https://www.persee.fr/doc/grif_0770-6081_1974_num_3_1_911)

<sup>52</sup> Voir Franki Cookney « *When 'sex' only means penetration, of course there's a huge orgasm gap between men and women* (Quand sexe signifie seulement pénétration, évidemment il y a un grand fossé orgasmique entre hommes et femmes) », *The Guardian*, 14 août 2024, in : <https://www.theguardian.com/commentisfree/article/2024/aug/14/sex-orgasm-gap-men-women>

<sup>53</sup> Voir Ovidie, *Sphères* n°12, (<https://spheresmagazine.com/numeros/les-libertins/>). « *Nous avons été éduquées à faire plaisir, à réfléchir à ce que nous pourrions faire pour satisfaire l'autre, et parfois même à baisser par politesse. On ne nous a pas appris à prendre du plaisir. De plus, la société nous fait comprendre que notre objectif de vie est de trouver un homme, de faire couple et de tout faire pour le maintenir. Je pense qu'il y a en nous une crainte de ne plus être désirée et que l'autre aille voir ailleurs, alors on accepte d'être mal baisées, que notre plaisir soit optionnel et pire, on fait croire à l'autre qu'on aime ça pour flatter son ego. C'est en ce sens que je dis que nous sommes complices, que les femmes sont dans une servitude volontaire.* » Ophélie Ostermann « Ovidie : « Le sexe avec les hommes est trop contraignant et décevant, certaines femmes ne veulent plus se forcer » », *madame Figaro*, 23 mars 2023, in : <https://madame.lefigaro.fr/bien-etre/psycho/ovidie-le-sexe-avec-les-hommes-est-trop-contraignant-et-decevant-certaines-femmes-ne-veulent-plus-se-forcer-20230323>

<sup>54</sup> Voir Premiers résultats de l'enquête CSF-2023 Inserm-ANRS-MIE, Contexte des Sexualités en France, 13 novembre 2024, in : [https://presse.inserm.fr/wp-content/uploads/2024/11/rapp\\_CSF\\_web.pdf](https://presse.inserm.fr/wp-content/uploads/2024/11/rapp_CSF_web.pdf)

<sup>55</sup> *Ibidem*.

féministes). [...] Dans un contexte social marqué par une diffusion croissante des idées féministes, ces jeunes femmes semblent s'orienter de plus en plus vers d'autres trajectoires sexuelles dans lesquelles les violences et inégalités sont moins prégnantes<sup>56</sup>.

Ceci en appelle à la critique pratique de la domination masculine et hétérosexuelle dans le mouvement lesbien depuis les années 1970.

Les relations se sont dégradées entre hommes et femmes, du fait de la rupture que le système a établie entre eux, subordonnant la femme à l'homme comme objet ou « complément » de l'homme. C'est à partir de cette rupture que nous comprenons l'explosion de tendances, au sein du mouvement des femmes, ou ces dernières veulent mener la lutte contre les hommes en tant que tels et ne plus dépenser leur énergie à maintenir avec eux ne serait-ce que des rapports sexuels, ces rapports étant toujours frustrants. Un rapport de pouvoir exclut toute possibilité d'affectivité et d'intimité dans le rapport sexuel. Entre hommes et femmes, le pouvoir, avec ses lois, commande l'affectivité sexuelle et l'intimité. Le rapport entre homosexuelles représente en ce sens, la plus grande tentative de masse pour libérer la sexualité d'un rapport de pouvoir. [...] Le *Gay Movement* affirme la possibilité d'un rapport sexuel affranchi d'une lutte pour le pouvoir, affranchi de la cellule sociale reposant sur une unité biologique, d'un rapport qui affirme en même temps le besoin de s'ouvrir à un plus large potentiel social et donc sexuel<sup>57</sup>.

Mais si les mouvements homosexuels ont été – avec les mouvements féministes – à l'avant-garde d'une transformation des sexualités, « *ce qui s'est passé dans la société contemporaine, c'est que les possibilités de valorisation économique du corps, de la beauté et de la sexualité ont incroyablement grandi, notamment à travers les grandes industries "du regard" – la pub, la mode, le cinéma. [...] Les barrières ont sauté les unes après les autres, et la transgression a fini par aboutir à un mouvement de normalisation, à partir des années quatre-vingt.*<sup>58</sup> »

## L'amour et la violence

La conception dominante de l'amour est une mystification des rapports entre les sexes. Dans sa forme moderne, la dimension affective prédomine dans les relations. Il s'agit là certes d'une avancée historique au plan de la détermination des choix personnels.

L'amour sexuel tel que nous l'entendons se distingue essentiellement du simple désir sexuel, de l'*Éros* des Anciens. D'une part, il suppose chez l'être aimé un amour réciproque ; sous ce rapport, la femme y est l'égale de l'homme, tandis que dans l'*Éros* antique, on ne lui demandait pas toujours son avis. D'autre part, l'amour sexuel possède un degré d'intensité et de durée qui fait apparaître aux deux parties la non-possession et la séparation comme un grand malheur, sinon comme le plus grand des malheurs ; pour pouvoir se posséder mutuellement, les partenaires jouent gros jeu et vont jusqu'à risquer leur vie, ce qui, dans l'Antiquité, arrivait tout au plus en cas d'adultère<sup>59</sup>.

Mais le mouvement d'individualisation des relations sociales propre au MPC, rapporté au « libre marché » de la séduction, est aussi la source d'une fragilité individuelle lorsque la valeur du sujet, monadique, se mesure, s'évalue même, à l'aune de la reconnaissance par l'autre. Les échecs, les séparations, les frustrations, sont alors autant de mises à l'épreuve du moi. À ce jeu-là, les femmes sont les perdantes car malgré une relative autonomie acquise politiquement et historiquement, elles sont toujours soumises au plan affectif.

La domination masculine adopte la forme d'un idéal d'autonomie auquel les femmes, à travers la lutte pour l'égalité dans la sphère publique ont elles-mêmes souscrit. Mais lorsqu'elle est transposée à la sphère privée, l'autonomie réprime le besoin de reconnaissance des femmes. En effet, l'une des caractéristiques de la violence symbolique est qu'il est difficile de s'opposer à une définition de la réalité dans laquelle nous avons des difficultés à déchiffrer notre intérêt. Je ne veux pas dire par là que les femmes ne veulent pas d'autonomie, mais qu'elles se retrouvent dans une position lourde de tension, parce qu'elles endossent simultanément les idéaux de sollicitude (*care*) et d'autonomie et, de façon plus critique, parce qu'elles sont souvent dans l'obligation de se soucier de leur propre autonomie et de celle de l'homme. [...] Les hommes peuvent se conformer à l'impératif d'autonomie de manière plus cohérente, et sur une période de leur vie plus longue, avec pour résultat qu'ils peuvent exercer une

---

<sup>56</sup> *Ibidem*.

<sup>57</sup> Voir Mariarosa Dalla Costa., *Femmes et subversion sociale*, *op. cit.*

<sup>58</sup> Voir Simon Brunfaut, Xavier Flament, « *Eva Illouz, sociologue : "Aujourd'hui, Madame Bovary serait sur Tinder"* », *L'Echo*, 18 décembre 2024, in : <https://www.lecho.be/opinions/general/la-sociologue-eva-illouz-sur-l-amour-l-intime-est-economique/10579441.html>

<sup>59</sup> Voir Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, *op. cit.*

domination émotionnelle sur le désir d'attachement des femmes, les obligeant à mettre en sourdine ce désir et à imiter le détachement des hommes et leur besoin d'autonomie. Il s'ensuit que les femmes qui ne sont pas intéressées par une vie de couple hétérosexuelle, par le fait d'avoir des enfants, et par un engagement auprès d'un homme seront plus souvent les égales des hommes sur le plan émotionnel<sup>60</sup>.

Partout dans le monde<sup>61</sup>, la soumission s'obtient surtout par la violence. Une femme sur trois, âgée de 15 ans et plus, a subi au moins une fois des violences sexuelles et/ou physiques de la part d'un partenaire intime, des violences sexuelles en dehors du couple, ou les deux. Cinq femmes ou filles sont tuées toutes les heures, en moyenne, par leur partenaire intime ou d'autres membres de leur famille. La plupart des violences contre les femmes sont perpétrées par le mari ou le partenaire intime actuel ou passé. Cela ne signifie pas que chaque homme est individuellement activement et en permanence violent, mais que ces violences sont commises à grande échelle par des hommes.

Cette violence, sous des formes très variées et y compris atténuée dans la banalité des attitudes quotidiennes de domination, sert à discipliner et maintenir les femmes dans une position subalterne, socialement et sexuellement. La (crainte de la) violence restreint leur activité et leur mobilité et en sus, les attache encore davantage à des hommes prétendument protecteurs dans un cadre conjugal.

Depuis ses origines le mouvement féministe a dénoncé le fait que la relation entre les hommes et les femmes dans la société capitaliste est basée sur la violence. En fait, c'était la première question autour de laquelle le mouvement développa à la fois un débat de grande envergure et un haut niveau de lutte organisée [...]. La violence masculine contre les femmes n'était certainement pas née avec le capitalisme mais avait bien plutôt une longue histoire derrière elle. Mais même si certains aspects de cette forme de violence demeurent basiquement inchangés (les femmes étaient battues, violées, tuées, mutilées sexuellement, forcées à interrompre des grossesses ou à porter des enfants, bien avant le capitalisme), sous le capitalisme la violence masculine contre les femmes a été rétablie et dotée d'une fonction [...] entièrement interne au travail que les femmes sont destinées à réaliser : le travail domestique<sup>62</sup>.

Au cœur de cette relation hiérarchique, le viol, passé ou à venir, est un coin enfoncé dans la conscience des femmes. « Depuis les temps préhistoriques, le viol constitue le plus efficace des procédés d'intimidation qui permette à l'ensemble des hommes de maintenir dans un état de crainte et d'insécurité l'ensemble des femmes.<sup>63</sup> » Le viol, de son caractère massivement ordinaire dans les cercles amical et familial jusqu'à son déploiement planifié dans les contextes d'affrontements militaires ou de massacres intercommunautaires (comme en Inde par exemple), poursuit l'intention, et souvent y réussit, même temporairement, de supprimer le sujet.

La longue histoire des violences sexuelles est accompagnée de représentations aliénantes qui font de l'agression un événement extraordinaire, causé par un inconnu déviant et « à punir », sur des victimes souvent considérées comme responsables ou n'ayant pas démontré suffisamment leur refus, dans des circonstances particulières (un lieu désert, avec usage de la violence ou de la menace). Or, ce qui caractérise l'écrasante majorité de ces situations, c'est la proximité voire l'intimité avec l'agresseur. Résultat : des scénarios de viol crédibles, et d'autres qui ne le sont pas<sup>64</sup>, toujours pour exonérer les hommes.

« Dans la plupart des cas, le violeur s'arrange avec sa conscience, il n'y a pas eu de viol, juste une salope qui ne s'assume pas et qu'il a suffi de savoir convaincre<sup>65</sup>. »

---

<sup>60</sup>Voir Eva Illouz, *Pourquoi l'amour fait mal. L'expérience amoureuse dans la modernité*, Seuil, 20 août 2012, in : <https://www.seuil.com/ouvrage/pourquoi-l-amour-fait-mal-eva-illouz/9782021081527>

<sup>61</sup> Voir ONU Femmes, *Faits et chiffres : Mettre fin à la violence à l'égard des femmes*, 25 novembre 2024, in : <https://www.unwomen.org/fr/notre-travail/mettre-fin-a-la-violence-a-l-egard-des-femmes/faits-et-chiffres>

<sup>62</sup> Voir Giovanna Franca Dalla Costa., *Un Lavoro d'Amore, La Violenza Fisica Componente Essenziale del "Trattamento" Maschile nei confronti delle Donne* (Un travail d'amour, la violence physique est un élément essentiel du « traitement » des femmes par les hommes), edizioni delle donne, 1978, in : <https://mega.nz/file/fdw0TRjZ#7JKlex-TERwIHn4kYCpPzSpj5XmoWdZg5avBy1LjQ7M>

<sup>63</sup> Voir Susan Brownmiller, *Le Viol*, Stock, 1<sup>er</sup> janvier 2016, republié par Éditions L'Étincelle, 01 janvier 2016.

<sup>64</sup> Voir Alexane Guérin, « Enquête sur le viol ordinaire », *The Conversation*, 8 octobre 2024, in : <https://theconversation.com/enquete-sur-le-viol-ordinaire-239121>

<sup>65</sup> Voir Virginie Despentes, *King Kong Théorie*, Livre de poche, octobre 2007.

« Si j'ai fait du mal, je veux bien m'en excuser, mais je ne suis pas un violeur<sup>66</sup>. »

« Je reconnais les faits matériels, mais pas l'intention<sup>67</sup>. »

L'élément intentionnel a été au cœur des lignes de défense des 50 accusés lors du méga-procès, dit des viols de Mazan, entre septembre et décembre 2024, associant des arguments d'une part, concernant la supposée emprise de la part de Dominique Pelicot – on voit ici le transfert de responsabilité –, et d'autre part, invoquant un consentement implicite de Gisèle Pelicot, ou encore un consentement par procuration qui aurait été donné par son mari. Autrement dit, en prenant appui sur la réification des femmes pour expliquer leurs actes. Plus prosaïquement, Béatrice Zavarro, l'avocate de Dominique Pelicot a évoqué cette hypothèse : « Est-ce que la vérité, ça n'est pas : "Je cherche un plan cul et je ne réfléchis pas ?" »<sup>68</sup> En face, le ministère public a asséné sur le thème de l'impossibilité d'un viol accidentel ou involontaire. Pour la magistrate Laure Chabaud, « on ne peut plus en 2024 dire [que] "puisque'elle n'a rien dit elle était d'accord", c'est d'un autre âge.<sup>69</sup> »

À la maltraitance infligée, qui constitue objectivement la victime concrète, réelle, se sur-imprime ainsi un conditionnement de la subjectivité des femmes. Et « la réussite totale de ce transfert de responsabilités se manifeste par d'innombrables exemples qui semblent n'avoir aucun lien entre eux. Ils en ont un, terrifiant : la volonté que les femmes conservent une mentalité de victime. [...] Cette image passive de nous-mêmes, nous la découvrons, parfois avec stupeur, dans les moindres détails de notre éducation.<sup>70</sup> »

Comme le rappelle Eva Illouz : « Les femmes se constituent comme un objet du regard de l'autre, et [...] dans cette position où la femme devient la spectatrice d'elle-même, elle se réifie. Cela a des conséquences psychologiques : se voir ou se prendre comme une chose, cela veut dire être passive, s'habituer à être un objet et non un sujet, se dévaluer.<sup>71</sup> »

## Viol et justice d'État

Les combats féministes contre la domination sexuelle, renouvelés depuis 2017 avec la vague #MeToo, expriment et, en retour, produisent des effets dans la conscience des individus. En France, les épisodes de violences sexuelles rapportés, en 2023, par les répondants à l'enquête sur les sexualités ont nettement augmenté : en 2006, 15,9 % des femmes de 18-69 ans déclaraient avoir subi un rapport forcé ou une tentative de rapport forcé, et ce chiffre atteint 29,8 % en 2023. Chez les hommes, les chiffres passent de 4,6 % en 2006, à 8,7 % en 2023. Nombre de ces violences sont survenues alors que la personne était mineure au moment des faits. La recherche souligne que « la mobilisation sociale croissante contre toutes les formes de violences sexuelles a modifié les cadres normatifs du consentement sexuel. La hausse des déclarations reflète donc à la fois la prise en compte par les enquêtées d'événements qui n'étaient pas considérés auparavant comme des violences ainsi qu'une plus grande capacité à les dénoncer.<sup>72</sup> »

<sup>66</sup> Voir Catherine Le Magueresse, « Viol et consentement en droit pénal français. Réflexions à partir du droit pénal canadien » Archives de politique criminelle, 2021/1 n°34, in : <https://droit.cairn.info/revue-archives-de-politique-criminelle-2012-1-page-223#re1no1>

<sup>67</sup> Lors du procès de Mazan, un des accusés, Dominique D., promet qu'il a cru à un « délire de couple » et assure avoir été harcelé par Dominique Pelicot « pour revenir encore et encore ». Il dit n'avoir saisi qu'au sixième rendez-vous que quelque chose clochait. Pascale Robert-Diard et Henri Seckel « Qui sont les 51 condamnés au procès des viols de Mazan ? » Le monde, 25 novembre 2024, in : [https://www.lemonde.fr/societe/visuel/2024/11/25/proces-des-viols-de-mazan-je-n-accepte-pas-qu-on-me-traite-de-violeur-c-est-un-truc-trop-lourd-a-porter-le-grand-deni-des-accuses-d-un-proces-historique\\_6412800\\_3225.html](https://www.lemonde.fr/societe/visuel/2024/11/25/proces-des-viols-de-mazan-je-n-accepte-pas-qu-on-me-traite-de-violeur-c-est-un-truc-trop-lourd-a-porter-le-grand-deni-des-accuses-d-un-proces-historique_6412800_3225.html)

<sup>68</sup> Voir Henri Seckel, « Au procès des viols de Mazan, la plaidoirie sur un fil de Béatrice Zavarro, l'avocate de Dominique Pelicot... », *Le monde*, 28 novembre 2024, in : [https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/28/au-proces-des-viols-de-mazan-la-plaidoirie-sur-un-fil-de-l-avocate-de-dominique-pelicot-c-est-vous-et-moi-contre-le-monde-entier\\_6417644\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/28/au-proces-des-viols-de-mazan-la-plaidoirie-sur-un-fil-de-l-avocate-de-dominique-pelicot-c-est-vous-et-moi-contre-le-monde-entier_6417644_3224.html)

<sup>69</sup> Voir « Fin des réquisitions au procès des viols de Mazan... », *Le monde*, 27 novembre 2024, in : [https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/27/proces-des-viols-de-mazan-peines-de-4-a-20-ans-demandees-contre-les-51-accuses\\_6416698\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/27/proces-des-viols-de-mazan-peines-de-4-a-20-ans-demandees-contre-les-51-accuses_6416698_3224.html)

<sup>70</sup> Voir Benoîte Groult, citée dans Susan Brownmiller, *Le viol*, op. cit., préface.

<sup>71</sup> Voir Eva Illouz, *Pourquoi l'amour fait mal...*, op. cit.

<sup>72</sup> Voir Premiers résultats de l'enquête CSF-2023 Inserm-ANRS-MIE, op. cit.

Le traitement du viol par l'État et son appareil judiciaire a connu des évolutions majeures depuis le dernier mouvement commencé en 1968, dans le monde, lors de laquelle le mouvement des femmes a fait entendre certaines de ses raisons notamment en se déportant sur le terrain juridique, à rebours du droit pénal qui historiquement protège la présomption d'innocence tandis que le droit civil protège les liens familiaux. À partir des années 1980, dans les pays du centre du capital, le viol devient un crime et l'immunité maritale comme les conditions de sexe – tant pour la victime que pour l'agresseur – sont supprimées. « *La définition même d'une violence sexuelle s'est modifiée au fil du temps. Rappelons par exemple que le viol conjugal n'est reconnu dans la loi que depuis 1992. Des actes autrefois considérés comme "normaux" peuvent ainsi désormais être qualifiés, à juste titre, de rapports forcés.*<sup>73</sup> »

Pourtant, les schémas de domination résistent aux lois et l'inefficacité de l'application du droit se montre sans fard. L'occultation des cas de viol est considérable à peu près partout où elle est étudiée : entre 10 % et 15 % des viols et agressions sexuelles font l'objet d'un signalement auprès de la police. De ces signalements, un tiers des plaignantes s'engagent dans un processus judiciaire, et de ces cas, 20 % sont jugés et environ 10 % des procès aboutissent à une condamnation<sup>74</sup>. Le mouvement des femmes, entre-temps pour grande part institutionnalisé et intégré à la dynamique de l'État, a donc continué de pousser des changements législatifs.

En France, les très récentes modifications pénales prévoient notamment un allongement des délais de prescription dans une série de cas<sup>75</sup>. « *Prescription glissante et actes interruptifs d'une procédure à l'autre laissent entrevoir un système dans lequel la prescription est devenue presque inexistante. Or, allonger toujours plus la prescription est une technique juridique qui laisse croire aux victimes qu'elles pourront obtenir une réponse pénale même très tardivement, ce qui est peu réaliste en pratique.*<sup>76</sup> »

La présomption d'innocence est aussi bousculée par la discussion sur le consentement et par les attaques portées par des franges actives du féminisme derrière le slogan « Victime on te croit ». En février 2024, un projet de directive européenne de lutte contre les violences faites aux femmes entendait inclure la notion de consentement dans les définitions juridiques du viol des vingt-sept pays européens. La France a refusé d'adopter cette réglementation. À ce jour, le droit pénal français met en avant la responsabilité première de celui qui commet le crime de viol à travers la collecte d'éléments de preuve concernant l'usage de la violence, contrainte, menace ou surprise. Le consentement de la victime n'est pas au cœur la charge de la preuve – l'absence de consentement de la victime et l'intention de l'agresseur sont déduites des circonstances entourant les faits –, même s'il arrive constamment que la victime soit interrogée à ce sujet et que ce soit sur elle que pèse la charge de démontrer qu'elle a refusé, y compris dans des situations de contrainte morale difficiles à objectiver, sapant ainsi l'examen de la coercition.

D'où des demandes concernant l'introduction dans le droit français de la notion de consentement effectif, comme c'est le cas dans d'autres législations où le suspect sera interrogé sur le fait qu'il s'est bien assuré de recueillir le consentement de la victime. Par exemple, au Canada, le viol est défini exclusivement en termes de non-consentement, et ce sont donc l'existence et la validité du consentement exprimé qui

---

<sup>73</sup> *Ibidem*.

<sup>74</sup> Voir Catharine A. MacKinnon, *Le Viol redéfini Vers l'égalité, contre le consentement*, Flammarion, 25/10/2023.

<sup>75</sup> Six ans pour les délits comme les violences par le conjoint, les agressions sexuelles autres que le viol (attouchements, baisers forcés, etc.), le harcèlement moral, les menaces de meurtre, de viol ou d'agression sexuelle. Les délais de prescription en matière de crime sont allongés à 20 ans pour les viols, les violences d'un conjoint ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente, les meurtres, les enlèvements et les séquestrations. Pour les victimes mineures, relèvement de la durée de la prescription de l'action publique à 30 ans.

Loi du 27 février 2017, portant « réforme de la prescription en matière pénale » ; Loi du 3 août 2018 renforçant « la lutte contre les violences sexuelles et sexistes » ; Loi du 21 avril 2021 visant « à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste ».

<sup>76</sup> Voir Audrey Darsonville, Marie Dosé et Jean-Pierre Rosenczveig, « Quinquennat Macron : quelle évolution de la lutte contre les violences sexuelles ? » *Dalloz Actualité*, 11 mars 2022, in : <https://www.dalloz-actualite.fr/interview/quinquennat-macron-quelle-evolution-de-lutte-contre-violences-sexuelles>

sont centrales dans les affaires pénales<sup>77</sup>. Le risque est qu'alors c'est le comportement de la victime qui fait le viol, et non celui de l'agresseur.

Les violences sexuelles ne résultent pas de malentendus ni de problèmes de communication du consentement, mais du fait que des hommes considèrent qu'ils ont ou devraient avoir le droit d'imposer des rapports sexuels. Croire qu'il suffit de définir le viol par le non-consentement pour y mettre fin est illusoire. Le viol n'est pas du sexe sans consentement, c'est une violation infligée par un criminel sur une victime qui n'a que peu à voir avec un "rapport" sexuel : activité jointe et partagée par des partenaires. [...] Les tribunaux échouent à prendre en compte la façon dont les normes de genre empêchent les femmes d'exprimer leurs désirs et autorisent les hommes à ne pas s'en préoccuper, voire à sciemment les ignorer. Mais ce n'est pas là un problème légal, c'est un problème judiciaire. Ce qui est en jeu n'est pas le texte de la loi, mais les représentations sexistes des juges et des jurés, et leur conception extrêmement restreinte de la menace et de la contrainte<sup>78</sup>.

Dans le cas de violences sexuelles alléguées, se focaliser sur l'absence ou non de consentement sert de projection psychologique du point de vue masculin. On fait le procès de la victime en se concentrant sur l'état d'esprit de la plaignante – que pensait-elle ? – plutôt que les débats ne portent sur le comportement de l'auteur – que faisait-il ? – et qu'on juge la façon dont il a tiré parti d'une situation d'inégalités pour parvenir à ses fins. [...] La coercition sexuelle fait partie intégrante du modèle sexuel structurel dominant : se servir de son ascendant pour imposer des rapports sexuels<sup>79</sup>.

Plus fondamentalement, le consentement des femmes est marqué du sceau de leur oppression. Si la vérification du consentement est devenue un passage obligé dans le système judiciaire contemporain, cela ne gratte que la surface de l'asymétrie des rapports entre les sexes. Par analogie, le contrat de travail est signé « librement » mais dans le cadre d'un rapport de force social donné, qui est en général défavorable à l'ouvrier.

Le concept décrit une interaction asymétrique entre deux parties [...] Dans une société inégale, bon nombre de tristes résignations routinières – ou pires – passent pour "volontaires" dans le contexte sexuel. Le consentement recouvre alors d'innombrables formes de l'hégémonie [masculine] qui sont généralement éludées de manière à ce qu'on ne puisse pas voir qu'elles infléchissent, voire qu'elles vicient la liberté des femmes<sup>80</sup>.

Autrement dit, céder n'est pas consentir :

En fait, ce qu'implique la notion de consentement est une vision de la politique au sens classique, le modèle du contrat, ou de la « représentativité », qu'il s'agisse de régimes autoritaires ou de démocraties. Et certes, c'est le modèle sur lequel beaucoup de femmes, dans nos sociétés, se représentent leurs rapports aux hommes et à leur mari. Mais c'est qu'elles ne voient pas (on les empêche de voir) que ce n'est pas un contrat entre égaux. [...] L'opresseur et l'opprimé(e) ne sont pas des sujets à consciences identiques, parce qu'ils sont en situations contraires<sup>81</sup>.

L'effet dangereux et inquiétant de ces transformations du droit et de la justice comporte le renforcement constant des mesures punitives au détriment des droits génériques de la défense et de l'accusé – inversion de la charge de la preuve – et de l'institut de la prescription – suspension du délai, allongement, interruption, report de son point de départ, etc. En fait, encore des pas de plus dans cette attaque explicite à la prescription, et plus grand-chose ne sera prescriptible à l'échelle d'une vie.

À propos de l'approfondissement et de l'élargissement des sanctions, ainsi que de la suppression de l'extinction du « droit à punir » lié au temps, il faut remarquer que, in fine, il s'agit là d'une question proprement politique, qui renvoie à l'inévitable réflexion préalable que doit accompagner toute lutte, à savoir le rapport entre fins et moyens, leur gestion « judiciaire » afin que la déclinaison matérielle de l'action féministe s'interdise de miser ses atteintes sur le seul recours aux appareils répressifs de l'État.

<sup>77</sup> Voir Catherine Le Magueresse, « Viol et consentement en droit pénal français... », *op. cit.*

<sup>78</sup> Voir Manon Garcia, « Croire qu'il suffit de définir le viol par le non-consentement pour y mettre fin est illusoire » *Le monde*, 12 décembre 2023, in : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/12/manon-garcia-philosophe-croire-qu-il-suffit-de-definir-le-viol-par-le-non-consentement-pour-y-mettre-fin-est-illusoire\\_6205429\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/12/manon-garcia-philosophe-croire-qu-il-suffit-de-definir-le-viol-par-le-non-consentement-pour-y-mettre-fin-est-illusoire_6205429_3232.html)

<sup>79</sup> Voir Catharine A. MacKinnon, « Le consentement est le principal prétexte, légal et social, de ne rien faire contre les agressions sexuelles », *Le monde*, 20 novembre 2023, in : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/11/20/catharine-mackinnon-le-consentement-est-le-principal-pretexte-legal-et-social-de-ne-rien-faire-contre-les-agressions-sexuelles\\_6201214\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/11/20/catharine-mackinnon-le-consentement-est-le-principal-pretexte-legal-et-social-de-ne-rien-faire-contre-les-agressions-sexuelles_6201214_3232.html)

<sup>80</sup> Voir Catharine A. MacKinnon, *Le viol redéfini. Vers l'égalité contre le consentement*, *op. cit.*

<sup>81</sup> Voir Nicole-Claude Mathieu, « Quand céder n'est pas consentir », *L'anatomie politique, catégorisations et idéologies du sexe*, Chapitre V, Éditions Côté-Femmes, 1991, in : [https://remuernoteerde.poiron.org/uploads/2020/05/quandceder\\_ppp.pdf](https://remuernoteerde.poiron.org/uploads/2020/05/quandceder_ppp.pdf)

Il faut rappeler que, pendant longtemps, la victime a été une figure marginale dans la procédure pénale, et que, encore pendant les années 1980 et 1990, plaignants et parties civiles étaient en substance dépourvus de tout droit. En pratique, ils étaient exclus du déroulement de l'enquête, sauf en ce qui concerne la consultation, souvent rapide, du dossier. Leur parole était facilement discréditée, avec des conséquences négatives quant à la production de la vérité judiciaire.

Aujourd'hui, après une progressive – et peut-être excessive – attention et compréhension portées à la victime, l'on en est arrivé à une sorte de sacralisation de sa parole et de sa souffrance presque impossibles à critiquer ou à contester par l'accusé, à une crédibilité intégrale de ses affirmations et requêtes qui sont de punir et punir quel qu'en soit le coût en termes de répression et de procès « équitable ».

La victime se retrouve donc, de nos jours, au premier plan qui s'accompagne, sous l'impulsion souvent aveugle des associations des victimes et des médias, d'une inflation législative de plus en plus répressive en qualité – incrimination et peines toujours plus lourdes – et en quantité – judiciarisation de plus en plus extensive des comportements pénalisables.

En dernier ressort, la victimisation, la création d'un « statut de victime », est un dispositif complexe où l'émotion dans tous ses états est sciemment instrumentalisée à des fins politiques et pénales. Son message existentiel est celui de la passivité, du renfermement dans la dénonciation des blessures endurées et de leurs auteurs à punir par autrui, ainsi que de la demande de reconnaissance sociale de sa souffrance, vérité relative et singulière qui s'habille en valeur absolue et incontestable précisément parce que vécue par l'individu qui en est en même temps le témoin. Cela quand, au contraire, depuis toujours le genre humain se caractérise par sa nature sociale, par sa propre capacité d'agir, par son refus de subir passivement des malheurs et de confier son salut à des tiers intéressés.

En fait, l'« identité victimaire », en tant qu'attente de légitimation, de reconnaissance, de protection, de réparation du tort subi, le tout agi par autre que soi, représente un choix existentiel hétéronome, une subjectivation via autrui – en l'espèce, l'État et ses institutions – qui est exactement le contraire de cette autonomie, de cet engagement constant pour *l'en soi et pour soi* qui, seul, pourra garantir un sujet non-soumis, non-résigné, non-servile. Enfin, un sujet autonome.

# CONTRE CERTAINS DOGMES DU FÉMINISME CONTEMPORAIN

## Exposé du problème

Aujourd'hui, un intense débat théorique oppose des féministes qui se définissent comme matérialistes et des courants trans-féministes<sup>82</sup> sur un axe « sexe contre genre » autour de la question « qu'est-ce qu'une femme ? » La discussion se situe dans le champ universitaire, avec des conséquences sur les plans légal et juridique, en particulier au Royaume-Uni, sur des thèmes variés tels que la prison, le sport, ou la prise en charge par la sécurité sociale.

Sans poser la question en ces termes, le présent texte y apporte une certaine réponse, qui s'oppose *de facto*, avec des éléments de théorisation en rupture avec l'analyse des racines de l'oppression des femmes. Ces convolutions, qualifiables de « post-modernes », ont vidé la question des femmes de toute substance matérielle, l'oppression enracinée dans le corps et les rapports sociaux, lieu d'une lutte aujourd'hui absorbée par des identités fragmentées et des subjectivités parcellaires.

La négation du sexe matériel, subsumé dans le genre – subjectivité sans limite, du registre du discursif – produit une inaptitude à comprendre les relations femmes/hommes. Autrement dit, considérer les femmes « trans » comme des femmes ne change rien à la division du travail, biologique et donc nécessaire, ou social et donc contingent, de reproduction au sein de la famille ni, encore moins, aux modalités de la production capitaliste.

Notre propos concerne la nécessité matérielle (le sexe) et la manière de réduire socialement cette nécessité au minimum possible pour libérer les individus. Si l'idéologie dominante du genre a pour fonction de maintenir la domination masculine et la soumission des femmes, les nouvelles formes idéologiques, adaptés aux évolutions sociologiques, restent hélas compatibles avec la perpétuation des modalités aliénées de reproduction de la vie et du capital.

## Rappel concernant la méthode matérialiste et l'idéologie

Le postulat sur lequel repose la méthode matérialiste est qu'il existe une réalité, dite objective, indépendante de la perception et de la conscience – formes, conceptions ou discours – que peuvent en avoir les êtres humains. La méthode matérialiste induit également que la subjectivité individuelle est conditionnée par la réalité objective expérimentée par chacun, sans pour autant que le subjectif soit le résultat linéaire ou immédiat de ces conditions objectives.

Les idées portées par les individus ont donc des bases matérielles. Si ces bases matérielles restent, en dernier ressort, la matrice d'une idéologie, cette dernière peut connaître un développement en partie autonome des causes objectives de son apparition. Néanmoins, si ces dernières venaient à se transformer durablement – notamment sous l'effet de l'action humaine et en particulier du travail social – l'idéologie devrait muer, pour se trouver une autre raison d'être, ou bien disparaître.

Mais une idéologie peut tout aussi bien, en guidant l'action humaine, avoir comme effet le renforcement des bases matérielles sur lesquelles elle s'est érigée. Ainsi, les idéologies deviennent à leur tour des forces matérielles, des forces qui dépassent les individus, et qui transforment le monde dans lequel ces individus vivent. Entre les individus, les rapports sociaux sont conditionnés aussi bien par la réalité objective que par les idéologies qui l'expriment.

Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production

---

<sup>82</sup> Voir « Transféminisme » Wikipédia, *in* : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Transféminisme>

intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. Les individus qui constituent la classe dominante possèdent, entre autres choses, également une conscience, et en conséquence ils pensent; pour autant qu'ils dominent en tant que classe et déterminent une époque historique dans toute son ampleur, il va de soi que ces individus dominent dans tous les sens et qu'ils ont une position dominante, entre autres, comme êtres pensants aussi, comme producteurs d'idées, qu'ils règlent la production et la distribution des pensées de leur époque; leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque. Prenons comme exemple un temps et un pays où la puissance royale, l'aristocratie et la bourgeoisie se disputent le pouvoir et où celui-ci est donc partagé; il apparaît que la pensée dominante y est la doctrine de la division des pouvoirs qui est alors énoncée comme une « loi éternelle »<sup>83</sup>.

Pour les individus qui souscrivent à une idéologie, les bases matérielles de cette dernière peuvent rester plus ou moins mystérieuses. L'ambition de la méthode matérialiste est précisément de mettre à nu les bases matérielles des idéologies ainsi que les effets de ces dernières sur la société. Aujourd'hui, au sein de plusieurs composantes du féminisme contemporain, deux éléments s'imbriquent pour obscurcir la condition des femmes. D'abord, une compréhension de l'articulation entre sexe et genre qui réifie l'idéologie patriarcale des rôles de genre. Ensuite, une prépondérance donnée à l'expression de la subjectivité dite des opprimés, en se souciant peu ou pas du tout des conditions sociales-matérielles dans laquelle et depuis laquelle cette subjectivité s'exprime.

Soulignons dès le début que, tout comme pour l'universalisme ou la laïcité, un matérialisme limité à l'articulation des concepts de sexe et genre est aujourd'hui utilisé par des tendances réactionnaires au sein de la société. Des discours sont ainsi déployés pour limiter les libertés des personnes *queers* ou « trans », c'est-à-dire celles qui ne correspondent pas aux normes de genre socialement instituées ou qui tentent de faire sécession avec ces dernières. Il est évidemment souhaitable que chaque individu puisse s'exprimer librement dans tous les aspects de la vie, sans crainte de coercition ou violence<sup>84</sup>. Simplement, l'expression individuelle, qu'elle soit ou non protégée par l'État, ne suffira jamais ni à comprendre, ni à critiquer et encore moins à combattre des rapports sociaux plurimillénaires.

## Sexe et genre

Insistons tout d'abord sur notre compréhension du sexe en tant que caractéristiques sexuelles primaires ET dichotomie des rôles biologiques fonctionnels à la reproduction sexuée : fécondation, grossesse, éventuellement allaitement. Rien de plus.

Lors de la deuxième vague du féminisme, dans les années 1970, la remise en cause de la domination masculine se donnait la perspective de renverser les assignations sociales et culturelles imposées aux femmes – le genre – au nom de leur nature – leur sexe. Aucune raison pourtant que les femmes doivent rester à la maison, s'occuper des enfants, épouser des hommes, ou paraître soi-disant féminines. Ce n'est pas autre chose qu'écrivait Simone de Beauvoir : « *On ne naît pas femme : on le devient. Aucun destin biologique, psychique, économique ne définit la figure que revêt au sein de la société la femelle humaine ; c'est l'ensemble de la civilisation qui élabore ce produit intermédiaire entre le mâle et le castrat qu'on qualifie de féminin. Seule la médiation d'autrui peut constituer un individu comme un Autre.*<sup>85</sup> »

La vague suivante du féminisme, à partir des années 1990, – on peut faire référence ici aux philosophes Judith Butler et Paul B. Preciado – ont progressivement renversé le sujet et le prédicat. Ce

---

<sup>83</sup> Voir Karl Marx & Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, « Feuerbach. Opposition de la conception matérialiste et idéaliste. A L'idéologie en général et en particulier l'idéologie allemande », 1845, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000c.htm>

<sup>84</sup> L'enquête de l'INSERM sur les sexualités en France en 2023 relève que les opinions sur la transidentité sont nettement moins favorables que celles sur l'homosexualité, puisque 41,9 % des femmes et 31,6 % des hommes considèrent qu'il s'agit d'une identité comme une autre. *op. cit.*

<sup>85</sup> Voir Simone de Beauvoir, *Le deuxième Sexe*, tome 1, Gallimard, 1949.

n'est plus le sexe qui est la base matérielle du genre en raison de l'organisation sociale ; mais c'est le genre qui créerait le sexe. Une partie du mouvement féministe contemporain colporte ainsi des idées selon lesquelles le genre social primerait, d'une manière ou d'une autre, sur le sexe.

Diverses stratégies discursives sont à l'œuvre pour alimenter des théorisations qui subsument le concept de sexe dans celui de genre. Par exemple : puisque seul le genre est socialement visible, à l'œil nu, alors le sexe, qui est couvert de vêtements, ne jouerait pas de rôle dans l'espace social. Ou alors, une thèse conteste l'existence de deux sexes en les plaçant sur un continuum modulable à l'infini<sup>86</sup> lequel serait réduit à la binarité par le pouvoir du genre. Ou bien encore, une argumentation commence par une évidence, que le concept de sexe ne peut pas être détaché proprement de celui du genre, parce que la frontière entre les deux est grise, pour en conclure que seul le genre existerait. On ne pourrait donc élaborer aucune théorie concernant le sexe en l'isolant du concept de genre.

Si le sexe devenait une catégorie dépendante du genre, la définition même du genre comme interprétation culturelle du sexe perdrait tout son sens. On ne pourrait alors plus concevoir le genre comme un processus culturel qui ne fait que donner un sens à un sexe donné (c'est la conception juridique) ; désormais, il faut aussi que le genre désigne précisément l'appareil de production et d'institution des sexes eux-mêmes. En conséquence, le genre n'est pas à la culture ce que le sexe est à la nature ; le genre, c'est aussi l'ensemble des moyens discursifs/culturels par quoi la « nature sexuée » ou un « sexe naturel » est produit et établi dans un domaine « pré-discursif », qui précède la culture, telle une surface politiquement neutre sur laquelle intervient la culture après coup<sup>87</sup>.

Cette dernière logique pourrait être appliquée au rapport entre n'importe quel élément d'idéologie et ses bases matérielles. Parler et critiquer, en pratique ou en théorie, uniquement l'idée de genre, si utile et louable cela soit-il, ne révèle rien de l'histoire de cette idée, de ses bases matérielles, ni de leur renforcement mutuel. Parce que, qu'on le veuille ou non, la cause radicale – la racine – de la binarité des genres reste bien le contrôle et la répression des corps femelles lors de la reproduction sexuée et son corollaire l'éducation des enfants.

Certes, des violences et un contrôle sont également imposés aux personnes queers parce que l'idéologie de genre délimite et sanctionne les écarts aux rôles féminins et masculins, hétérosexuels, dans le cadre de la famille. En même temps, l'idéologie de genre s'autonomise de ses bases matérielles : parmi les individus queers, pour ceux physiologiquement incapables de grossesse, ces violences ne peuvent pas avoir comme effet la soumission de l'individu à un rôle biologique reproductif femelle.

En revanche, pour les femmes capables d'enfanter, le patriarcat présente les rôles sociaux de mère et d'épouse comme une échappatoire à une partie des normes idéologiques pesant sur les corps nubiles. Pour une partie des femmes, le mariage et le rôle d'épouse, qui font partie des normes traditionnelles de genre, peuvent apparaître comme un soulagement d'une autre partie des normes de genre, tout en les encourageant à l'enfantement. De plus, la solidarité économique d'un couple représente une réduction de la pression économique, qui est plus forte sur les femmes célibataires. L'idéologie du genre renforce ainsi sa base matérielle, tout en reproduisant la formation capitaliste.

Si on peut discuter des similitudes ou des différences entre personnes femelles et mâles, relativement à une performance de genre féminin, pour tous les éléments hors des moments de la

---

<sup>86</sup> Voir, par exemple, Anne Fausto-Sterling, *Les Cinq Sexes : pourquoi mâle et femelle ne sont pas suffisants*, Petite bibliothèque Payot, 19 septembre 2018.

<sup>87</sup> Voir Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, 2005.

Le texte original est le suivant : « *It would make no sense, then, to define gender as the cultural interpretation of sex, if sex itself is a gendered category. Gender ought not to be conceived merely as the cultural inscription of meaning on a pre-given sex (a juridical conception); gender must also designate the very apparatus of production whereby the sows themselves are established. As a result, gender is not to culture as sex is to nature; gender is also the discursive/cultural means by which "sexed nature", natural sex, is produced and established as "prediscursive", prior to culture, a politically neutral surface on which culture acts. At this juncture it is already clear that one way the internal stability and binary frame for sex is effectively secured is by casting the duality of sex in a prediscursive domain. This production of sex as the prediscursive ought to be understood as the effect of the apparatus of cultural construction designated by gender.* » *Gender trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, Routledge, 1990.

reproduction sexuelle, il est par contre clair qu'à l'intérieur de ces moments, seules les premières subissent le genre ET le sexe. De plus, la réapparition du sexe à ce moment a des conséquences immédiates et bien plus lourdes. Un exemple : les mères célibataires peuvent être ou non *queer*, mais elles sont avant cela des génitrices, elles doivent s'occuper, seules, de leur progéniture. N'entrevoir, ne critiquer, ne s'emparer politiquement du genre que hors de la reproduction sexuée, revient à prendre l'ombre pour la proie.

Au mieux, il s'agit d'un fétichisme de certains aspects du genre féminin : de la même manière que le fétichisme de la marchandise cache les rapports de production et qu'il occulte le rapport de l'ouvrier collectif au système des machines, ce fétichisme du genre a pour effet de poser un voile sur les bases matérielles de l'idéologie de genre, la division du travail de reproduction et, ce faisant, occulte les modalités de reproduction de la société capitaliste.

Au pire, il peut s'agir d'une réification de certains aspects du genre féminin, qui ne sont alors certes plus construits comme la conséquence d'une quelconque nature commune aux femelles humaines, mais qui apparaissent plutôt comme un invariant intemporel, ahistorique, incorporel, une idée à laquelle certaines personnes seraient appelées et subjuguées (en référence à Butler) du fait d'une prédisposition qui tient davantage de l'expérience intérieure que de rapports sociaux.

Dans les deux cas, une nouvelle idéologie du genre s'établit, mieux adaptée aux transformations sociales actuelles.

Au total, une personne sur mille (0,1 % de la population) déclare avoir entrepris des démarches pour changer de genre. Par ailleurs, 2,3 % des femmes et 2,4 % des hommes de 18-89 ans déclarent avoir déjà pensé à changer de genre, ce qui peut inclure des expériences de non-binarité et/ou des interrogations sur sa féminité/masculinité. Les personnes de 18 à 29 ans sont les plus nombreuses dans ce cas (6 % des femmes et des hommes dans cette tranche d'âge). Ces déclarations n'indiquent pas qu'une transition de genre sera entreprise, mais elles témoignent d'une réflexivité croissante des jeunes générations au sujet de leur appartenance de genre<sup>88</sup>.

Cette nouvelle idéologie du genre maintient néanmoins sa fonction sociale première, car elle ne remet pas en cause la division sexuelle du travail de reproduction. En ce point tout du moins, la nouvelle idéologie du genre reste compatible avec le patriarcat et peut donc même le renforcer. Entre autres effets, elle légitime socialement l'adhésion de mâles à une expression de genre féminin – et inversement pour l'autre sexe – et, par-là, leur soumission à des normes du désir imposées sous le patriarcat.

Le patriarcat emploie le corps social, généré mais pas sexué, pour enrégimenter les corps femelles en tant que fonction reproductive. Dans ce cadre, les individus queers, leurs affects, leurs sentiments, subissent les dégâts collatéraux du patriarcat. La libération de ces derniers est nécessaire mais cette lutte devient réactionnaire dès lors que, en restant partielle, elle en vient à occulter les bases matérielles de l'oppression.

Lutter radicalement contre le genre nécessite de s'attaquer en priorité à la division du travail lors de la reproduction, de la garde et de l'éducation des enfants. Sans cela, pas de libération des femmes. Cela est également nécessaire pour libérer tous les enfants de la structure de la famille, qui reste un des lieux principaux, à côté d'autres institutions sociales, de la reproduction de l'idéologie du genre.

## **Subjectivisme et oppression**

Au XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier a accouché de monstres totalitaires : le stalinisme et le fascisme. La révolution d'Octobre 1917 est pourtant née de la fusion entre un parti militant et un mouvement ouvrier libérateur. Les idées portées par la révolution ont progressivement mué vers une justification de la répression et du régime bureaucratique. Entre autres causes, l'incapacité à comprendre la complexité du rapport, entre d'un côté le capital constant (les moyens de production, l'organisation du

---

<sup>88</sup> Voir Premiers résultats de l'enquête CSF-2023 Inserm-ANRS-MIE, *op. cit*

travail, la technologie) et, de l'autre, l'expérience, les subjectivités et les conditions ouvrières, a permis la mue d'une idéologie libératrice vers une idéologie justifiant et renforçant le capitalisme dans sa forme organisationnelle bureaucratique. L'idéologie dominante des pays prétendument communistes a accouché d'une figure ouvrière réifiée : discipliné au travail, prêt à se tuer à la tâche, dont la seule ambition est l'augmentation de la productivité. Or, ce que cache mal cette figure idéologique est que l'augmentation de la productivité du travail a pour conséquence une augmentation de l'extraction de la plus-value, et donc un accroissement du capital possédé formellement par l'État dit communiste.

A contrario, à partir de 1961, en Italie, des militants hétérodoxes issus de la gauche, réunis autour de la revue *Quaderni Rossi*, se réapproprient la méthode de l'enquête ouvrière. Selon l'animateur de la revue, Raniero Panzieri :

Le fait de considérer la force de travail comme un simple élément du capital ne peut, selon Marx, que limiter la vision théorique et déformer de l'intérieur le système que l'on construit. L'analyse sociologique socialiste (comprise comme une science politique, puisque c'est une observation qui prétend dépasser cette unilatéralité et traiter de la réalité sociale dans son entier) se caractérise au contraire par le fait qu'elle considère chacune des deux classes qui la constituent fondamentalement en respectant leur spécificité. Je souligne une fois de plus le caractère sociologique de la pensée de Marx, qui refuse de définir la classe ouvrière à partir du mouvement du capital, et qui affirme qu'il n'est pas possible de remonter automatiquement de ce mouvement à l'étude de la classe ouvrière : la classe ouvrière opérant comme élément conflictuel et donc capitaliste, ou comme élément d'opposition et donc anticapitaliste, exige une observation scientifique absolument spécifique<sup>89</sup>.

Et puis : « *Tels sont, je crois, les deux aspects principaux de l'enquête : d'une part, il s'agit de vérifier la position et le niveau des deux adversaires au moment où ils s'affrontent, et de l'autre il faut étudier les tendances nouvelles que les transformations de leur statut ont suscitées dans la conscience de la classe ouvrière et des techniciens.*<sup>90</sup> » Il ne s'agit plus d'ériger une figure abstraite de l'ouvrier, en exigeant des prolétaires réels de s'y conformer, mais de partir de la subjectivité réelle de ces derniers pour comprendre comment « *les conflits peuvent se transformer en antagonisme et n'être plus dès lors fonction du système.*<sup>91</sup> »

De manière analogue, au sein du mouvement féministe, lors de la vague révolutionnaire suivant 1968, la mise en avant de la subjectivité des femmes était nécessaire pour faire valoir leurs raisons au sein d'un mouvement révolutionnaire encore trop masculin. Alors que la vague révolutionnaire refluit, ces expériences pratiques/concrètes ont par la suite donné naissance à des théorisations qui se sont autonomisées des luttes sociales, du matérialisme et du corps lui-même avec l'idée que le sujet est un fait de conscience.

Si l'étude du « point de vue » des individus subissant une oppression spécifique est nécessaire pour la comprendre et donc la combattre, cela ne peut pas suffire en soi, ni à une compréhension des conditions subjectives au niveau social – c'est-à-dire, dépassant celles d'une collection d'individu – ni à l'élaboration d'outils pratiques pour intervenir sur les conditions objectives, pour les raisons suivantes :

- L'insistance sur les particularités d'éléments de subjectivité, chacun considéré comme spécifique et imperméable aux autres, ne permet pas la confrontation critique entre ces éléments parcellaires – qui peuvent comporter des contradictions – et, par-là même, encore moins entre ces éléments, pris comme un tout, d'un côté, et, de l'autre, les conditions sociales générales.
- La transformation des conflits parcellaires, aussi justifiés soient-ils, en un antagonisme généralisé contre la société capitaliste, devient dès lors très difficile voire impossible. Au contraire, force est de constater que les revendications ancrées dans des subjectivités,

---

<sup>89</sup>Voir Raniero Panzieri, « Conception socialiste de l'enquête ouvrière », *Quaderni rossi* n°5, avril 1965, in : [https://www.marxists.org/francais/panzieri/works/1965/00/panzieri\\_enquete.htm](https://www.marxists.org/francais/panzieri/works/1965/00/panzieri_enquete.htm)

<sup>90</sup> *Ibidem*.

<sup>91</sup> *Ibidem*.

limitées à un cadre donné, ne se placent que sur le champ de l'intégration, de la représentativité et de la demande de défense par l'État.

La « *stand point theory* » née dans les universités américaines après la vague contestataire des années 1960, consistait au départ à injecter de la subjectivité dans le champ scientifique. Au cours du temps, cette théorie a subi une involution allant dans le sens où seuls les opprimés sont détenteurs et légitimes au sujet d'une vérité concernant leur oppression. Plus encore, la subjectivité mise en avant ne peut plus être rapportée à des conditions objectives dialectiques.

À l'inverse, l'enquête ouvrière consiste à comprendre la subjectivité de la classe dans le contexte d'une lutte radicale. Une subjectivité qui n'est pas limitée à l'individu – ni transférable à la gestion par l'État – mais qui se place dans le champ social. Notre méthode sert à passer d'une situation d'opposition à l'oppression à une situation d'antagonisme à la totalité du champ social.

L'absence de volonté à généraliser, ce qui serait généralisable, induit les écueils suivants :

- Premièrement – parce que l'histoire en particulier, et la complexité en général, ont une forte tendance à être compressées, au niveau des subjectivités individuelles – plusieurs confusions entre ce qui est de l'ordre du contingent et du nécessaire, entre ce qui est possible et ce qui serait souhaitable ; et une incompréhension de l'état de la société et des rapports de force qui la traversent.
- Deuxièmement, alors que les demandes de protection par l'État se multiplient, une mise en concurrence de ces demandes, le plus souvent sous forme de compétition victimaire, où la preuve de l'oppression, d'abord, et ensuite l'oppression elle-même, sont réduites à des souffrances, toujours individuelles, toujours spécifiques, ouvrant ainsi le chemin à des médiations et des négociations agonistes<sup>92</sup> de l'oppression.
- Troisièmement, parce que les subjectivités qui sont mises en avant sont rarement critiquables et parce que la méthode pour les recueillir est rarement exhaustive, au contraire, on voit l'émergence de porte-paroles auto-déclarés qui se posent en experts et détenteurs de la subjectivité d'un groupe identifié par une oppression commune.

Ce dernier phénomène mérite que l'on s'y arrête, car il agit non seulement de régénérer l'idéologie dominante, mais aussi le petit personnel des classes dominantes, rendant ainsi plus efficace la domination capitaliste. À partir de là, ces mêmes porte-paroles se dressent contre les paroles réelles de ceux qu'ils prétendent représenter.

Dans le MLF, on avait noté une certaine méfiance à l'égard des intellectuelle-s (ces "petit-e-s-bourgeois-es" toujours prompts à récupérer une mobilisation), ainsi qu'à l'égard des théories – forcément masculines, donc patriarcales. Certes, des femmes au brillant parcours universitaire et assez célèbres avaient participé au mouvement dès ses débuts (Christine Delphy ou Jacqueline Feldman étaient déjà connues pour leurs travaux au CNRS, Monique Wittig pour son roman *L'Opoponax*...). Mais elles étaient des exceptions : bien d'autres femmes ignoraient tout de l'Université ; ou, si elles fréquentaient ses amphithéâtres comme étudiantes, leur expérience du féminisme était si concrète et si passionnante qu'elles ne se souciaient guère de leur avenir professionnel, dans un de ses établissements ou non. Le regard sur l'Université a changé quand la contestation de toutes les institutions a cessé en France, au début des années 1980. La jeunesse estudiantine (qui est passée de 500 000 en 1968 à 3 millions de nos jours) n'a plus vu en elle un appareil idéologique servant à formater les esprits dans l'intérêt des dominants, mais de nouveau la source de la Connaissance – censée, qui plus est, favoriser une ascension sociale. Les médias et (plus tard) les réseaux sociaux n'ont pas peu contribué à redorer le blason des universitaires et autres « expert-e-s » ; et, jusqu'à ces dernières années, c'est souvent par leurs productions théoriques que les étudiant-e-s ont fait connaissance avec le féminisme. L'intérêt que l'institution universitaire manifeste pour cette

---

<sup>92</sup> Il s'agit ici d'une appropriation critique du concept d'agonisme popularisé par Chantal Mouffe, pour mieux pouvoir le combattre.

thématique (les raisons politiques qu'elle a de le faire) ne paraît pas retenir leur attention et pas davantage l'importance que le contenu de sa réflexion peut avoir pour le combat féministe.

L'Université est au-dessus de tout soupçon... parce que détentrice d'un savoir supposé détaché des instances politiques ? Ou parce que, bien que produisant de l'inégalité, elle est (à l'instar des grandes écoles) une machine à légitimer l'inégalité : si l'on parvient à y entrer, il est "normal" qu'on en tire des bénéfices ? Quoi qu'il en soit, son fonctionnement est propre à fabriquer une caste de « spécialistes ». Et, qu'ils soient du genre ou du « *queer* », ils ne sont guère désireux de perdre les bénéfices du statut social à la clé de leur poste, donc pas franchement enclins à concocter quelque écrit séditieux. De même, le fait que de tels « spécialistes » soient plus souvent philosophes ou psychologues que sociologues n'interroge apparemment guère, y compris les jeunes politisé-e-s. Aucun champ d'étude universitaire n'accouchera pourtant jamais d'un mouvement social, surtout quand il se consacre à la dissection des comportements individuels<sup>93</sup>.

Pour continuer, référons-nous encore aux *Quaderni Rossi* :

Pour ma part, il me semble que la sociologie bourgeoise s'est même développée au point de présenter les caractères d'une analyse scientifique qui dépasse le marxisme. On peut hasarder une hypothèse en termes marxistes, et dire que le capitalisme, ayant perdu comme il l'a fait sa pensée classique dans l'économie politique (crise de l'économie moderne, crise de l'économie subjective, etc., tentatives plus ou moins bancales par lesquelles on a voulu reprendre en économie le fil de la tradition classique), a inversement trouvé sa science non vulgaire dans la sociologie. Une hypothèse de ce genre permettrait aussi de rechercher les racines objectives de ce fait. On pourrait dire, très en gros, que le capitalisme, qui doit tout d'abord découvrir son propre mécanisme de fonctionnement, doit au moment de sa maturité organiser l'étude du consensus, des réactions sociales qui se greffent sur ce mécanisme. Ce qui est d'autant plus urgent que le capitalisme passe à la phase supérieure, celle de la planification, et se libère des rapports de propriété comme élément déterminant, en fondant toujours davantage sa stabilité et son pouvoir sur la rationalité croissante de l'accumulation.

Je ne veux absolument pas dire par là, que la sociologie est une science bourgeoise ; au contraire, je dis que nous pouvons employer, traiter, critiquer la sociologie comme Marx le faisait par rapport à l'économie politique classique, et donc en y voyant une science limitée. Le type d'enquête que nous projetons, du reste, montre bien que la sociologie contient toutes les hypothèses qui dépassent le cadre de la sociologie courante. Ce qu'elle cerne est vrai (n'est pas faux en soi), mais est justement limité, et provoque par là même des déformations internes. Cependant elle garde ce qui, selon Marx, caractérise la science, une autonomie fondée sur l'exigence d'une connaissance rigoureuse et logique<sup>94</sup>.

Si les outils produits par les universités ne sont pas ontologiquement viciés, ils doivent être extraits de l'usine idéologique, être réappropriés par les militants, pour pouvoir être retournés contre le système capitaliste. Tant que ce ne sera pas le cas, ces outils resteront utilisés pour diviser les opprimés et les exploités en se concentrant sur leurs particularités, sans jamais revenir aux questions sociales générales.

---

<sup>93</sup> Voir Vanina, *Les leurre postmodernes contre la réalité sociale des femmes*, Acratie, automne 2023, in : <https://editionsacratie.com/les-leurre-postmoderne-contre-la-realite-sociale-des-femmes-vanina/>

<sup>94</sup> Voir Raniero Panzieri, « Conception socialiste de l'enquête ouvrière », *op. cit.*

# DE LA NÉCESSITÉ DE L'ALLIANCE STRATÉGIQUE ENTRE FEMMES ET PROLÉTARIAT

## Une révolution des relations sociales

Certes, le capital arrache de plus en plus de femmes à l'esclavage domestique en les insérant en masse dans la production sociale ; mais, parallèlement, il socialise une partie seulement du travail domestique, et ce uniquement au service de l'accumulation. De la sorte, le capitalisme ne résoudra pas l'antagonisme entre femmes et hommes parce qu'il utilise le travail gratuit de la ménagère. La famille est fonctionnelle, nécessaire, au rapport social de capital, y compris pour la classe ouvrière. Le combat pour la libération des femmes doit nécessairement investir la sphère de la reproduction de l'espèce.

La famille de la classe ouvrière est le point le plus difficile à faire éclater. Car elle est le soutien de l'ouvrier, mais en tant qu'il est ouvrier, et par là-même, le soutien du capital. C'est de cette famille que dépend le soutien de la classe, la survie de la classe, mais aux dépens de la femme, et par là contre la classe elle-même. La femme est, dans cette famille, l'esclave de l'esclave salarié, et les services qu'elle rend assurent l'esclavage de l'homme qui en dépend. De même que les syndicats, la famille protège l'ouvrier, mais assure en même temps que lui aussi bien qu'elle, la femme, ne seront jamais que des ouvriers. Et c'est pourquoi la lutte des femmes de la classe ouvrière contre la famille est cruciale<sup>95</sup>.

Le mouvement communiste ouvre la possibilité de supprimer radicalement les bases matérielles de l'oppression des femmes et de créer les conditions de leur libération. La destruction consciente de la famille redonnera aux femmes la maîtrise intégrale de leur corps et des conditions de l'enfantement. En socialisant la transmission des savoirs et de l'humanité aux enfants, les femmes seront soulagées d'une tâche que la société bourgeoise leur attribue encore en grande partie et qui constitue désormais le principal verrou qui les enferme dans la cage du travail domestique.

Si le communisme n'est pas envisageable sans la libération des femmes, leur oppression ne disparaîtra pas mécaniquement avec la destruction du capitalisme. C'est en pleine conscience que la classe en mouvement devra dépasser en particulier les résistances masculines, car les hommes ont à perdre en tant qu'individus qui ne sont pas encore pleinement socialisés. La révolution prolétarienne doit donc être couplée à une révolution sociale des relations entre individus qui soit capable d'attaquer le noyau dur de l'oppression en isolant définitivement l'enfantement de l'éducation des enfants confiée à la société, et en libérant les sentiments et le corps féminin de toute dépendance des mâles. L'humanisation du rapport femme/homme passera par le dépassement social de la division naturelle du travail inscrite dans l'acte sexuel procréateur, par la fin de la famille et du travail domestique.

L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes. Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie ; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique. La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital. Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons. Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société. Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion directe ou non de la société, par l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas l'action de la société sur l'éducation ; ils en changent seulement le caractère et arrachent l'éducation à l'influence de la classe dominante<sup>96</sup>.

Quand le premier besoin vital de l'être humain devient l'être humain lui-même, sa nature devient intégralement humaine, perd son caractère animal et passif, s'ouvre enfin à la liberté pour l'individu social. Son être générique s'affirme sans piétiner la personnalité de quiconque. Au contraire, il s'en nourrit et la valorise socialement.

<sup>95</sup> Voir Mariarosa Dalla Costa., *Femmes et subversion sociale*, op. cit.

<sup>96</sup> Voir Karl Marx & Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, « Prolétaires et communistes », 1847, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm>

On voit comment l'homme riche et le besoin humain riche prennent la place de la richesse et de la misère de l'économie politique. L'homme riche est en même temps l'homme qui a besoin d'une totalité de manifestation vitale humaine. L'homme chez qui sa propre réalisation existe comme nécessité intérieure, comme besoin. Non seulement la richesse, mais aussi la pauvreté de l'homme reçoivent également – sous le socialisme – une signification humaine et par conséquent sociale. Elle est le lien passif qui fait ressentir aux hommes comme un besoin la richesse la plus grande, l'autre homme. La dénomination de l'essence objective en moi, l'explosion sensible de mon activité essentielle est la passion, qui devient par-là l'activité de mon être<sup>97</sup>.

La relation femme/homme contient toute entière le potentiel de dépassement de la réification de l'autre, purement fonctionnelle à la reproduction de l'espèce. Dans la relation femme/homme, s'exprime la tension vers la singularisation générique de l'être humain, l'être pleinement socialisé. Par là même, la relation femme/homme est le véhicule primordial de l'émancipation progressive de l'être humain du faisceau de besoins purement dictés par son état de nature. La relation femme/homme est la clé et le levier de l'humanisation des besoins de l'être humain.

Dans le rapport à l'égard de la femme, proie et servante de la volupté collective, s'exprime l'infinie dégradation dans laquelle l'homme existe pour soi-même, car le secret de ce rapport trouve son expression non-équivoque, décisive, manifeste, dévoilée dans le rapport de l'homme à la femme et dans la manière dont est saisi le rapport générique naturel et immédiat. [...] En partant de ce rapport, on peut donc juger tout le niveau de culture de l'homme. Du caractère de ce rapport résulte la mesure dans laquelle l'homme est devenu pour lui-même être générique, homme, et s'est saisi comme tel ; le rapport de l'homme à la femme est le rapport le plus naturel de l'homme à l'homme. En celui-ci apparaît donc dans quelle mesure le comportement naturel de l'homme est devenu humain ou dans quelle mesure l'essence humaine est devenue pour lui l'essence naturelle, dans quelle mesure sa nature humaine est devenue pour lui la nature. Dans ce rapport apparaît aussi dans quelle mesure le besoin de l'homme est devenu un besoin humain, donc dans quelle mesure l'homme autre en tant qu'homme est devenu pour lui un besoin, dans quelle mesure, dans son existence la plus individuelle, il est en même temps un être social<sup>98</sup>.

Seule la perspective communiste permettra la libération individuelle et collective de tous les êtres humains. Les femmes ne seront plus jamais un objet pour le mâle singulier ni pour le genre masculin. C'est la seule voie réaliste pour en finir avec la prostitution, la propriété collective des femmes par les hommes. Pour en finir avec la prostitution explicite, monnayée, professionnalisée comme avec la prostitution banalisée, occultée par le lien du mariage et de la morale bourgeoise, sous la forme de la monogamie des femmes, la propriété privée de la femme par un seul homme.

Il transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent, et où la société n'a pas à intervenir. Cette transformation sera possible grâce à la suppression de la propriété privée et à l'éducation des enfants par la société – ce qui détruira ainsi les deux bases du mariage actuel qui sont liées à la propriété privée, à savoir la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents. Ceci donne aussi réponse à toutes les crieries des moralistes bourgeois sur la communauté des femmes que veulent, paraît-il, introduire les communistes. La communauté des femmes est un phénomène qui appartient uniquement à la société bourgeoise et qui est réalisé actuellement en grand sous la forme de la prostitution. Mais la prostitution repose sur la propriété privée et disparaît avec elle. Par conséquent, l'organisation communiste, loin d'introduire la communauté des femmes, la supprimera, au contraire<sup>99</sup>.

## L'organisation des femmes

Les femmes ont intérêt à ce que la révolution prolétarienne advienne. Mais leur libération ne dépend que d'elles, de leur force et de leur capacité d'imposer leurs raisons, y compris à la révolution et dans une lutte qui dépasse l'horizon du foyer domestique. Une lutte qui embrasse celle de la classe ouvrière pour la libération complète du genre humain.

Au sein du mouvement féministe, nous refusons la subordination de la lutte de classe au féminisme, ainsi que la subordination du féminisme à la lutte de classe. Lutte de classe et féminisme sont pour nous une seule et même chose puisque le féminisme exprime la rébellion d'une composante de la classe sans laquelle la lutte de classe ne peut se généraliser et s'approfondir. [...] Nous ne voulons pas que le capitalisme socialise le travail domestique

<sup>97</sup> Voir Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, « Troisième manuscrit, note 148 » in : [https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000\\_5.htm#NoteRef148](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/00/km18440000/km18440000_5.htm#NoteRef148)

<sup>98</sup> *Ibidem*, note 134.

<sup>99</sup> Voir Friedrich Engels, *Principes du communisme*, Point XXI « Quelles répercussions aura le régime communiste sur la famille ? », 1847, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/47-pdc.htm>

comme il a socialisé le travail d'usine et comme il socialise l'éducation des enfants. Nous luttons pour socialiser le travail domestique suivant nos conditions à nous et non pas pour avoir un autre travail en dehors de la maison. Le temps libre nous appartient<sup>100</sup>.

Notre lutte est contre les usines, [...] les bureaux, contre le fait d'avoir à s'asseoir derrière une caisse enregistreuse toute la journée [...]. Nous ne nous battons pas pour une quelconque organisation du travail mais contre celui-ci. [...] Nous, femmes, devons rejeter les conditions de survie que l'État veut nous imposer, nous devons toujours revendiquer plus [...], nous réapproprier la richesse enlevée chaque jour de nos mains pour avoir plus d'argent, plus de pouvoir, plus de temps libre pour être avec d'autres, des femmes, des personnes âgées, des enfants, non comme appendices mais comme individus sociaux<sup>101</sup>.

La fin de la propriété privée des femmes se fera par l'action révolutionnaire des femmes, toutes les femmes. Car toutes les femmes sont soumises à une oppression commune par-delà les situations de classe dans la production capitaliste. Elles cesseront définitivement d'être un objet pour l'homme quand elles joueront un rôle crucial dans le combat général de classe contre la valeur, la marchandise, l'argent, l'État et la suprématie du mâle. Quand elles inscriront leur critique pratique du patriarcat dans la lutte pour le communisme.

Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être exploités en commun et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation. Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production. Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultra-morale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes ; elle a presque toujours existé. Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle<sup>102</sup>.

Les femmes sortiront ensemble de la prison de la famille. Elles en finiront avec l'esclavage du travail domestique en prenant partie, en tant qu'êtres humains pleinement socialisés, à l'œuvre collective la plus enthousiasmante jamais entreprise par le genre humain : la construction d'une société enfin conforme à la nature spécifique de l'homme. Une société générée par l'activité créatrice libre des êtres humains associés.

Les femmes, peut-être plus encore que les hommes, ont un monde à gagner du communisme. Tout d'abord en arrachant l'amour sexuel de la cage du mariage. La libération sexuelle présuppose une libération générale de l'espèce dans sa relation à la reproduction et au corps d'autrui, et contre la réification qui est la base de l'esclavage. Le rapport contraint entre la sexualité et le mariage conjugal, entre l'amour et la famille, doit être brisé définitivement car il n'a rien d'une stricte détermination naturelle, il est un produit des sociétés divisées en classes.

Chez l'être humain, l'amour ne se cantonne pas à la sexualité. La relation amoureuse déployée, humanisée, se fonde sur deux piliers : la réciprocité et la liberté totale, l'émancipation de toute pulsion de possession de l'autre. L'humanisation de l'acte sexuel, l'amour sexuel, est un acte d'extrême liberté de l'être humain pleinement socialisé. Il correspond au dépassement de la détermination économique et de la pulsion sexuelle élémentaire, expression de son état initial de nature non humanisée.

Jusqu'à présent, le mouvement des femmes, surtout en détruisant le mythe de l'orgasme vaginal, a dénoncé le mécanisme physique qui a permis que le potentiel sexuel des femmes soit strictement défini et limité par l'homme. Maintenant, nous pouvons commencer à réintégrer la sexualité avec les autres aspects de la créativité, nous pouvons commencer à voir comment la sexualité sera toujours réprimée tant que le travail que nous faisons nous mutilera, nous et nos capacités individuelles, et tant que les personnes qui ont avec nous des rapports

---

<sup>100</sup> Voir Collectif de Padoue, « Brisons le système, pouvoir aux femmes ! », *op. cit.*

<sup>101</sup> Voir Comitato per il salario al lavoro domestico, « *Lavoro domestico e salario* (Travail domestique et salaire) ». *Rosso*, n° 11, juin 1974, p. 33-34, in : <https://archivioautonomia.it/argomenti/lavoro-domestico-e-salario-der-app/>

<sup>102</sup> Voir Karl Marx & Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, « Prolétaires et communistes », *op. cit.*

sexuels seront nos patrons et resteront, eux aussi, mutilés par leur travail. Débusquer le mythe de l'orgasme vaginal, c'est revendiquer l'autonomie féminine et s'opposer à la subordination et à la sublimation. Mais il ne s'agit pas seulement de poser le clitoris contre le vagin, mais tous deux contre l'utérus. Ou bien le vagin est avant tout le lieu de passage pour la reproduction de la force de travail qui se vend comme marchandise, et c'est là la fonction capitaliste de l'utérus, ou bien il fait partie de nos pouvoirs naturels, de notre bagage social. La sexualité est la plus sociale des expressions, la plus profonde des communications humaines. En ce sens, c'est la dissolution de l'autonomie. La classe ouvrière organise en tant que classe son dépassement comme classe ; au sein de cette classe, nous nous organisons de façon autonome pour créer les bases du dépassement de l'autonomie<sup>103</sup>.

---

<sup>103</sup> Voir Mariarosa Dalla Costa, *Femmes et subversion sociale*, *op. cit.*

# ANNEXE LE MOUVEMENT DES FEMMES EN ITALIE

## Présentation

*Nous ne prétendons pas, dans ce qui suit, à une histoire exhaustive du féminisme en Italie dans la période 1968-1978. Ce sont des fragments présentés qui montrent la richesse du féminisme que nous partageons ou pas l'intégralité des idées exprimées.*

Dans l'Italie des années 1970, environ 15 % des femmes travaillent et l'avortement est interdit. Le divorce, légalisé en 1971, empêchait grandement les femmes, qui le souhaitaient, de formaliser la séparation de leur conjoint. Le processus légal pouvait dépasser les cinq ans pour aboutir. Un référendum, à l'initiative du Parti radical de Marco Pannella, abroge cette loi en 1974. Et ce malgré l'appel à l'abstention du PCI, ultime béquille du Vatican et de la droite catholique.

Au début de la décennie, les femmes engagées politiquement dans l'opéraïsme ressentent la nécessité de forger une position et un combat proprement féminins dans la mesure où non seulement la situation des femmes est très défavorable, mais aussi et surtout parce que l'offre politique existante ne les satisfait pas, qu'elle soit féministe ou lutte de classe. Ce faisant, elles élaborent un nouveau chapitre sur l'autonomie politique des femmes.

Nous devrions tout d'abord nous faire une petite idée de ce qu'était la situation à l'époque : le monde était totalement masculin, médié par les hommes, c'est-à-dire que les femmes étaient aux côtés des hommes, elles participaient à tout... Mais elles participaient : c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de responsabilité à la première personne, de responsabilité directe et d'initiative directe dans l'action politique. Voilà la réalité. Disons aussi qu'il y avait des femmes extrêmement courageuses, très fortes, comme les femmes qui ont fait de la résistance, les femmes qui ont participé aux luttes ouvrières, aux luttes paysannes et qui les ont mises en place [ces luttes]. Mais toujours, à un moment donné, il y avait un homme. Les hommes ont nié la relation que les femmes avaient avec le monde public, avec le monde social, avec le monde politique. Deuxièmement, en Italie, nous avions le Parti communiste le plus fort d'Europe, ce qui signifiait une puissance et une tradition de luttes et de connaissances ouvrières. Parce que, en fait, il y avait toute une expérience organisationnelle au niveau des ouvriers agricoles, des travailleurs, etc. On a toujours dit que l'Italie était à moitié à gauche et à moitié à droite. La moitié représentait donc un énorme soutien, et nous avions un parti communiste très fort. Et à un certain moment, à la fin des années 1960, que se passe-t-il ? Il y a le mouvement étudiant, il y a des expériences politiques, surtout des mouvements sociaux, qui contestent cette hégémonie du parti communiste, ils se détachent et récupèrent des espaces d'autonomie, d'autodétermination, d'aide, d'analyse autonome sur tout.

Et disons qu'ils commencent à miner ce qui était l'hégémonie du parti communiste. Potere Operaio, Lotta Continua, etc. sont nés du mouvement étudiant, évidemment, parce qu'à un moment donné, le mouvement étudiant n'a pas réussi à faire le lien avec les luttes des ouvriers, des vendeuses, des secrétaires, etc. Le mouvement étudiant reste donc quelque peu refermé sur lui-même, et perd ainsi sa capacité à agir sur la vie quotidienne. Donc là aussi, nous avons participé, avec beaucoup de femmes qui sont devenues plus tard féministes, au mouvement étudiant, puis au parti communiste ou à Potere Operaio. En particulier nous, Mariarosa Dalla Costa, moi-même, Silvia Federici et d'autres camarades, venions de cette tradition, de la tradition de l'opéraïsme. Nous étions également identifiées à une certaine théorie et méthodologie politiques. Lorsque le mouvement féministe est né, c'est-à-dire que nous avons également pris conscience, au sein de cette organisation [Potere Operaio], que ses membres étaient tous des hommes, presque que des hommes. Et surtout, le problème était qu'eux ne voyaient pas, n'entendaient pas les problèmes des femmes. Puis le mouvement féministe est né... Comment les hommes ne pouvaient même pas se poser la question des femmes ? Alors nous nous la sommes posée nous-même, et nous sommes parties. Mariarosa Dalla Costa est partie en première, elle a rédigé un pamphlet pour démarrer le discours. Elle a d'abord fondé Lotta Femminile. Moi, je suis arrivée plus tard, je suis arrivée à la deuxième ou troisième réunion parce que j'étais... oui, j'étais très jeune comme militante : j'étais la plus jeune de tous... je venais juste de commencer. Elle, en revanche, elle avait beaucoup d'expérience, tant sur le plan politique que dans les discussions théoriques au sein de l'opéraïsme. Moi, j'étais encore quelqu'un qui apprenait et qui essayait de comprendre. Cependant, j'ai quitté Potere Operaio et je suis entrée chez Lotta Femminile parce que c'était la seule chose à faire. Lotta Femminile, devenue par la suite Lotta Femminista, ne commence pas à zéro, elle commence à partir de deux traditions : la tradition opéraïste et de la tradition féministe. Elle ne commence pas à zéro, c'est important. Une grande partie du mouvement féministe commence à partir de zéro il y a évidemment des femmes qui partent de là, de leur propre expérience. C'est excellent, très important, etc. Mais c'est limité politiquement, stratégiquement, organisationnellement, car personne ne peut commencer à partir de zéro.

C'est-à-dire qu'il faut toujours commencer par là où les autres sont arrivés pour pouvoir avancer. Et donc nous avons dit : nous utilisons cette tradition opéraïste parce qu'elle est valable de tant de points de vue, toutefois,

nous l'appliquons aux questions qui nous intéressent, et donc au monde des femmes et à la situation des femmes. C'est un peu le chemin que nous avons pris ensemble, c'est celui de l'isolationnisme par rapport au discours masculin... dans le sens où nous avons besoin de prendre un chemin autonome, c'était de l'isolationnisme par rapport au chemin masculin, parce que nous avons besoin de casser cette médiation sociale masculine et effrayante qui existait. Nous avons emprunté ce chemin pour retrouver des degrés de liberté dans l'autonomie et la capacité d'auto-détermination, de proactivité... de tout, sinon nous n'aurions rien pu faire. C'était aussi un processus mental et psychologique, autant qu'un processus politique, ce qui était important parce que sinon... c'est-à-dire qu'à cette époque les hommes avaient plus d'expérience, ils avaient lu plus de livres, ils en connaissaient un livre de plus, tu vois ? Évidemment, parce que nous, les femmes, avons participé à un monde qui était médiatisé par les hommes. Bien sûr, les hommes avaient plein d'avantages. Et donc la seule façon de construire quelque chose, c'était justement de dire : allons-y toutes seules, faisons des erreurs, décidons par nous-mêmes et construisons par nous-mêmes ce que nous sommes capables de faire<sup>104</sup>.

## Quelques dates

1970 : législation du divorce Loi 898 du 1<sup>er</sup> décembre 1970 portant sur la « Réglementation des cas de dissolution du mariage.<sup>105</sup> »,

1974 : 12-13 mai, échec du referendum pour abolir la loi sur le divorce de 1970 ;

1975 : nouveau droit de la famille, par deux lois : Loi 39 du 8 mars 1975 portant sur « Attribution de la majorité aux citoyens ayant atteint l'âge de dix-huit ans et modification d'autres normes relatives à la capacité d'agir et au droit de vote<sup>106</sup> » et loi 151 du 19 mai 1975 portant sur la « Réforme du droit de la famille<sup>107</sup> » ;

1975 : le 18 janvier, première grande manifestation, à Rome, sur le thème de l'avortement avec 20 000 participantes ;

1975 – 1977 : entre 30 000 et 50 000 femmes se mobilisent à l'échelle nationale sur le thème de la légalisation de l'avortement :

1976 : le 3 avril, l'UDI (liée au PCI) et les organisations féministes des autres partis s'unissent, à Rome, dans une manifestation séparatiste qui rassemble 50 000 participantes<sup>108</sup> ;

1978 : législation de l'avortement Loi 194 du 22 mai 1978, portant sur les « Normes pour la protection sociale de la maternité et sur l'interruption volontaire de grossesse »<sup>109</sup>,

1981 : le 17 mai, échec du référendum pour abroger le droit à l'avortement ;

1981 : proposition de loi contre la violence sexuelle ;

1996 : la proposition de loi de 1981 contre la violence sexuelle est finalement adoptée comme Loi 66 du 15 février 1996, portant sur « les normes contre la violence sexuelle »<sup>110</sup>.

## Le Collectif féministe international, 1972-1977

En 1972, Mariarosa Dalla Costa (Padoue), Selma James (Londres), Silvia Federici (New York) et Brigitte Galtier (Paris) constituent le Collettivo Internazionale Femminista pour promouvoir le débat sur le travail de reproduction et coordonner l'action dans différents pays. Quant à Leopoldina Fortunati, elle

---

<sup>104</sup> Extraits de « Entre féminisme et opéraïsme : penser la reproduction sociale. Entretien avec Leopoldina Fortunati », *Contretemps*, 8 mars 2023, in :

<sup>105</sup> Voir : <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:legge:1970-12-01;898>

<sup>106</sup> Voir : <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:legge:1975-03-08;39>

<sup>107</sup> Voir : <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:legge:1975;151>

<sup>108</sup> Voir : <https://www.infoaut.org/storia-di-classe/3-aprile-1976-roma-corteo-femminista-per-l-aborto>

<sup>109</sup> Voir : <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:legge:1978-05-22;194>

<sup>110</sup> Voir : <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:legge:1996-02-15;66>

entre d'abord à Potere Operaio, et de là elle rejoint Lotta Femminista (née sous le nom de Lotta Femminile).

En juillet 1972, une vingtaine de militantes se réunissaient pendant deux jours à Padoue dans le nord de l'Italie. La plupart provenait d'Italie, mais aussi du nouveau mouvement de libération des femmes issu de la mouvance marxiste hétérodoxe d'Angleterre, des États-Unis et de France, nourrie des écrits et des luttes des mouvements anticolonialistes, des droits civils, étudiants et opéraïstes italiens<sup>5</sup>. Dès le départ, le mouvement s'est voulu transnational, ce qui constituait une première en ce début de seconde vague féministe. Ces militantes entendaient, à partir d'une perspective commune, engager un processus de mobilisation féministe sur la scène internationale. Dans un manifeste<sup>6</sup>, elles jetaient les bases du futur réseau international du salaire au travail ménager, lequel rayonnera dans différents pays dans les années qui suivront (notamment en Italie, en Angleterre, aux États-Unis, au Canada anglais, en Allemagne et en Suisse). Ce sera le Collectif féministe international<sup>111</sup>.

En 1974, lors de la conférence nationale des groupes féministes italiens organisée par le collectif milanais Via Cherubini (à Pinarella di Cervia, 10 000 participantes), le groupe Lotta femminista propose comme objectif principal la conquête du salaire des femmes au foyer. La question se représente aussi durant la seconde conférence de 1975. En 1974 toujours, une partie du groupe Lotta Femminista devient le Gruppo per il salario al lavoro domestico. Sa première grande manifestation fut celle à Mestre, les 8, 9 et 10 mars 1974. Dès 1973, le Comité de Triveneto de « Des Salaires pour le Travail Domestique » avait commencé à agir de manière autonome par rapport à Lotta Femminista.

Dès 1972, la campagne au salaire domestique est de nature locale et internationale compte tenu des contacts aux États-Unis (Silvia Federici), au Royaume-Uni (Selma James), etc. L'organisation des groupes féministes était décentralisée avec des centres de décision/intervention dans chaque groupe local. Comme l'atteste ce témoignage :

[L]es mouvements étaient différents dans chaque ville et avaient leur propre identité [...] à Bergame, ils avaient une forte caractérisation antiétatique [...] ils n'ont jamais accepté de financement de l'État pour les cliniques autofinancées [...] celles-ci existent encore aujourd'hui grâce aux femmes d'Autonomia [...] elles étaient autofinancées [...] les mêmes personnes en sont toujours à la tête [...] elles se caractérisaient par leur souci de la santé des femmes et un fort antagonisme contre l'État [...] dans d'autres villes, elles étaient plus préoccupées par la fermeture des cinémas pornographiques [...] Elles venaient de la lutte contre le viol [et] organisaient des cours d'autodéfense contre le viol [...] puis elles sont devenues une avant-garde armée contre la pornographie et le proxénétisme [...] elles ne pratiquaient pas la lutte armée en tant que telle, mais elles utilisaient l'action directe violente contre les cinémas pornographiques, brisant les fenêtres, etc. [...] d'autres groupes ont utilisé des méthodes de lutte plus violentes, surtout ceux qui luttaient contre le travail au noir [...] ils ont brûlé les *covi di lavoro nero*, (repaires de travail au noir) mais ils n'étaient pas armés [...] ces actions ont été menées exclusivement par des femmes, aucun homme n'était présent<sup>112</sup>.

En 1976, sort la première publication du journal *Le operaie della casa* (les ouvrières de la maison) par le comité des salaires pour le travail domestique de Padoue. Les rédactrices le présentent comme un journal-collage formé par des mots, des dessins et des photographies. Il diffuse des nouvelles sur des luttes menées par des femmes dans leurs maisons, leurs usines et leurs écoles, contre le travail et l'exploitation.

## Le salaire contre le travail domestique

Le courant organisé autour du salaire au travail domestique a été critiqué par les autres courants féministes qui y voyaient une manière de fixer les femmes à la maison et d'augmenter le contrôle de l'État sur les individus. À l'époque, le combat dominant pour les féministes mais aussi le PC était celui de « l'émancipation par le travail » et le financement des « services sociaux ».

<sup>111</sup> Voir Louise Toupin, « Un "embryon d'Internationale des femmes" : le Collectif féministe international, 1972-1977 », *Comment S'en Sortir ?*, n° 5, hiver 2017, p. 6-19, in : [css5-1-toupin-collectif-fc3a9ministre-international3.pdf](#)

<sup>112</sup> Voir « Interview à moitié structurée avec une camarade de Milan », extrait de « *Italian feminism, workerism and autonomy in the 1970s. The struggle against unpaid reproductive labour and violence* (Féminisme, opéraïsme et autonomie italiens dans les années 1970. La lutte contre le travail reproductif non rémunéré et la violence) Patrick Cuninghame, *Amnis*, n° 8/2008, in : <https://doi.org/10.4000/amnis.575>

En fait, la revendication qui découlerait immédiatement : « payez-nous le travail ménager » risquerait d'apparaître en Italie, étant donné l'actuel rapport de forces, comme la volonté d'enfermer encore davantage la femme dans la condition d'esclavage institutionnalisé qu'est le travail ménager, et aurait donc peu de chances d'être en pratique un objectif mobilisateur. [...] Et il est clair en tout cas que la revendication du salaire pour le travail ménager est seulement une base, une perspective de départ dont le mérite essentiel est de pouvoir lier immédiatement l'oppression, la subordination et l'isolement de la femme à leur fondement matériel : l'exploitation de la femme. C'est peut-être là la fonction majeure de la revendication du salaire pour le travail ménager : donner en même temps une indication pour la lutte et une direction en termes organisationnels là où oppression et exploitation, situation de caste et de classe se trouvent indissolublement liés. La traduction de cette perspective en termes de pratique continue est la tâche que le mouvement doit affronter, en Italie et ailleurs<sup>113</sup>.

Dalla Costa précise sa conception dans un autre texte :

Nous voulions de l'argent pour les travaux domestiques, d'abord en réponse au grave problème du manque d'argent des femmes, mais aussi comme levier de pouvoir vis-à-vis des services [...]. Cette revendication était combinée à une autre visant à une réduction drastique du travail extérieur pour toutes les femmes et tous les hommes (en exigeant une semaine de travail de 20 heures) afin que le temps nécessaire à la reproduction puisse être libéré sans avoir à chercher des solutions (de toute façon très partielles) dans des couches de travail supplémentaires, comme c'est également le cas aujourd'hui à travers les grandes migrations. D'autre part, il y avait la position émancipatrice typique qui visait uniquement à travailler à l'extérieur [du foyer] et appelait à un renforcement des services sociaux. C'était la position de la gauche institutionnelle mais aussi d'autres courants féministes<sup>114</sup>.

Il faut plutôt lire « le salaire CONTRE le travail domestique » que « le salaire POUR le travail domestique ». Contre car dans une perspective de destruction des rapports sociaux capitalistes et du travail ; et dans une visée de renforcement du pouvoir d'agir des femmes. Il faut que les patrons ou l'État paient le plus cher possible le coût de ce servage illimité qu'est le travail ménager. Comme le précise le Collectif de Padoue :

Sur le terrain de la lutte pour le salaire « ce qui nous pousse en première instance, ce sont certaines considérations suggérées par la réalité immédiate de la condition de la femme : Le droit d'être payées pour le travail qu'on fait touche immédiatement toutes les femmes : également celles qui ne figurent pas dans les statistiques en tant que femmes au foyer, celles qui ne sont ni épouses ni mères (...).

Une demande de salaire correspond à une demande d'autonomie : si nombreux que soient les services qu'on parviendra à arracher, si grande que soit la disponibilité de temps qu'on gagnera par-là (et tout cela est très important), tant que nous ne réussirons pas à rompre le lien de la dépendance économique par rapport à l'homme — époux ou père — en gagnant nous aussi un salaire, comment pourrions-nous nouer les relations que nous souhaitons, décider si nous voulons nous marier ou pas, si nous voulons mettre au monde des enfants ou pas, comment pourrions-nous disposer de nous-mêmes ?

La demande de salaire a en soi également une grande puissance anti-idéologique : on nous avait appris que notre féminité devait s'exprimer par le travail domestique et le seul fait de le voir comme une activité socialement nécessaire, qui doit être payée, au même titre que le travail extérieur au foyer, est déjà un grand pas vers la conquête d'une attitude d'extranéité, vers la destruction de la fixité « naturelle » du rôle que la société nous assigne<sup>115</sup>.

Et il ajoute :

Nous répondons que notre proposition n'est pas seulement de la propagande en faveur du salaire pour le travail domestique, si ambitieuse qu'elle soit déjà en elle-même. Si nous voulons et demandons un salaire, nous n'attendons pas pour autant qu'il nous soit donné. Pour l'obtenir, nous devons lutter beaucoup et surtout créer une organisation. Créer un mouvement féministe organisé donnera beaucoup plus de pouvoir aux femmes, il servira de chaîne reliant les temps forts et les temps faibles de la lutte dans la perspective du salaire et nous permettra de partir de là où nous venons<sup>116</sup>.

Alors que le travail théorique et politique de Dalla Costa se concentre sur le travail domestique gratuit en tant que centre de reproduction de la force de travail, un autre courant féministe influencé par l'opéraïsme se pencha sur la critique du *Welfare State* faite par Alisa del Re. « D'après cette dernière théorie, il y a

---

<sup>113</sup> Voir Mariarosa Dalla Costa, *Femmes et subversion sociale*, *op. cit.*

<sup>114</sup> Voir Cuninghame, *op. cit.*, point 8.

<sup>115</sup> Voir Collectif de Padoue, « Brisons le système, pouvoir aux femmes ! », point 11, *op. cit.*

<sup>116</sup> *Ibidem*, point 14.

*une division hiérarchique entre le travail salarié/productif (la classe ouvrière industrielle) et le travail non salarié/reproductif (femmes, étudiants, chômeurs).<sup>117</sup> »*

Du côté de Lotta Continua,

Les principaux domaines d'intervention du Collectif des femmes étaient l'usine et la pratique du refus de travailler, ainsi que les problèmes de discrimination sur le lieu de travail, le travail non déclaré (*lavoro nero*), les prisons, les violences sexuelles et le *machisme sexiste* au sein du « Mouvement » en général, et les luttes autour du corps et de la santé. Des actions ont été menées dans les hôpitaux, sur l'inégalité des rapports entre médecins et patients et la dénonciation des centres médicaux qui refusaient de pratiquer des avortements, et du service de santé en général qui victimisait les femmes et ne répondait pas à leurs besoins particuliers en matière de santé<sup>118</sup>.

Parallèlement, le courant Rivolta femminile créé par Carla Lonzi publie, en 1970, un texte intitulé « *Sputiamo su Hegel ...*<sup>119</sup> ». Le groupe se réfère à la psychanalyse, pratique « l'auto-conscience » et prône le séparatisme. En 1970, les éditions Scritti di Rivolta femminile sont fondées à Milan au sein de ce collectif et, dans cette même optique, la Librairie des Femmes voit le jour en 1974, toujours à Milan. Enfin, il existe aussi un féminisme « modéré » issu de la gauche institutionnelle, qui milite pour l'accès au travail salarié et l'égalité des droits entre femmes et hommes. Elles travaillent également sur le corps et la santé, et militent pour l'avortement. « L'université libre des femmes » de Lea Melandri réunissait des femmes au foyer et des intellectuelles sur une base interclassiste et travaillait sur la représentation des femmes dans la société capitaliste. Concluons provisoirement avec Leopoldina Fortunati :

De nombreuses féministes considéraient que ce n'était pas là quelque chose d'important car elles pensaient pouvoir construire une culture féministe à partir d'elles-mêmes uniquement. Ça nous semblait au contraire tout à fait naïf. C'était un féminisme milanais, très bourgeois, très intellectuel qui se nourrissait surtout de lui-même. Un féminisme qui rompait avec les philosophes, avec un tel, avec tout le monde parce qu'il devait mettre en avant l'être-femme. Nous, nous n'avons jamais cru à ça. Nous avons été élevées par les opéraïstes dans notre première vie politique : il y avait là une richesse dans la réflexion sur la société, sur les mouvements, sur la politique, sur l'économie, sur le fonctionnement de l'État. Pourquoi aurait-il fallu nous débarrasser de toute cette culture au nom que nous étions des femmes ? Si, en tant que féministe, on n'est pas en mesure d'articuler tous ces points en même temps pour proposer une vision de la société, il faut bien s'intéresser à tous ceux qui ont réfléchi sur ces choses. Nous, nous voulions réfléchir sur la sphère qui nous incombait, celle de la reproduction. Mais l'analyse de l'usine, de l'État etc. il la faut aussi. Nous leur disions donc : ce sont là des instruments. Emprunons-nous en et utilisons-les à notre profit en cherchant bien sûr à ne pas nous faire avoir par tous les biais de genre, culturels, que ces instruments avaient nécessairement. C'est de ce point de vue qu'est né l'Arcane<sup>120</sup>.

## ***La porte du potager et du jardin***

Nous reproduisons ci-dessous la traduction<sup>121</sup> de l'intervention de Mariarosa Dalla Costa, lors du séminaire organisé au *Rialto occupato*<sup>122</sup> à Rome, les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2002, pour le lancement du livre *Futuro anteriore*<sup>123</sup>.

On dit que les deux langages typiquement féminins sont le silence et les émotions. Je n'utiliserai pas le premier car la fabrique du militantisme n'est pas encore équipée pour le décrypter. Mais vous devez accepter que j'utilise un peu le second. Cela dit, je tiens à remercier les auteurs de *Futuro Anteriore*, qui se sont attelés avec succès à la grande tâche de rouvrir la mémoire et la confrontation pour de nombreux adeptes de l'opéraïsme, dont je fais partie. Ma contribution n'est pas incluse dans ce texte, bien qu'on me l'ait demandée, non par désintérêt de ma part mais parce que j'étais trop occupée à l'époque. Je définissais la stratégie de ce que je considère, après l'accouchement et l'avortement, comme la troisième grande bataille entre le corps féminin et le corps médical :

<sup>117</sup> Voir Cuninghame, *op. cit.*, point 7.

<sup>118</sup> Voir Cuninghame, *op. cit.*, point 19.

<sup>119</sup> Voir Carla Lonzi *Sputiamo su Hegel La donna clitoridea e la donna vaginale e altri scritti*, (Nous crachons sur Hegel la femme clitoridienne et la femme vaginale) Scritti di Rivolta femminile 1, 2, 3, 1970 in : <https://archive.org/details/sputiamosuhegel/page/n1/mode/2up>

<sup>120</sup> Voir « L'Arcane du capitalisme et de la famille », entretien avec Leopoldina Fortunati, *Trou noir*, numéro printemps 2023 - 24 avril 2023, in : <http://trounoir.org/L-Arcane-du-capitalisme-et-de-la-famille>

<sup>121</sup> La version originale, en italien, *La Porta dell'Orto e del Giardino*, se trouve sur Generation, in : <https://generation-online.org/p/fpdallacosta.htm>

<sup>122</sup> Le Rialto occupato est un vieil immeuble occupé du centre de Rome, dans le quartier de Portico d'Ottavia.

<sup>123</sup> *Futuro anteriore* Dai "Quaderni rossi" ai movimenti globali: ricchezza e limiti dell'operaismo italiano Guido Borio, Francesca Pozzi, Gigi Roggero (eds) DeriveApprodi, Rome, 2002.

l'abus de l'hystérectomie. J'en parlerai brièvement plus loin, plaçant cette question avant les autres parce que c'est celle qui a le plus directement croisé ce texte et qui m'a empêché, en raison de la concentration qu'elle exigeait, d'y répondre en temps utile. Mais avant de l'aborder, je dois dire quelques mots sur mon propre parcours. Je n'ai d'ailleurs terminé que l'autre jour la lecture de ce livre, qui m'avait été présenté comme une étude sur la subjectivité. Évidemment, au cours de son développement, il a abordé d'autres thèmes majeurs sur lesquels je n'ai pas eu le temps de réfléchir comme je l'aurais voulu, et je serais donc désolée si ma contribution était plutôt décentrée par rapport à des nœuds qui se sont présentés comme tout aussi cruciaux pour nous dans le féminisme d'origine opératoire.

Cependant, je suis très heureuse de participer à ce débat. Pourquoi suis-je ici après 30 ans ? La réponse est simple. Parce que je suis ici chez moi. C'est ici que je suis née, c'est ici que j'ai reçu ma première formation politique, mais surtout, c'est ici que j'ai vécu l'expérience que je cherchais et qui a répondu à mon besoin de comprendre et de faire. On ne peut pas effacer ses origines, et je n'ai jamais voulu le faire. C'est le lieu de mon esprit. Voici les gens qui parlent ma langue, même si je l'ai un peu modifiée pour pouvoir parler à d'autres peuples. Après, il n'y a plus eu d'autre endroit, il n'y a eu qu'un long chemin où j'ai peaufiné quelques questions que j'essaierai de porter à votre attention et où j'ai mené quelques batailles. Et au-delà des succès et des échecs de cette expérience (en ce qui me concerne, j'ai participé à Potere Operaio de Vénétie), cela donne la mesure de son pouvoir fondateur sur le chemin de la vie, pas seulement la mienne semble-t-il, puisque nous sommes nombreux ici. Donc, à mon avis, cet aspect devrait aussi être mieux étudié, la raison du profond sentiment d'appartenance que, chez beaucoup, l'opéraïsme a déterminé. En effet, j'ai l'impression que nous avons plus d'outils en main que ce que l'on peut saisir en ne regardant que l'adéquation ou non du discours de l'époque. Tout d'abord, la méthode, la détermination et la passion dans la volonté d'agir pour transformer ce qui existe. Ce ne sont là que trois des éléments fondateurs de cette expérience, mais je les retrouve tous dans les autres territoires que j'ai traversés dans les périodes suivantes. De 1967 à 1971, j'ai milité à Potere Operaio, puis dans le mouvement féministe. Le secteur de ce mouvement que j'ai contribué à promouvoir et à organiser, Lotta Femminista ou les comités pour le salaire au travail domestique, est donc certainement aussi un enfant de Potere Operaio.

En mêlant un peu de mémoire et de discours actuel, je voudrais souligner trois questions qui concernent toutes la sphère de la reproduction :

l'abus de l'hystérectomie en tant que dévastation du jardin de la reproduction dans le corps de la femme. La dévastation des lieux de génération de la vie et du plaisir ;

le travail de reproduction en tant que travail de production et de soin de la vie, une question qui reste sans réponse ;

l'expropriation de la terre et la destruction de ses pouvoirs de reproduction en tant que dévastation du potager et du jardin de reproduction externe aux corps, puisque la terre n'est pas seulement une source de nourriture, mais de la terre les corps tirent l'esprit, les sensations et l'imagination.

Ici aussi donc, l'expropriation et la destruction de la terre comme dévastation des lieux de génération de la vie et du plaisir. Cette question s'impose au débat des années 1990 dans les pays avancés et a des racines profondes dans les luttes des années 1980 dans le Tiers Monde. Et, il est évident que ces luttes ont une longue histoire derrière elles, à travers cinq siècles de capitalisme, et même avant. C'est une histoire ancienne.

Commençons donc par la dévastation du potager et du jardin intérieur du corps féminin représentée par l'abus de l'hystérectomie, traditionnellement accompagnée de l'ovariectomie des ovaires sains. Le traitement de cette question n'a pas été facile pour moi, car j'ai dû me creuser la tête et me familiariser avec des pathologies et des remèdes plausibles et invraisemblables. Mais j'ai le don de creuser en solitaire et de me battre au corps à corps avec le monstre qui surgit. C'est alors que la confrontation avec les médecins a commencé. Mais cela, devoir creuser en profondeur autour d'une question, même toute seule, si dans l'immédiat on ne peut pas être plus, pour la démêler en construisant des connaissances, en les diffusant et en alertant, je crois que c'est une méthode obligatoire que de plus en plus de « vitactivistes », c'est-à-dire d'activistes appliqués à la façon dont la vie est produite et reproduite, vont devoir adopter. Il s'agit d'aborder les questions qui se multiplient et qui, dans le cadre d'un siège de plus en plus serré, portent atteinte à l'intégrité et à la santé des corps en même temps qu'elles sapent les mécanismes de reproduction et les pouvoirs de la vie. Évidemment, sur ce sujet sur lequel je me suis engagée pendant des années avec des médecins et des femmes, je suis prête à parler plus en profondeur si on me demande d'en parler. J'ai décidé de fournir au moins quelques données aujourd'hui, en avertissant qu'il s'agit d'un abus très grave dont les hommes et les femmes doivent être conscients, car lorsqu'un homme doit subir une opération, les femmes l'aident généralement à s'informer, le conseillent et l'assistent. Dans le cas de cette opération, en revanche, la femme est souvent laissée seule pour décider avec le médecin et, si le partenaire donne des conseils, souvent par incompetence, mais aussi pour tenter de rassurer sa compagne, il risque de donner un mauvais conseil : « *mais oui, enlève ton utérus, à quoi ça te sert de toute façon* ». En Italie, les hystérectomies sont passées de 38 000 à 68 000 par an de 1994 à 1997, amenant 1 femme sur 5 à subir cette opération, et dans certaines régions comme la Vénétie, 1 sur 4. Même la peste n'a pas fait autant de victimes. En 1998 et 1999, elles étaient proches de 70 000. Cette opération a de nombreuses conséquences négatives qui affectent la sphère physique, psychologique et relationnelle de la femme, des complications surviennent dans environ 50 % des cas, elle présente un risque de décès pour 1 ou 2 femmes (selon l'intervention) sur 1 000 (un taux de risque qui n'est donc pas négligeable), c'est pourquoi elle ne doit être envisagée que dans les rares pathologies pour lesquelles les voies alternatives ne peuvent pas être suivies. De même, il est nécessaire d'être bien informée sur les très nombreuses procédures disponibles aujourd'hui, car de leur choix dépendent aussi une meilleure protection du corps féminin et la qualité de vie des femmes. En comparaison avec la France voisine, et en examinant attentivement les

pathologies pour lesquelles l'hystérectomie est pratiquée alors qu'il est possible d'emprunter d'autres voies, 80 % de ces opérations en Italie sont, comme je l'ai indiqué au ministère de la santé, infondées. En France, 1 femme sur 20 s'attend à subir une telle opération, à Paris et en région 1 sur 25, et la tendance est à la baisse. Ainsi, en Italie et dans d'autres pays, États-Unis en tête, nous sommes confrontées à une mutilation massive et gratuite du corps de la femme. La défense de son intégrité (de nombreuses relations familiales ou de couple sont endommagées ou détruites par cette intervention) est au contraire une question fondamentale sur laquelle les initiatives, y compris celles du mouvement, peuvent contribuer à créer une prise de conscience, une connaissance et un soutien. Il s'agit du type de science qui nous investit, des intérêts de la profession médicale, des déformations supplémentaires produites dans le système de santé par les orientations des grandes organisations financières qui, d'un point de vue néolibéral, réduisent de plus en plus la vie des citoyens et le corps physique et social qui les englobe à de la marchandise. La récupération des connaissances médicales de base est fondamentale pour susciter l'opposition et le rejet non seulement de l'abus de cette opération, mais aussi des diverses pratiques agressives de la médecine qui, en tant que telles, provoquent la morbidité, l'invalidité et le malheur, mais aussi la misère parce qu'elles génèrent une dépendance croissante des citoyens à l'égard du marché-laboratoire au détriment de leurs énergies vitales créatives et de leurs ressources économiques. Il s'agit de la rareté de la santé et de la capitalisation des mécanismes reproductifs de la santé créés par cette médecine. Il vaut la peine de saisir cette occasion pour alerter à nouveau sur ce qui est en train d'arriver au corps féminin. Je rappelle la « chirurgie prophylactique » déjà pratiquée en Italie, qui consiste à enlever les deux seins et les deux ovaires sains aux femmes qui, porteuses du chromosome BRCA1 ou BRCA2, sont considérées comme présentant un risque élevé de cancer du sein et/ou de l'ovaire. Mais, comme l'admettent les médecins eux-mêmes, il n'est pas certain que ces femmes auraient contracté un cancer à ces endroits, ni qu'après de telles mutilations, elles ne le contracteraient pas de toute façon.

La deuxième question concerne le travail reproductif, également appelé travail domestique, étant entendu que le travail reproductif représente bien plus que ce que l'on entend généralement par travail domestique. À cet égard, je me réfère à trente ans de littérature du courant féministe opératoire ou, en tout cas, dérivé de ce courant. Il convient ici de rappeler quelques passages fondamentaux. Dans les années 1970, en Italie, il y avait deux grandes âmes dans le féminisme : l'une, la conscience de soi, l'autre, le féminisme ouvrier de Lotta Femminista, qui est devenu plus tard les groupes et les comités pour le salaire du travail domestique. Lotta Femminista était présente dans tout le pays, particulièrement forte dans certaines régions comme la Vénétie et l'Émilie, moins forte dans les grandes villes comme Milan où l'auto-conscience prévalait ou Rome où nous avions de toute façon deux groupes. Nous étions allés jusqu'à Gela, en Sicile, où nous avions également un groupe. Et surtout, depuis 1972, c'est-à-dire depuis que nous avons fondé le Collectif Féministe International pour promouvoir le débat et l'action dans différents pays, nous avons un grand réseau international qui était particulièrement présent aux États-Unis et au Canada ainsi que dans certains pays européens, notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Suisse, de sorte que nous organisions souvent des conférences internationales pour concerter notre action. Les femmes afro-américaines faisaient également partie de ce circuit. Elles disaient que la forte présence italienne dans ce circuit leur permettait d'y adhérer car les Italiennes avaient peu de pouvoir (une sorte de femmes du tiers-monde à leurs yeux). S'il n'y avait eu que des Américaines ou des Britanniques, des blanches, elles n'auraient pas adhéré. Je me souviens qu'au début des années 1970, j'ai fait quelques voyages à travers les États-Unis et dans certaines grandes villes du Canada pour transmettre notre discours sur le travail domestique de la côte atlantique à la côte pacifique (et me faire voler le peu d'argent que j'avais à El Paso). Les voyages en avion, mais j'ai aussi beaucoup voyagé en bus, ont été payés par des compatriotes américaines qui ont déboursé un dollar chacune pour que je puisse aller parler. Mais en même temps, diverses universités, dont beaucoup allaient adopter *Women and the Subversion of the Community*<sup>124</sup> comme un classique du féminisme, m'invitaient à donner des conférences. C'est ainsi que j'ai pu obtenir de l'argent pour mes déplacements. En 1973, une université de New York m'a proposé d'enseigner et, pour officialiser cette proposition, m'a fait passer un entretien avec certains professeurs afin que je puisse commencer le cours dès le début de l'année universitaire. Mais à mon retour en Italie, j'ai écrit que je renonçais. Je ne pouvais pas concevoir d'abandonner le travail politique (Lotta Femminista était encore petite, je ne pouvais pas la laisser seule). Ils n'ont pas compris ma réponse. Ils se sont mis en colère. Mais j'ai toujours subordonné tous mes choix de vie à ce travail et à cette recherche politiques. C'est aussi en cela que Potere Operaio m'a forgée comme une militante.

Comment certaines femmes se sont-elles détachées de Potere Operaio pour former Lotta Femminista ? Quant à moi, je dois dire que lorsque j'ai rejoint Potere Operaio, une camarade plus âgée que moi, Teresa Rampazzo, m'a demandé : « Pourquoi as-tu rejoint Potere Operaio ? » et sans même attendre la réponse, mais en la considérant comme acquise, elle a ajouté : « Toi aussi, à cause d'un besoin de justice, n'est-ce pas ? ». « Oui », ai-je répondu. Elle avait deviné juste. Et la réponse m'a semblé évidente.

Si je devais dire pourquoi nous sommes sortis de Potere Operaio en rassemblant, en juin 1971, le groupe de femmes qui allait devenir le premier noyau de Lotta Femminista, je devrais dire : « Pour la dignité ». Le niveau de la relation homme-femme à cette époque, en particulier dans le milieu des camarades intellectuels, n'était pas assez digne à mon avis. J'ai donc soumis à ces camarades un exemplaire cyclostylé qui allait devenir, quelque peu remanié, *Pouvoir des femmes et subversion sociale*, le petit livre que le mouvement féministe international a pratiquement adopté tout de suite, en le faisant traduire en six langues. C'est ainsi que commença le premier acte de l'organisation autonome des femmes du courant ouvrier, mais beaucoup d'autres nous rejoignirent bientôt,

<sup>124</sup> *Women and the Subversion of the Community: A Mariarosa Dalla Costa Reader*, PM Press, 2019 in : <https://archive.org/details/womensubversiono0000dalla/page/n3/mode/2up>

venant d'autres horizons ou n'ayant aucune formation politique, car les choses n'allaient évidemment pas bien entre les hommes et les femmes en général.

La deuxième raison est la nécessité de ce que l'on appelait alors le processus d'auto-identification. Les femmes se définissaient elles-mêmes, le processus autonome de construction de leur identité ne passant plus par les yeux ou les attentes d'un homme. Je me souviens d'un document américain qui a beaucoup circulé, avec un titre assez étrange, *The Woman Identified Woman*<sup>125</sup>, mais beaucoup d'autres étaient sur la même longueur d'onde. Après avoir sauvé notre dignité et notre identité (mais il s'agit plus d'une séquelle psychique que temporelle), le raisonnement a commencé, la réflexion sur l'origine maléfique de notre malaise, de notre condition, l'origine de l'exploitation et de l'oppression des femmes. Nous l'avons identifiée dans le travail reproductif, le travail domestique attribué gratuitement aux femmes dans la division sexuelle capitaliste du travail. Cela n'enlève rien au fait que certaines d'entre nous, poussées par la nécessité de remonter aux origines les plus lointaines du malheur des femmes, ont aussi fait des études sur les rapports entre hommes et femmes dans la préhistoire, sur le patriarcat et le matriarcat, et ces études existent, mais l'urgence (opéraïste) de disposer d'analyses utiles pour intervenir nous a vite fait concentrer tous nos efforts sur la période capitaliste. Nous avons percé le mystère de la reproduction en analysant comment la production et la reproduction de la force de travail constituaient la phase cachée de l'accumulation capitaliste. Nous avons dévoilé l'arcanes, mais pas le secret. Car je dois aussi dire que toute reproduction qui se respecte a son secret. Nous avons élargi le concept de classe pour y inclure les femmes en tant que productrices et reproductrices de la force de travail. Nous nous sommes essentiellement intéressés aux femmes prolétaires et aux femmes de la classe ouvrière. Derrière les portes closes, les femmes fournissent un travail qui n'a pas de salaire, pas d'heures et pas de vacances, mais qui tend à occuper toute leur vie. Un travail qui se compose de tâches matérielles et immatérielles et qui conditionne tous leurs choix. Nous avons défini la famille comme un lieu de production dans la mesure où la force de travail y est produite et reproduite quotidiennement ; jusqu'alors, d'autres avaient soutenu ou continuaient de soutenir que la famille était un lieu de simple consommation ou de production de valeurs d'usage ou seulement un lieu de réserve de la force de travail. Nous avons soutenu que le travail extérieur n'éliminait ni ne transformait substantiellement le travail domestique, mais qu'il ajoutait plutôt un second maître au premier, représenté par le travail du mari. L'émancipation par le travail extérieur n'a donc jamais fait partie de nos objectifs. Pas plus que l'égalité avec les hommes. À qui étions-nous censées être égales alors que nous étions surchargées d'un travail que l'homme n'avait pas à faire ? De plus, à une époque où le discours sur le rejet du travail était si fort, pourquoi ce que les hommes disaient vouloir rejeter devait-il être un objectif pour nous ? Dans la société fordiste de ces années-là, nous avons donc révélé que la production provenait fondamentalement de deux pôles, l'usine et le foyer, et que la femme, précisément parce qu'elle produisait par son travail la marchandise fondamentale du capitalisme, la force de travail elle-même, détenait un levier fondamental du pouvoir social : elle pouvait refuser de produire. C'est pour cette raison qu'elle était la figure centrale de la « subversion sociale », comme on disait dans le jargon de l'époque, c'est-à-dire d'une lutte qui pouvait conduire à une transformation radicale de la société. Et je dois dire que, malgré les profonds changements intervenus depuis dans le mode de production, ce noyau dur de la responsabilité des femmes dans la reproduction, et cette épaisse consistance du travail reproductif, restent comme des problèmes non résolus, nous re-proposant la persistance d'une binarité fondamentale. Mais la binarité, et d'abord le masculin et le féminin, est à mon avis inscrit dans l'univers. Peut-être devrions-nous l'observer et mieux le comprendre afin de ne pas le rejeter facilement comme étant en voie d'extinction alors que nous nous efforçons de le rendre non inégalitaire.

Comme je l'ai dit plus haut, nous ciblions les femmes prolétaires et ouvrières pour le travail d'intervention. Mais le travail reproductif constituait, à un niveau généralisé, l'élément de base de la condition féminine. Aller à l'encontre de cette condition, c'était donc d'abord déclencher un comportement de rejet de ce travail comme gratuit et comme prioritairement attribué aux femmes, c'était ouvrir une négociation avec l'État pour qu'une part de la richesse produite lui soit allouée, sous forme d'argent ou de services, pour que du temps lui soit réservé, au lieu de faire comme s'il s'agissait d'une option facilement combinable avec un travail extérieur. Le rejet concerne évidemment la reproduction matérielle et immatérielle. Au fond, les femmes remplaçaient une féminité faite de travail pour les autres, d'une énorme volonté de vivre pour les autres, par une féminité où tout cela était réduit pour laisser la place à une reproduction d'elles-mêmes. La question du travail domestique était étroitement liée à celle de la sexualité, qui avait été transformée en une fonction de procréation-reproduction. Les luttes sur le travail, la sexualité, la santé et la violence sont donc étroitement liées. Sur ce point, certains camarades ont mené des études très pénétrantes qui existent bien sûr aussi. Dans le travail reproductif, ce sont les corps qui sont en jeu, et avec eux, les relations et les émotions. Nous nous sommes battues dans les quartiers (nous avons également mené de très bonnes luttes pour le logement, ce fut d'ailleurs notre première lutte, la seule dont il n'existe aucune documentation), dans les hôpitaux, dans les écoles et dans les usines. À Padoue, le 5 juin 1973, nous avons commencé la lutte pour l'avortement en transformant un procès contre une femme qui avait avorté en une mobilisation politique. Après des années de mobilisation avec l'ensemble du mouvement féministe, nous avons obtenu la loi 194 du 22 mai 1978<sup>126</sup>, qui reconnaissait le droit à l'interruption volontaire de grossesse avec assistance médicale. À Padoue, en 1974, nous avons organisé le « Centre pour la santé des femmes », un centre de conseil féministe autogéré, le premier en Italie, qui a été suivi par d'autres dans différentes villes. L'expérience des centres de consultation autogérés se voulait un exemple et un moment propice à la redéfinition des rapports entre les femmes et la médecine, en particulier dans le domaine de la gynécologie, compte tenu de l'imminence

<sup>125</sup> Voir Radical Lesbians, *The Woman Identified Woman*, mai 1970, in : <https://repository.duke.edu/dc/wlmpc/wlms01011>

<sup>126</sup> Loi 194 du 22 mai 1978, portant sur les « Normes pour la protection sociale de la maternité et sur l'interruption volontaire de grossesse », in : <https://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:legge:1978;194>

de la loi 405 du 29 juillet 1975, instituant les centres de consultation familiale<sup>127</sup>. Dans les hôpitaux, dans les différents services d'obstétrique, définis à l'époque comme « camps de la maternité », nous avons mené des luttes importantes (je me souviens surtout de Padoue, Ferrare et Milan). En ce qui concerne les luttes dans les usines, celle de Solari, à Udine a été exemplaire (elle a ensuite été étendue à d'autres usines) : les ouvrières ont exigé du patron qu'il leur garantisse un temps de travail rémunéré et un service médical leur permettant d'effectuer des examens et des contrôles gynécologiques de routine sans devoir manquer des journées de travail ou renoncer à prendre soin d'elles-mêmes. Il y a eu aussi le cas d'une ville de la Vénétie contre une usine qui émettait des miasmes intolérables et polluant l'eau, où la lutte a été importante.

Comme je l'ai dit, nous avions des niveaux d'organisation nationaux et internationaux, mais ce qui était étonnant, c'était l'extrême pauvreté des moyens avec lesquels toute cette activité était menée. Les moyens de communication étaient essentiellement le tract et le journal qui s'appelait *Le operaie della casa* (Les travailleuses de la maison)<sup>128</sup>. Ce militantisme exaspéré et global, qui ne laissait de place à rien d'autre dans nos vies, provenait certainement de l'expérience du Potere Operaio, mais je pense qu'il était très similaire dans d'autres groupes à l'époque. Et c'était évidemment encore plus difficile pour celles d'entre nous qui avaient une fonction d'entraînement.

Vers la fin de la décennie, nous étions épuisées par ce type de vie et de militantisme. Toutes nos marges de reproduction avaient été érodées, marges notoirement plus étroites que celles dont jouissent normalement les hommes, même les camarades. Mais après tant de luttes et de militantisme, nous ne voyions pas se profiler à l'horizon un début de transformation de la réalité capable d'accueillir les revendications pour lesquelles nous avions lutté, capable d'accueillir le grand changement de l'individualité féminine que notre parcours avait provoqué et qui ne pouvait plus s'insérer dans les formes de relations et d'organisation sociale qu'offrait le capitalisme. Nous devons également tenir compte du fait que les femmes qui ont formé le mouvement féministe à ses débuts n'étaient pas très jeunes, souvent âgées d'une trentaine d'années ou plus encore, des femmes qui étaient sorties de la cage du mariage pour retrouver le droit à l'émotion (je me souviens de beaucoup d'entre elles qui m'ont dit que ce qui leur manquait, avec des maris et des enfants en âge scolaire, ce n'était pas tant la liberté sexuelle que le droit de tomber amoureuse, et probablement, je le pense aujourd'hui, la jeunesse pré-maritale de ces femmes avait été trop misérable). Bref, à ce moment-là, il aurait fallu identifier un projet de véritable transformation sociale et les forces pour le mettre en œuvre, car nous n'aurions certainement pas pu le faire seules. Mais cela avait toujours été la partie la plus évanescence du discours, même pour nous, la partie dont nous ne pouvions pas parler parce que la force-même des luttes l'aurait déterminée. Mais ce n'était pas le cas et nous n'avions plus la force de nous battre. Cependant, je me souviens que le problème de pouvoir identifier un débouché, « le passage », me trottait dans la tête depuis des années, déjà dans Potere Operaio, mais le camarade à qui j'en avais parlé, Guido B.<sup>129</sup>, était resté évasif comme si cette réponse ne pouvait même pas être esquissée. J'en avais déduit au fond de moi que je devais peut-être encore faire mes armes, que j'étais trop immature pour un problème trop grand. Mais je l'avais aussi posée parce que je ne pouvais pas imaginer continuer toute ma vie à me lever à 4 heures du matin pour aller distribuer des tracts à Porto Marghera ou à Montedison à Crotona en essayant de généraliser les luttes. Jusqu'à quand, jusqu'où, et après ? J'aurais certainement trouvé le problème dans le féminisme, encore une fois sans savoir avec qui raisonner.

Au bout d'une dizaine d'années, le corps des femmes, et même celui des militantes, pourtant souvent nié, a senti l'horloge biologique tourner à d'autres échéances. Par exemple, pour les femmes qui voulaient avoir un enfant et pour qui il était déjà tard et qui devaient décider avec qui et dans quel cadre l'élever. En l'absence d'une transformation sociale correspondant à la nouvelle individualité féminine, le processus de capitulation a commencé. Beaucoup ont dû se rendre. L'ampleur et la manière dépendaient de l'argent dont ces femmes pouvaient disposer, du temps libre dont elles disposaient, du type de travail qu'elles effectuaient pour obtenir cet argent. Le vieux problème du manque d'argent des femmes, sur lequel nous avons tant lutté, a révélé à nouveau, surtout à ce stade, tout son drame.

Ce moment de crise fut suivi de la répression et, avec elle, de l'effacement total, surtout par les sociologues et les historiens de gauche, de ce courant féministe, de ses luttes et de ses œuvres. Poldi et moi avions pourtant pris soin de documenter, en sacrifiant comme d'habitude les samedis, dimanches et autres jours fériés, dans des brochures destinées à l'usage militant, dans des dossiers et dans le journal, pratiquement tous les moments de lutte et de mobilisation et les questions fondamentales qui revenaient dans le débat. Et ce matériel existe. Dans les années 1980, années de répression et de normalisation, un féminisme fondamentalement culturel va se substituer à celui des grandes luttes avec une fonction de contrôle et de sélection des instances et des voix. Nous avons été mises à l'index. Très laborieusement, compte tenu des circonstances, des travaux de nature historique et théorique ont été achevés par certaines camarades, travaux qui étaient encore conçus dans les années 1970 comme des parties d'un projet d'ensemble qui n'a jamais abouti. Dire que ces travaux ont eu une circulation plutôt obstruée est un euphémisme. Elles ont pratiquement disparu (à l'exception du moment d'existence que constituait mon enseignement à l'université) submergées par une volonté politique adverse et une profusion d'études sur la condition féminine totalement opposées. Notre production a aussi été largement dépossédée et

<sup>127</sup> Loi 405 du 29 juillet 1975, portant sur les « les centres de consultation familiale, en tant que services sociaux d'assistance aux couples avant et après le mariage. », in : <https://www.cispef.it/la-storia-dei-consultori-familiari-e-i-presidenti-nazionali-ucipem-e-cfc-a-confronto/>

<sup>128</sup> Journal publié, en septembre-décembre 1976, en Vénétie, in : [https://ia800401.us.archive.org/29/items/le-operaie-della-casa-01-1976-giugno-luglio/Le\\_operaie\\_della\\_casa\\_01\\_1976\\_giugno\\_luglio\\_text.pdf](https://ia800401.us.archive.org/29/items/le-operaie-della-casa-01-1976-giugno-luglio/Le_operaie_della_casa_01_1976_giugno_luglio_text.pdf)

<sup>129</sup> Il s'agit de Guido Bianchini (1926-1998) un des fondateurs et animateurs de Potere Operaio.

domestiquée. Sur l'étude de la condition féminine, les institutions ont manifesté un engagement considérable, les financements, les réseaux et les recherches ont été débordés, et toujours astucieusement canalisés. Des organisations et des initiatives de façade ont été créées. Le problème du travail reproductif n'a pas été résolu. Le discours sur la rémunération du travail domestique a également été mis sur la table. Cette question aurait trouvé une solution très partielle et fautive avec la main-d'œuvre immigrée, qui à son tour laisse derrière elle des drames de la reproduction (par exemple, de jeunes enfants qui, ayant séjourné chez leurs grands-parents, ne veulent plus être réunis avec des parents inconnus, et des grands-parents qui deviennent fous si, ayant déjà séjourné chez leurs petits-enfants, ils voient leurs enfants revenir pour les emmener à jamais eux aussi).

À un certain moment des sombres années 1980, où j'ai dû faire face à certains problèmes de la vie – même les militants ont une vie, aussi éloignée soit-elle – j'ai eu envie de réfléchir à d'autres égards sur la période précédente et de soumettre cette période à l'épreuve infaillible des émotions. J'aurais dû reconnaître que ni dans mon militantisme à Potere Operaio ni dans le Mouvement féministe je n'avais jamais eu un moment, je veux dire même un seul moment, de joie. Je me souvenais seulement d'une grande, d'une immense fatigue. Une fatigue rendue nécessaire au sein de Potere Operaio par le sens de la justice, au sein du Mouvement féministe par le sens de la dignité et la nécessité d'acquiescer une identité. Certes, l'expérience au sein de Potere Operaio m'avait donné de grands outils d'interprétation de la réalité, et celle au sein du Mouvement féministe, ainsi que d'autres outils d'interprétation, m'avait donné, ainsi qu'à beaucoup d'autres femmes, une grande force, une solidité et un équilibre qu'aucun homme ne pourrait plus jamais briser. Cela nous a permis de mettre le sol sous nos pieds. Je me souviens également que de nombreuses camarades m'ont dit que le mouvement féministe les avait sauvées de la folie. Mais je ne me souviens pas d'un seul moment de joie. Dans les deux cas, il y a eu beaucoup de souffrance. Comment cela se fait-il ? En ce qui concerne le mouvement féministe, j'ai essayé de tout prendre en compte, même la mélancolie causée par la rupture d'une adhésion, après tout, comme je l'ai dit plus haut, à Potere Operaio j'étais née et je m'étais formée, donc la séparation totale du débat m'a pesé lourdement. En conséquence de cette séparation, les camarades qui ne connaissaient pas du tout l'évolution de notre discours sur les questions centrales pour nous sont restés en arrière et ont pu donner, lorsqu'ils nous rencontraient, des réponses qui restaient à un niveau barbare. De même, nous sommes restés à l'écart de leur débat alors que, comme je l'ai dit, nous avions besoin d'affronter la discussion sur certaines questions qui devenaient de plus en plus importantes. En tout cas, j'avais ce besoin. Il aurait donc été nécessaire, même dans notre autonomie, d'avoir aussi des moments de confrontation. Je ne sais pas si et dans quelle mesure cela aurait été possible dans ces années-là en Italie alors que je n'ai jamais eu de problèmes pour discuter avec des camarades américains du groupe *Midnight Notes*<sup>130</sup> par exemple. Mais il s'agissait d'un groupe qui s'était formé à la suite de l'émergence aux États-Unis des groupes *Wages for Housework* et qui avait réorienté le débat et l'approche de la lecture du développement capitaliste dans le monde en fonction de la centralité accordée à la question du travail reproductif. Il s'agissait donc de chercheurs qui avaient déjà introduit notre analyse féministe dans leur formation et qui la maîtrisaient. Des camarades qui ont continué à produire des études très intéressantes et des initiatives politiques significatives jusqu'à aujourd'hui.

Le fait est que, en cherchant la cause de ce manque de joie, j'ai dû admettre que le terrain sur lequel j'avais lutté dans les années 1970 devant les usines ou dans les foyers, essentiellement la combinaison du temps et de l'argent (même si elle était combinée avec la nocivité de l'usine, et même si elle était combinée, en ce qui concerne le mouvement féministe, avec les luttes sur l'accouchement, l'avortement, contre une sexualité de travail, contre la violence, etc. C'est pourquoi je n'avais pas ressenti de joie (pas plus que je ne ressens de joie dans la lutte contre l'abus chirurgical du corps féminin). Ce qui me manquait, c'était précisément quelque chose capable de m'émouvoir positivement, de susciter une imagination forte, capable d'ouvrir des scénarios différents. J'avais besoin de rencontrer d'autres questions et de nouveaux sujets, d'avoir la volonté et la capacité de penser réellement à un monde différent. Pendant une partie des années 1980, j'ai donc erré de pièce en pièce dans la maison de reproduction. Jusqu'à ce qu'à un certain moment, j'aperçoive la porte qui menait au jardin potager et au jardin, j'aie aperçu la question de la terre. Cette porte m'a été ouverte par les nouveaux sujets que je cherchais, les sujets des rébellions indigènes, les mouvements d'agriculteurs, de pêcheurs, de personnes contre les barrages ou la déforestation, de femmes des différents hémisphères sud (mais aussi, heureusement, d'hommes et de femmes des pays avancés), qui posaient tous la question de la terre comme centrale. Tous des sujets qui luttent contre sa privatisation et son expropriation, et contre la destruction de ses pouvoirs reproductifs représentés par la Révolution verte (dont les OGM sont la dernière phase), la Révolution blanche et la Révolution bleue, des révolutions qui constituent toutes la dévastation du jardin et du jardin de la reproduction en dehors des corps. Ce sont ces sujets que je cherchais, qui croisaient ma recherche et mon ressenti, qui m'émouvaient et me réjouissaient parce qu'ils me faisaient entrevoir un monde différent à partir des modes de production et de reproduction de la vie. La vie des plantes, des animaux, de l'homme. La terre ne sert pas seulement à nourrir, mais c'est de la terre que le corps tire l'esprit, les sensations et l'imagination. Sur ce territoire, j'ai croisé les voix et les actions de Rigoberta Menchù, de Vandana Shiva, de Marcos. D'ailleurs, avec Vandana Shiva, Maria Mies, Farida Akter et beaucoup d'autres de tout l'hémisphère sud, et avec le réseau *La Via Campesina*, nous avons organisé en 1996, ici même à Rome, une conférence alternative à celle de la FAO sur le problème de l'alimentation, une première controverse qui sera suivie d'une seconde dans quelques jours.

La troisième question, celle de la terre, m'a enfin offert des moments de joie, d'émotion et d'inspiration. Je dois dire aussi qu'au cours de ces années, j'ai fait de fréquents voyages dans divers pays du tiers monde, souvent en Afrique, et j'ai donc pris directement conscience de ce que cela signifiait de vivre là, comme difficultés mais aussi

---

<sup>130</sup> Collectif et journal éponyme fondés, en 1979, aux États-Unis, in : <https://maydayrooms.omeka.net/collections/show/26>

comme puissance suggestive d'un monde différent. Et ce monde, je l'avais trouvé parce que j'en avais besoin, je l'avais cherché.

La question de la terre oblige à repenser celle de la reproduction, reproduction de l'humanité entière si l'on veut penser en termes globaux. Si, en effet, dans les zones avancées, la reproduction passe par le travail du même nom qui, dans son exécution, doit essentiellement administrer de l'argent, non pas l'argent directement destiné au salaire, qui n'est jamais arrivé, mais la fameuse paye du mari ou, plus « postfordiennement », les deux revenus de son et de ses emplois précaires à l'extérieur, dans le Tiers-monde (qui reste Tiers même s'il entre dans le Premier ou si le Premier entre dans le Tiers) la reproduction passe (va) d'abord par le travail des champs, c'est-à-dire le travail agricole destiné à la subsistance ou en tout cas à la consommation locale, selon des régimes communautaires ou de petite propriété.

Pour apprécier toute la profondeur de cette question, tant du point de vue de la privatisation que de l'expropriation et de la destruction des pouvoirs reproductifs de la terre, il faut relire la décennie des années quatre-vingt. S'il est vrai que ces années ont été, en Italie, des années de répression et de normalisation, elles ont été, dans le Tiers-monde, des années d'ajustement drastique dicté aux différents gouvernements par le Fonds monétaire international. L'ajustement a touché presque tous les pays, y compris le nôtre, mais ses modalités dans le tiers-monde comprenaient des mesures qui ne nous ont pas été données. Par exemple, la suppression des subventions pour les denrées alimentaires de base et, surtout, la forte recommandation du Fonds aux gouvernements de fixer un prix à la terre, de la privatiser là où elle est encore un bien commun (comme c'était le cas pour une grande partie de l'Afrique), rendant ainsi l'agriculture pour l'autoconsommation presque impossible. Cette mesure (aggravée dans les années dont nous parlons par l'ensemble des autres mesures d'ajustement typiques qui l'accompagnent) est, à mon avis, la cause première de la faim dans le monde et de la production d'une population qui semble de plus en plus surabondante parce qu'elle a été rendue, comme il y a cinq siècles, « sans terre ». Je crois que l'application de plus en plus drastique des politiques d'ajustement dans les années 1980 a représenté un sous-développement majeur de la reproduction au niveau mondial. Elle a constitué le moment de programmation du néolibéralisme. En effet, en abaissant les conditions et le niveau de vie, en provoquant une pauvreté sans précédent, elle a fourni la condition préalable au décollage de la nouvelle économie mondialisée : Le néolibéralisme s'est déployé à l'échelle mondiale en exigeant davantage de sacrifices de la part des travailleurs afin que les entreprises puissent être plus compétitives dans l'économie mondiale ; les nouveaux modes de production visant à abaisser les salaires et à encourager la déréglementation du travail ont été confirmés ; et la nouvelle division internationale du travail s'est enracinée, ce qui a eu pour effet de stratifier de plus en plus lourdement le corps social des travailleurs dans le monde entier, tant sur le plan de la production que sur celui de la reproduction. Les années 1980 ont vu le début de ces suicides de paysans en Inde, dont on a dénombré plus de 20 000 au cours des trois dernières années, des paysans incapables de rembourser les dettes qu'ils avaient contractées pour acheter des semences et des pesticides. Un génocide ! Mais si les suicides de masse donnent la mesure de la faim et de la mort apportées par la révolution verte et les mesures d'ajustement, il faut tenir compte du fait que les années 1980 sont aussi celles des nombreuses luttes contre ces mesures (de l'Amérique latine à l'Afrique en passant par l'Asie) et contre l'expropriation de la terre, contre son empoisonnement, contre la perturbation et la destruction de ses pouvoirs reproductifs. Les sujets qui mènent ces luttes donneront naissance à une série de réseaux et d'organisations, à des mouvements que l'on retrouvera dans les années 1990 comme composantes du grand mouvement altermondialiste qui ne s'appellera pas par hasard le « mouvement des mouvements ». Je crois que le premier moment de coagulation de ces réalités et donc de décollage de ce mouvement a été marqué par la rencontre intercontinentale « pour l'humanité contre le néolibéralisme » convoquée par les zapatistes fin juillet – début août 1996 au Chiapas. L'insurrection zapatiste était centrée sur la question de la terre, notamment en raison de la révision de l'article 27 de la Constitution mexicaine<sup>131</sup> et de ce qu'impliquait l'accord de l'ALENA. Je dis toujours de Marcos qu'avec sa simple apparition en 1994, il a libéré les chevaux en ouvrant les barrières dans lesquelles était enfermé le débat occidental, qui ignorait ou du moins négligeait fortement cette question. Les militants ont afflué et coopéré du monde entier parce que Marcos avait aussi libéré leur imagination : c'était un homme à cheval avec une cagoule couleur terre et de l'herbe sous les pieds. Et il pouvait parler en poésie. La terre, l'homme et les animaux, séparés et opposés dans la machinisation capitaliste de la nature, dans l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage, étaient à nouveau réunis, ce qui ouvrait effectivement un autre scénario.

Que signifient ces brèves considérations sur la centralité du problème foncier dans le discours sur la reproduction pour les questions que nous abordons d'une certaine manière ici ? Selon moi, la première implication est qu'un discours sur ce que l'on appelait autrefois la « recomposition politique » afin d'être à la hauteur de la nouvelle économie mondiale ne peut être séparé de la prise en compte de la centralité de ce problème et de la question de savoir comment se rattacher aux luttes qui existent déjà. En effet, l'expulsion continue d'une grande partie de la population de la terre offre la possibilité de refonder et de stratifier continuellement la classe de l'économie mondiale. Car il est évident que seule une petite partie des expulsés trouvera un travail plus ou moins illégal et à très bas prix. La grande majorité est destinée à être décimée par les guerres, les difficultés économiques, la famine, la propagation des épidémies, la répression militaire et policière. C'est comme si tous les efforts politiques de ceux qui se battent dans le monde étaient jetés dans un sac qui fuit parce qu'il est sans fond. Nous devons commencer à nous demander comment fermer le fond. J'avoue que j'ai commencé à rêver à la façon dont la stratification du travail changerait si une grande partie des multitudes

<sup>131</sup> L'article 27 a pour objet « *La propriété des terres et des eaux comprises dans les limites du territoire national appartient à l'origine à la Nation, qui a eu et a le droit de transmettre la propriété de celles-ci à des particuliers, constituant ainsi la propriété privée* » in : <https://leyes-mx.com/constitucion/27.htm>

expulsées reprenait la terre et à ce qu'il adviendrait du capitalisme. Après tout, tout est parti de là. Je comprends mal alors l'accusation de Tiers-mondisme ou de tourisme tiers-mondiste. D'ailleurs, je dis toujours à mes étudiants qu'ils devraient faire un voyage dans le Tiers-monde le plus tôt possible, ne serait-ce qu'en tant que touriste. Mieux vaut du tourisme que rien du tout. Il est essentiel de comprendre la relation entre le développement et le sous-développement capitaliste. D'autre part, en ce qui concerne l'engagement militant, il me semble fondamental de construire des initiatives, viables, de coopération politique sérieuse (d'autres remplissent le Tiers Monde d'initiatives de coopération non sérieuses). Des initiatives qui, au Chiapas par exemple, ont permis de construire une turbine électrique et des hôpitaux. Il n'en reste pas moins vrai que pour pouvoir lutter, il faut continuer à vivre et donc ne pas mourir ou être affaibli et compromis par des maladies qui pourraient être soignées si les moyens étaient là. Le sérieux réside également dans la mise au point avec la population locale de la manière d'entretenir ces installations de façon simple et rapide afin qu'une fois les camarades partis, l'installation ne reste pas inutilisable comme c'est généralement le cas dans les projets de coopération moins sérieux. C'est un moment de cette recomposition politique qui, de différentes manières, construit des moments organisationnels, des réseaux de communication et de coopération, des blocs de construction d'un projet ou d'un ensemble de projets pour arriver à construire un monde différent. Nous ne faisons peut-être qu'entrevoir la lumière du « passage », mais c'est déjà quelque chose.

Un autre point qu'il est urgent de démystifier à cet égard est que « l'on ne peut jamais revenir en arrière ». Ce qui revient à qualifier d'inadéquat et en tout cas de rétrograde tout ce qui a été produit, pensé et mis au point avant les derniers méfaits du capitalisme. Ce qui fait le jeu des malfaiteurs. Ils le font et nous restons dans l'ambivalence. Ce discours ne tient pas la route, en particulier sur la question de la terre et de l'eau. La lutte de Cochabamba en Bolivie est exemplaire du discours inverse, et donc du fait qu'il faut s'y opposer franchement en obligeant l'autre partie à abandonner les biens mal acquis, et à revenir en arrière en rétablissant la solution antérieure : contre la privatisation de l'eau décidée par le gouvernement en faveur d'une entreprise qui en détiendrait le monopole absolu, la Coordinadora de la ville s'est battue et a gagné non seulement pour rétablir l'eau comme bien public mais pour la cogérer en rétablissant également l'organisation des puits qui avaient déjà été parfaitement réglés par les Incas et qui avaient été maintenus jusqu'avant l'affaire de la privatisation<sup>132</sup>. De même, l'organisation des paysans colombiens qui ont décidé et (mis) en œuvre la réappropriation de vastes espaces, la récupération des différentes espèces de légumineuses et de plantes comestibles qui étaient menacées de disparition (en les récupérant cette fois-ci en les gardant secrètes) ainsi que la réactivation d'anciens systèmes agricoles et culinaires, représente, à l'opposé des logiques agricoles dévastatrices et affamantes, ce retour en arrière pour retrouver l'esprit et la vie. Mais dans le même sens, il y a de plus en plus de réseaux d'agriculteurs dans le monde entier, reliés entre eux à travers les continents.

Il s'agit de subjectivités fortes qui ont décidé de changer le monde à partir d'une question fondamentale qui reste de plus en plus sans réponse. Comment vit-on ? Une réponse, institutionnelle cette fois, qui saisit mieux que d'autres le sens de ces demandes est la restitution de la forêt népalaise aux communautés par le biais de concessions. Cette solution s'est avérée la meilleure par rapport à tous les autres programmes de lutte contre la pauvreté parce qu'elle a rétabli cette relation et ces activités humaines avec la terre qui garantissent la vie non dégradée de la forêt et des hommes. Même sur cette question de la récupération de la forêt pour en faire une source de revenus (là où c'est logique), les initiatives depuis les années 1980 sont nombreuses. Mais on peut penser encore plus tôt au Green Belt Movement (qui a reconstitué des ceintures vertes de forêts autour des villes où il n'y avait auparavant que des espaces ouverts) créé, en 1977, par la Kenyane Wangari Maathai, à partir de l'idée de « reboiser pour vivre »<sup>133</sup>.

J'ai été heureuse de constater, dans les pages d'introduction au séminaire, qu'il est également question de la nécessité de réfléchir à « d'autres sciences », à « d'autres machines ». C'est aussi ce que je pense depuis un certain temps. Celles qui ont été adoptées sont trop porteuses d'une logique de mort, de sorte qu'il est presque impossible d'aller « dedans » et « contre ». En ce moment, j'ai bien sûr à l'esprit la technologie agricole. Et que même ici, en Vénétie, sans aller trop loin, il y a des agriculteurs (de l'école steinerienne) qui ont réussi à construire, avec des méthodes biodynamiques et des croisements, un épi de blé beaucoup plus long et riche en grains que l'épi normal. Ce qui prouve une fois de plus que sans manipulations génétiques et sans exposer la population à des risques, de grands progrès agricoles peuvent être réalisés. Diverses entreprises suivent aujourd'hui la même méthode, qui est aussi plus rentable.

Cet exemple même nous conduit directement à une autre réflexion. J'ai souligné à plusieurs reprises combien la question de la terre est également pertinente du point de vue de la destruction de son pouvoir de reproduction. Cet aspect est aussi crucial pour le tiers monde que pour nous. Il nous oblige lui aussi à rouvrir et à redéfinir le discours sur la reproduction. Que ferons-nous d'un salaire si nous ne pouvons acheter que du poison ? De même, la garantie de la vie pour l'humanité dépendra-t-elle davantage de l'argent ou de la disponibilité et de la santé, et donc de la capacité de reproduction, de la terre ? Quel niveau de chantage et d'absence de liberté représenterait pour l'humanité le fait de devoir dépendre uniquement et exclusivement de l'argent pour survivre ? Le moment est-il venu de commencer à combiner les réflexions sur la garantie des revenus avec celles sur la disponibilité de la terre et la préservation de ses capacités de reproduction ?

---

<sup>132</sup> Voir Alejandra Flores, « *La Coordinadora : la femme dans la guerre de l'eau à Cochabamba* », Genre et développement, Rencontres 8, GIP, 2003, in : <https://books.openedition.org/iheid/6194>

<sup>133</sup> Voir le site du Green Belt Movement, in : <https://www.greenbeltmovement.org/>

Un grand voyage organisationnel a commencé dans le monde, un voyage dans lequel diverses questions telles que celles liées aux trois révolutions, verte, blanche et bleue, à l'expropriation de la terre et à la manière dont elle est gérée, requièrent également la capacité de démolir le faux et d'expliquer le vrai en ce qui concerne les nouvelles monstruosité – les monstres – en cours. Des questions qui nécessitent des groupes de travail *ad hoc* ou un travail solitaire pour débusquer les monstres, les démasquer et les traquer. Ils exigent également une détermination à construire ou à récupérer d'autres connaissances, à développer d'autres technologies. Le grand changement vient, à mon avis, de ces subjectivités fortes appliquées aux modes de production et de reproduction de la vie, de ces nouveaux mouvements, d'agriculteurs, de pêcheurs, de peuples indigènes, de réseaux de femmes qui posent comme central le problème de quel rapport à la terre, de nouveaux inventeurs. Il ne s'agit plus de luttes isolées, avec des difficultés à se faire entendre et à se connecter, comme cela pouvait être le cas il y a quelques années, compte tenu aussi d'une certaine surdité ou d'une approche vieillotte du discours sur cette question de la part de la gauche en général et du monde militant des pays avancés. Sur ce terrain, cependant, la communication et la connexion intercontinentale, entre les zones capitalistes avancées et non avancées, s'est établie avec une efficacité et une convergence d'intentions véritablement planétaires. Face à l'expropriation et à la dévastation des terres, des fleuves et des mers, les nouveaux acteurs ont dit *ya basta* et placent des points fermes comme points constitutifs d'un autre projet, pour une autre relation des corps avec les jardins et les vergers de la Terre.

## BIBLIOGRAPHIE

### En français

- Philippe Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, 1960, republié chez Points, Paris, 2014.
- Simone de Beauvoir, *Le deuxième Sexe*, tome 1, Gallimard, 1949, republié chez Folio Essais, Paris, 1986.
- Susan Brownmiller, *Le Viol*, Stock, 1960, republié chez Éditions l'Étincelle, Paris, 2016.
- Judith Butler, *Trouble dans le genre. Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, Paris, 2005.
- Collectif de Padoue, « Brisons le système, pouvoir aux femmes ! », 1974, Cahiers du GRM, Paris, 2016.
- Mariarosa Dalla Costa, *Femmes et subversion sociale*, éditions Entremonde, Genève, 2023.
- Virginie Despentes, *King Kong Théorie*, Livre de poche, Paris, 2007.
- Friedrich Engels, *Principes du communisme*, 1847, republié par Éditions sociales, Paris, 2020.
- Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, republié par éditions Shs, Paris, 2024.
- Friedrich Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, 1888, publié par Éditions sociales, Paris, 1970.
- Anne Fausto-Sterling, *Les Cinq Sexes : pourquoi mâle et femelle ne sont pas suffisants*, Petite bibliothèque Payot, Paris, 2018.
- Alexandra Kollontai, *Marxisme & révolution sexuelle*, 1918, Petite Collection Maspero, 1973. Republié par La découverte, Paris, 2001
- Eva Illouz, *Pourquoi l'amour fait mal. L'expérience amoureuse dans la modernité*, Points Essais, Paris, 2014.
- Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, 1844, Éditions sociales, Paris, 1972.
- Karl Marx & Friedrich Engels *L'idéologie allemande*, 1845, republié par Éditions sociales, Paris, 2012.
- Karl Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, 1867, UGE, Paris, 1971.
- Karl Marx, *Le Capital - Livre premier*, 1867, republié par Éditions sociales, Paris, 2016.
- Karl Marx & Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1847, republié par Éditions sociales, Paris, 2023.
- Catharine A. MacKinnon, *Le Viol redéfini. Vers l'égalité, contre le consentement*, Flammarion, Paris, 2023.
- Vanina, *Les leurrex postmodernes contre la réalité sociale des femmes*, Acratie, La Bussière, 2023.

## **En italien**

Guido Borio, Francesca Pozzi, Gigi Roggero *Futuro anteriore Dai "Quaderni rossi" ai movimenti globali: ricchezza e limiti dell'operaismo italiano* (eds) DeriveApprodi, Rome, 2002.

## **En anglais**

Sharon Hays, *The cultural contradictions of motherhood*, Yale University Press, New Haven, 1998.

Camille Barbagallo, *Women and the Subversion of the Community : A Mariarosa Dalla Costa Reader*, PM Press, Oakland, 2019.

Radical Lesbians, *The Woman Identified Woman*, 1970, Know Inc., Pittsburgh, 1970.

## LISTE DES PUBLICATIONS

### SÉRIE COURANTE

N°1	L'autonomie ouvrière frappe en Chine	Février 2011	2 €
N°2	Tunisie : restructuration à chaud de l'Etat après une tentative d'insurrection démocratique incomplète	Juin 2011	2 €
N°3	Egypte : compromis historique sur une tentative de changement démocratique	Octobre 2011	2 €
N°4	Belgique : Crise institutionnelle sur fond de crise fiscale : un avenir tchécoslovaque ou yougoslave ?	Novembre 2011	2 €
N°5	L'autonomie ouvrière frappe en Inde : la grève de Maruti Suzuki à Manesar (juin, septembre, octobre 2011)	Mai 2012	3 €
N°6	La santé comme industrie génératrice de nouvelle valeur. La transformation de l'hôpital vers un modèle industriel moderne.	Octobre 2020	2 €
N°7	Dynamiques du capitalisme d'État, de la compétition impérialiste et de la condition ouvrière après la crise sanitaire	Décembre 2021	3 €
N°8	La « transition énergétique » se mue en écologie de guerre	Mai 2023	3 €
N°9	Sur l'oppression plurimillénaire des femmes, leur condition dans le capitalisme et leur rôle dans la révolution prolétarienne	Mars 2025	5 €

### HORS SÉRIE

N°1	Daniel Bénard (1942-2010)	Juin 2011	4 €
N°2	Tchécoslovaquie Novembre 1989 : le prolétariat enchaîné au velours tricolore	Juin 2011	2 €
N°3	Mai-Juin 1968 : une occasion manquée pour l'autonomie ouvrière	Mai 2018	5 €

---

*« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »*

Karl MARX,  
*Salaire prix et profit, 1865*